

L'enfant déchiré

Le coup de cœur d'un adolescent de dix-sept ans et demi met dans l'embarras les gouvernements d'Algérie et de France. Comme quarante-trois autres enfants de couples franco-algériens séparés, Sélim était venu rejoindre sa mère en France pour les vacances de Noël, étant entendu qu'il retournerait ensuite son père en Algérie. Un accord avait été conclu dans ce sens par deux médiateurs désignés. Mais, dans l'avion du retour, Sélim manquait à l'appel : l'adolescent est fermement décidé à rester en France. Il serait choquant — et d'ailleurs légalement impossible — de le forcer à regagner l'Algérie, même si les autres mères craignent que sa défection ne démontre un compromis laborieusement obtenu.

Cette affaire émue démontre, une fois de plus, qu'un simple accord tacite entre gouvernements ne peut résoudre des conflits de ce genre. Une convention s'impose, à l'image de celles que la France a établies avec plusieurs autres pays. Cette convention est réclamée depuis des années, mais l'Algérie fait la sourde oreille, et on peut se demander si Paris a vraiment tout son poids dans la balance pour l'obtenir.

Il ne s'agit pas seulement, à vrai dire, d'un conflit entre États. Ce sont deux conceptions du droit et de la famille qui s'opposent. Les juges algériens n'ont pas exactement les mêmes soucis que leurs homologues français, quand il s'agit de trancher des affaires douloureuses, où au drame du divorce s'ajoute celui de la distance culturelle et géographique entre époux.

Il ne faut pas perdre de vue que ces pères ont souffert, eux aussi. Et qu'ils ont parfois décidé de partir avec leur enfant et de couper toute relation avec la mère parce qu'ils redoutaient que le droit de garde ne leur soit pas accordé. Dans la plupart des cas, en effet, c'est à la mère que l'enfant est confié, en dehors de toute question de nationalité. Mais cela n'excuse pas une attitude qui s'apparente à un arbitraire.

Les mariages entre Français et Algériens sont de plus en plus nombreux (près de deux mille cinq cents par an). Sans doute continueront-ils à se multiplier, malgré le drame public de ces enfants, déchirés entre deux parents, ballottés entre deux cultures. Mais l'attitude des pères ne sert certainement pas l'image des immigrés maghrébins en France. Ceux-ci ont déjà du mal à se faire accepter en cette période de chômage ; ils n'avaient pas besoin d'être montrés du doigt dans des affaires qui émeuvent et révoltent naturellement l'opinion française.

Le nouveau ministre algérien de l'intérieur, M. El Hadj Khediri, est apparemment conscient de ce mauvais effet. Souhaitons qu'il use de toute son influence pour faire avancer le dossier.

En tout état de cause, un enfant a le droit de rester en relation avec ses deux parents. Ce principe élémentaire devrait figurer dans la future Convention internationale sur les droits de l'enfant, réclamée — à juste titre — par plusieurs organisations humanitaires. Une convention qui serait plus contraignante pour les États que des déclarations, si généreuses fussent-elles.

(Lire nos informations page 28.)

M 0147 - 01070 - 4,50 F
3790147004500 01070

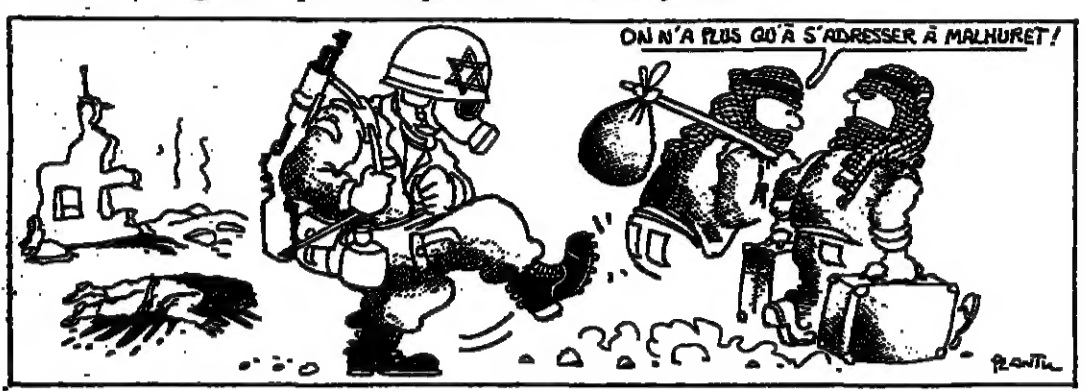
Les menaces d'expulsion contre des manifestants des territoires occupés

Les Etats-Unis votent au Conseil de sécurité une résolution sévère pour Israël

Pour la première fois depuis plus de cinq ans aux Nations unies, le gouvernement américain s'est associé, le mardi 5 janvier, à un vote hostile à Israël. Il a appuyé une résolution du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité, qui demande à l'Etat hébreu de renoncer à son projet d'expulser neuf militants palestiniens des territoires occupés. Ce texte rappelle Israël aux obligations que lui impose, en

tant que puissance occupante, la convention de Genève de 1949 sur la protection des populations civiles en temps de guerre.

Il est très rare que les Etats-Unis prennent position contre Israël à l'ONU. Le dernier vote en ce sens remonte à septembre 1982 : Washington avait alors voté une résolution du Conseil de sécurité dénonçant l'entrée des troupes israéliennes dans Beyrouth.



NEW-YORK
(Nations unies)
de notre correspondant

Réuni d'urgence à la demande de la Jordanie, le Conseil de sécurité a infligé, le mardi 5 janvier, une nouvelle et sévère défaite au gouvernement de Jérusalem en adoptant à l'unanimité une résolution

qui engage Israël à s'abstenir de déporter des civils palestiniens des territoires occupés. Présenté par le groupe non aligné du conseil, le texte réaffirme une fois de plus que la convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, s'applique aux territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et demande de façon pressante à Israël, puissance occupante, de respecter les obligations que lui impose la convention.

CHARLES LESCAUT.
(Lire la suite page 3.)

Le doute sur la candidature présidentielle

Les exercices de style de M. Mitterrand

Les cérémonies des vœux à l'Elysée se sont terminées le mardi 5 janvier. Devant la presse, le chef de l'Etat, harcelé de questions sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle, a continué d'entretenir le doute sur ses intentions.

« Que ceux qui croient qu'un homme politique est toujours insincère fassent crédit. Éliminez la notion de jeu ou de calcul. » M. Mitterrand le demande sur un ton grave, avec un tel accent de sincérité qu'on ne voit pas pour

quoi la requête serait repoussée. Cette demande et la réponse concernent les interrogations incessantes sur ses intentions pour l'élection présidentielle les 24 avril et 8 mai prochains. Sera-t-il ou non candidat ? La question n'est pas qu'un jeu. Les refus de réponse — une phrase en avant, deux phrases en arrière et la quatrième suspendue en l'air — non plus.

On comprend bien que M. Mitterrand ne veuille pas se prononcer trop tôt afin de n'être pas dépourvu, quel que soit le cas de figure, de ses attributs prési-

dentiels à la manière du « citoyen candidat » Giscard d'Estaing, fin 1980-début 1981. Cela a été souvent expliqué. Mais la démocratie a ses exigences et les électeurs de l'avenir de son pays n'est pas curieux de connaître, suffisamment à l'avance, la nature des bulletins de vote qui lui seront proposés ainsi que la signification qu'ils prendront. Qui, à quatre mois et demi de l'échéance, est candidat, pour quoi faire et avec

JEAN-YVES L'HOMEAU.
(Lire la suite page 9.)

Le rapport de la commission créée par M. Valade

Des « collèges universitaires » pour les étudiants du premier cycle

M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, fera connaître, le jeudi 7 janvier, les propositions qu'il retient du rapport de la commission Demain, l'université. Ce document préconise la création de collèges universitaires rassemblant le premier cycle, qui accueilleraient tous les étudiants, mais distingueraient les formations courtes à caractère professionnel des formations préparant aux études longues. Le rapport propose de donner plus d'autonomie aux universités.

(Lire page 21 l'article de Gérard Courtois.)

Nette remontée du dollar

La devise américaine
a franchi à nouveau la barre des 5,50 francs
PAGE 23

Emprunt public soviétique

Pour la première fois depuis soixante-dix ans,
l'URSS fait appel au marché financier international
PAGE 23

M. Honecker à Paris

Première visite en France d'un chef d'Etat est-allemand
PAGE 8

Grève à Air Inter

Du lundi 11 au vendredi 15 janvier
PAGE 26

Financement des partis politiques

Des députés RPR s'indignent de la « suspicion » pesant
sur le patrimoine des élus
PAGE 9

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Théâtre national de la Colline

Situé dans le quartier de Ménilmontant, le Théâtre national de la Colline, première salle construite à Paris depuis des dizaines d'années, sera officiellement inauguré le jeudi 7 janvier. Jorge Lavelli, qui en est le directeur, a choisi de consacrer son répertoire aux auteurs du vingtième siècle. Premier spectacle : le Public, de Federico Garcia Lorca.

Pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve en page 28

L'ENQUÊTE : images d'une Chine communiste saisie par la consommation

Les mille et un trafics de Pékin

La renaissance du petit commerce privé est l'une des caractéristiques les plus marquantes de la réforme économique en Chine. Boutiques en plein air, petits trafics plus ou moins tolérés, essor du tourisme, sont aussi des manifestations tangibles du renouveau de l'individualisme chinois.

PÉKIN
de notre correspondant

Toutes les heures, comme si rien n'avait changé depuis la révolution culturelle, le carillon tonitruant de la poste centrale de Pékin fait retentir les premières notes de l'hymne maoïste. « L'Orient est rouge ». Non loin, dans la résidence Zhongnanhai, ancienne dépendance de la Cité interdite où siègent les plus hautes instances du Parti communiste, l'écho du carillon vibre pour les quelques dirigeants qui y vivent encore, comme le rappel majestueux d'une évidence rassurante.

Presque partout ailleurs dans la ville, force est de constater que

l'Orient est, en réalité, de moins en moins « rouge ». Pékin — jadis Pékin la Pure, Pékin la Fière — a renoué longtemps avant de se mettre à l'heure d'un relâchement complet de l'austérité économique socialiste. Aujourd'hui, les Pékinois mettent les bouchées doubles pour rattraper ceux qui, ailleurs en Chine, avaient pris de l'avance dans ce domaine. Du fait de la présence du gouvernement, l'évangile socialiste est toujours omniprésent à la télévision, dans les journaux. Mais, dans la vie quotidienne, dans les rues, c'est tout autre chose.

A commencer par cette question : « Hello, change money ? ». Il n'aura fallu que quelques années pour que cette offre, le plus naturellement du monde, soit proférée à nouveau à tous les coins de rue des quartiers commerçants de Pékin, après plus de trente ans d'une surveillance policière omniprésente. Ils sont des dizaines aujourd'hui à traquer l'étranger, en quête d'une transaction illicite de devises.

Il n'aura pas fallu longtemps non plus, après le lancement des réformes en milieu urbain, en 1982, pour que renaisse à grande

échelle le petit commerce prolifique des rues qui faisaient de Pékin, avant l'avènement du communisme, une ville méridionale malgré son climat continental. La capitale regorge à présent de petits marchés privés. On n'y trouve pas encore de tout, loin s'en faut. Mais on y trouve, avant tout, ce qui manquait le plus aux Pékinois : le manger et le vêtr libérés.

Des centaines de « décroche-moi-ca » offrent des copies locales d'habits à la dernière mode de Hongkong ou de Taiwan : blue-jeans, chandails chatoyants, anoraks de textiles synthétiques modernes, ensembles de cuir, chapeaux, bottes de cheval. Tout ce qui rappelle l'uniforme des années du maoïsme se porte mal.

Avec la liberté du commerce de détail, la crête a refait son apparition, remplaçant agréablement dans l'univers sonore pékinois le klaxon, désormais interdit, des véhicules. L'un vante la qualité de son approvisionnement en blousons seyant, tandis que son voisin hurle la saveur de ses brochettes de mouton cuites au feu de bois.

FRANCIS DERON.
(Lire la suite page 6.)

صكنا من الاصل

صكزا من الاصل

Débats

L'islam en marche

« Ecoute, homme blanc »

par RENÉ SERVOISE (*)

Si tous les otages étaient rendus, si les navires circulaient librement dans le Golfe, si l'ayatollah et le colonel étaient rappelés à Dieu, quel soulagement à Washington et à Jérusalem, à Paris et à Londres ! Et à Moscou... Or rien ne serait réglé.

Ruhollah Khomeiny et Mohamed Al Kadhafi sont des révélateurs beaucoup plus que des inspirateurs. Interprètes d'un mouvement appelé à leur survie, ils sont portés par une vague beaucoup plus qu'ils n'ont contribué à la crise.

L'Occident se refuse à prendre les dimensions véritables du conflit, pressant que s'il en mesurait l'importance, il serait contraint de remettre en cause son hégémonie. Hier, un débarquement de « marines » sur les côtes de Tripoli constituait la solution. Aujourd'hui, porté par une de ces immenses lames de fond qui, périodiquement, le soulèvent, l'islam connaît un renouveau né des profondeurs de son être. Mais il y a d'abord, de nos jours, est né pour les ressentiments des peuples protestataires. Aussi les aspirations religieuses et les insatisfactions matérielles sont-elles étroitement mêlées. Elles se conjuguent parfois avec l'iniquité de l'avenir.

De l'Atlantique au Pacifique (du Maroc à l'Indonésie), du nord au Sud (des Républiques islamiques d'URSS à l'Afrique noire), c'est le réveil de l'islam. Islam imposant par le nombre (mille millions de fidèles) et plus encore par la formidable simplicité de sa doctrine « Obéir à la volonté de Dieu et contraindre les infidèles à lui

obéir. » Islam jeune, par la composition de sa population croissante, alors que l'Occident, qui « a étouffé ses fils dans son lit », vieillit sans se renouveler. Islam recevant un concours décisif de ses femmes, effrayées par la société vers laquelle l'entraîne l'amoralité occidentale, mortelle aux faibles. Islam qui, comme tout mouvement, ne peut réussir que s'il fait face à un opposant qui le grandisse. Or il l'a trouvé dans l'Occident, et, confondant son propre combat avec les aspirations du tiers-monde, il le transforme pour en faire le combat du siècle.

Seul l'Occident pouvait permettre à l'islam et de s'unir et de réunir. Pourquoi ? C'est que l'Occident, ayant consommé sa rupture avec l'Eternel, est un scandale pour les croyants du monde entier. Il affirme de plus en plus sa véritable nature. « L'Occidental est athée dans le fond » (Alain). L'Oriental, lui, est religieux et refuse la désacralisation de l'univers et la perçoit comme une mutilation. Aussi, la liquidation des empires coloniaux, se poursuit-elle de nos jours. Voici la deuxième phase : l'éradication de l'héritage moral légué par l'Occident, dénoncé pour sa domination culturelle et son exploitation économique. Voici la cause générale. Le détonateur particulier ? Les centaines de milliers de réfugiés fuyant les camps de réfugiés, et aujourd'hui égarés dans les bidonvilles et dans les univers-

ités, des centaines de milliers de Juifs Sorel - dont les esprits incultes ou formés aux disciplines occidentales (mais dont les cœurs ne sont point fermés aux appels mystiques) - rongent leur frein. Le marxisme leur offre une explication simplifiée de leur misère et de leur sous-développement. Et les voici spirituellement mobilisés, matériellement motivés et intellectuellement armés. Bref, ils en veulent et nous en voulent.

Des hommes-prophètes apparaissent. Ils s'évanouissent et se réincarnent. Symboles d'une espérance, ils se succèdent comme les tempêtes de sable au désert, si s'élève, frappent et tombent pour réapparaître ailleurs. L'Esprit souffle où il veut. Certains sont respectables, d'autres méprisables, tous, par leur exaltation, sont dangereux. Tous offrent aux jeunes une alternative à la société occidentale matérialiste : d'où leur immense audience.

Après des décennies, sinon des siècles, de soumission, voici venir le temps de la revanche et souvent de l'enivrement, si même, dans cette coalition hétérogène, les ambitions s'opposent et les dogmes rivalisent. Dans des pays où il y a le soleil ou l'ombre, le croyant ou l'infidèle, la vision est simple : tout est blanc ou noir. Le bien ou le mal s'incarnent en des personnes. Il y a Dieu ou Satan. Dans les bidonvilles et dans les univers-

(*) Ambassadeur.

Après des décennies, sinon des siècles, de soumission, voici venir le temps de la revanche et souvent de l'enivrement, si même, dans cette coalition hétérogène, les ambitions s'opposent et les dogmes rivalisent. Dans des pays où il y a le soleil ou l'ombre, le croyant ou l'infidèle, la vision est simple : tout est blanc ou noir. Le bien ou le mal s'incarnent en des personnes. Il y a Dieu ou Satan. Dans les bidonvilles et dans les univers-

A une époque où le marxisme a rejoint son fondateur dans sa tombe, où le marxisme est remis en question jusqu'en URSS ; où le christianisme s'interroge plus qu'il n'inspire l'Occident, l'islam (ce terme signifie « soumission ») s'affirme dans le monde comme un immense soulèvement. Ses contradictions sont moins faibles qu'occasions de surenchère. Du tiers-monde, il reflète et traduit les aspirations comme les revendications. Le fondamentalisme musulman est en marche.

Réponse à Lionel Jospin

Les gesticulations du PS sur la défense

par FRANÇOIS FILLON (*)

Le principal intérêt du long article de Lionel Jospin sur la dissuasion paru dans le Monde du 5 décembre réside dans la confirmation de l'incapacité des socialistes à définir une politique claire et stable de défense pour la France.

Cette incapacité n'est pas nouvelle. Personne n'a oublié les arguments que développait François Mitterrand dans les années 60, quand la France adoptait, sous l'autorité du général de Gaulle, la dissuasion nucléaire, à l'encontre de ce qu'il qualifiait « d'entêtement de vieillards ».

Arguments moraux : « On n'organise pas la paix quand (...) on refuse la cessation des expériences nucléaires (...) et le désarmement contre la course folle à la bombe atomique ».

Arguments d'ordre social : donner « la priorité à la bombe atomique contre l'éducation nationale » est inacceptable.

Arguments militaires : il n'y a pas de dissuasion pour « un pays de moyenne superficie géographique, de moyenne population, de moyenne production ».

D'autant qu'existaient à ses yeux une autre politique donnant toute satisfaction : le système atlantique, avec intégration des forces européennes sous commandement américain ; justifiant la censure qu'il déposait contre le gouvernement Pompidou coupable de « quitter le bloc militaire atlantique », bloc qui adoptait pourtant la doctrine de la riposte graduée et l'emploi massif des armes nucléaires tactiques en cas d'agression soviétique !

Quinze années auront été nécessaires aux socialistes pour accepter la doctrine de la dissuasion nucléaire.

Et encore, cette étape franchie, ont-ils alors fait leurs positions les plus extrêmes de la sanctuarisation, du neutralisme, de la doctrine du tout ou rien. Condamnant dans leur projet pour les années 80 « l'armée conventionnelle » au motif que « sa vocation semble n'être que de fournir l'aliment d'une bataille en Europe » ou ironisant par la voix de son premier secrétaire d'alors, François Mitterrand, et disant de l'arme à neutrons : « A quoi sert-elle ?... de deux choses l'une : ou bien nous irons chercher l'ennemi hors du sanctuaire, ou bien nous attendrons qu'il touche à nos frontières, et le bruit de la bombe à neutrons se perdra dans le fracas de la guerre totale ».

L'exercice du pouvoir va les contraindre à plus de réalisme. Même s'ils ne peuvent renouer à des gesticulations sans intérêt : réorganisation en rien justifiée qui bouleverse la première armée ; constitution de la force d'action rapide (mobilisation dérisoire d'énergie à propos de l'arme nucléaire tactique qui devient par la magie des mots « préstratégique » ; abandon du satellite militaire d'observation, annulation de la fusée sol-sol inscrite en 1983

dans la loi de programmation ou report du développement du système M3 pour le nouveau sous-marin lance-missiles.

Aussi quand Lionel Jospin reproche au gouvernement « une immobilisme de la pensée », là où il y a pérennité d'une doctrine et maintien des moyens, peut-on lui opposer un éparpillement et une méconnaissance justifiant la plus grande prudence dans l'examen des propositions socialistes ?

Envisager la diminution de nos armes nucléaires stratégiques si les Deux Grands rumenaient leurs arsenaux intercontinentaux. Et assurément nous que l'un et l'autre aient bien abandonné leurs recherches dans le domaine de la « guerre des étoiles ». Il sera temps alors de penser à nous associer à un processus qui, au stade actuel, ne nous concerne en aucune façon.

Un procès électoraliste

Condamner toute bataille nucléaire limitée et prolongée en Europe qui aurait pour effet la virification des amis et des alliés pour arrêter l'agresseur sur leur sol ? Qui s'y opposerait ? Mais Lionel Jospin cherche-t-il à faire la leçon à un chef d'Etat qui réunit désormais tout argument moral, considérant qu'il n'y a pas de guerre douce ? Il n'y a que « l'horreur accompagnée la marche des sociétés depuis l'origine » et justifie l'éventualité de l'adoption de l'arme à neutrons ?

Limiter les armements classiques ? Bien sûr ! Mais la France qui dispose d'un million de chars face aux quarante ou cinquante mille chars soviétiques est-elle d'embles concernée ?

Conforter la défense de notre continent ? Assurément ! Mais sans oublier que c'est le général de Gaulle qui en manifesta le premier la volonté, que l'émergence d'un pilier européen ne pourrait s'envisager en l'absence de l'arme nucléaire française et qu'aucun gouvernement n'a autant fait en peu de temps en faveur de la défense de l'Europe que celui de Jacques Chirac.

En réalité, Lionel Jospin est plus soucieux de faire, sans raison sinon électoraliste, un procès à l'actuelle majorité, que d'apporter des propositions véritablement constructives en faveur de la sécurité de notre continent.

Dans l'intérêt de notre pays, il devrait plutôt faire siennes les sages considérations du premier ministre : exclure un sujet aussi essentiel que celui de notre défense « des polémiques qui ne seraient justifiées que pour des raisons politiciennes ».

(*) Président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, député RPR de la Sarthe.

Au courrier du Monde

ISRAËL

Normal ?

Dans l'entretien publié dans le Monde du mardi 28 décembre, M. le grand rabbin de France déclare qu'il est normal que la communauté juive française interroge « les candidats à la présidence de la République... sur leur attitude à l'égard d'Israël ».

Est-ce vraiment normal ?

JEAN DAIGLE
Fontenay-aux-Roses
(Hauts-de-Seine).

INTOXICATION

Suicide et médicaments

J'ai pris connaissance du « Point de vue » d'Alain Moreau, éditeur du livre *Suicide, mode d'emploi*, dans votre numéro du 12 décembre, et quoi qu'il m'en coûte d'évoquer un événement extrêmement douloureux, je ne puis le laisser passer sans réagir. Il prétend que « l'intoxication médicamenteuse permet le mieux, en raison du délai de plusieurs heures entre le geste suicidaire et la mort, les revirements du suicidaire et les réanimations autoritaires. Autrement dit, la censure par la loi de Suicide, mode

d'emploi, où seul était traité le suicide par ingestion de médicaments, fait perdre à nombre de suicidants une chance de survie ».

Or que lit-on à la page 221 de ce livre (3^e édition) ? « On doit être sûr d'avoir une journée de tranquillité. Plus la découverte est tardive, plus minces sont les risques de réanimation. » Vous avez bien lu : la « chance de survie » évoquée, la main sur le cœur, par M. Moreau fait place aux « risques de réanimation » encourus par le candidat au suicide qui n'aurait pas pris soin, par exemple, de payer une chambre d'hôtel deux jours d'avance et de prévenir l'hôtelier qu'on ne veut pas être dérangé !

Voici ce qu'on donne pour ma fille ces « recommandations » (c'est le titre du paragraphe) : stagiaire du CAPES, elle venait d'apprendre sa première nomination de titulaire à Metz, et elle s'était sentie exilée de son Midi natal ; mais surtout, nous l'avons apprise depuis, cela avait coïncidé avec une crise dans ses relations avec un jeune Américain rencontré l'année précédente. En somme, des problèmes comme en connaissent les jeunes de tous les pays et de toutes les époques. Mais elle a rencontré ce livre, retrouvé à son chevet, dont elle a suivi les conseils à la lettre, y compris le plus décisif, celui du délai de deux jours : elle a choisi le week-end de Pentecôte 1984...

J. CARCANAUQUE
(Paris).

PRESSION

Pour un lobby du troisième âge ?

Maintien à domicile des personnes âgées ? Bien sûr, mais ne soyons pas trop idéologiques. A Toulouse, nous avons créé une association. Départ ? 3^e âge, qui propose aux retraités, sur simple appel téléphonique, un service de dépannage, de petit bricolage et de portage de courses. Par respect de la loi 1901 sur les associations non lucratives, ces interventions sont facturées au prix coûtant. C'est-à-dire à 30 F l'heure, déplacement compris. Ce service est indispensable. Pour rester chez soi, il faut que les petites pannes « normales » (ampoules grillées, robinet qui fuit) ne deviennent pas angossantes ou dangereuses. En outre, de nombreuses personnes âgées souhaitent améliorer leur intérieur : déplacer un meuble, changer de rideaux, poser une étagère. Nous le leur permettons. Notre association a créé deux emplois : un technicien, un secrétaire. Mais pour tenir les prix, il faut des conventions avec les caisses

de retraite et une subvention. Au terme d'un épuisant marathon, nous avons pu démarrer en novembre 1986 avec le soutien de certaines caisses de retraite, une subvention de 10000 F du conseil général de la Haute-Garonne (notre budget de fonctionnement est de 20000 F), la participation de certaines municipalités de banlieue et quelques dons. La mairie de Toulouse, dont les administrés sont les premiers bénéficiaires de notre service, s'est contentée de nous prêter ses panneaux d'affichage.

Nous ne pourrions pas continuer ainsi : la seule issue est d'augmenter le tarif horaire, c'est-à-dire de faire payer les personnes âgées. Quant aux politiques que nous avons rencontrés, ils ne pensent, dans leur majorité, qu'à faire savoir qu'ils se préoccupent des retraités-électeurs, tout en refusant de s'engager réellement et, surtout, en dépensant le moins possible.

Cette attitude engendre lassitude et dégoût chez les bénévoles. Ils constatent que la quantité et la qualité des actions menées en faveur d'un groupe social dépendent, non de ses besoins, mais de sa capacité à prendre la parole et à devenir un groupe de pression.

Dr CECILE PAVEN-PIFFAUT.
Association d'aide technique aux personnes âgées et handicapées.
Toulouse.

LE MONDE diplomatique

ÉCONOMIE

COMMENT FONCTIONNE LE SYSTEME MONÉTAIRE EUROPÉEN

L'Europe monétaire est indispensable à un nouvel ordre international. Elle est cependant loin d'être une réalité. Aucune unicité décisive n'a été faite depuis la création du système monétaire européen. Bien plus, il est devenu un frein. Le Monde diplomatique analyse les effets pervers du SME et montre pourquoi il fonctionne aujourd'hui comme une « zone marquée ».

PAYS DE L'EST

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Les pays de l'Europe de l'Est sont aux prises avec des tensions internes qui coïncident avec l'engagement de l'URSS dans une ère de réformes. Ils ont devoir moderniser leur économie et développer les échanges avec l'Occident. Quelles sont les implications de cette nouvelle orientation ? Comment cette évolution est-elle possible ?

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Verne.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ARO 365 jours par an, 24 heures sur 24.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messenger)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

La répression dans les territoires occupés et les réactions internationales

Jérusalem rejette les « conseils non sollicités » venus de l'étranger

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« C'est un cercle vicieux, écrit le quotidien *Maariv* : des soldats sont attaqués à coups de pierres, ils répondent avec des balles en plastique, des grenades lacrymogènes, en poursuivant leurs assauts, en les arrêtant et, occasionnellement, en utilisant des armes. »

Et la scène s'est encore reproduite mardi 5 janvier, cette fois dans l'extrême sud de la bande de Gaza, dans la ville de Khan-Younis, où un Palestinien a été tué par une balle en plastique. Plusieurs manifestations s'étaient formées dans le camp de réfugiés de la ville, aux abords des mosquées; les manifestants entendaient apparemment protester contre les mesures de banissement prises à l'encontre de neuf Palestiniens.

Des barrages de pneus ont été disposés sur les routes, des pierres lancées contre les forces de sécurité. Selon un communiqué militaire, un soldat d'une patrouille a été blessé au visage. Pour disperser les manifestants, un officier ouvrit le feu après que les gaz lacrymogènes, les balles en plastique et les canons à eau eurent été utilisés. Un Palestinien fut tué par les tirs et au moins huit autres blessés.

Immédiatement, les commerçants fermèrent leurs boutiques, tandis que les troubles s'étendaient dans tout le territoire, notamment dans les villes de Gaza et de Rafah. Des heurts avec les forces de l'ordre eurent lieu jusque tard dans la soirée, au cours desquels quatre autres soldats israéliens furent légèrement blessés.

Dès que furent connus les troubles de Gaza, les manifestations s'aggravèrent à Cisjordanie, des affrontements sporadiques eurent lieu à et à Ramallah, dans le camp de Kalandia, près de Jérusalem, à Kalya et à Tulkarem notamment. Il s'agissait souvent d'incidents mineurs, très localisés, sans commune mesure avec ceux des semaines précédentes. Mais ils suffisent à entretenir le climat de tension que rien ne semble devoir dissiper depuis près d'un mois.

Les habitants des territoires attribuent ce regain de tension à des

réactions spontanées de colère, suscitées notamment par la décision du gouvernement d'expulser neuf Palestiniens. Les autorités, comme l'a répété ce week-end M. Péro, ministre des affaires étrangères, font une autre analyse. Elles estiment que les militants de l'OLP, après avoir été « surpris » par le déclenchement de cette vague de violences, tentent aujourd'hui de l'entretenir. L'organisation palestinienne, dit-on de même source, est évidemment consciente des points qui sont ainsi marqués aux dépens d'Israël dans l'opinion internationale — et particulièrement aux Etats-Unis.

Mais, si aucun porte-parole officiel ne le dit ouvertement, nombre d'Israéliens estiment que leur pays est jugé à l'aune de critères inadéquats : seul pays du Proche-Orient où la presse nationale et internationale est libre, il n'en est pas moins dénoté selon eux avec une vigueur qui ne serait pas appliquée aux autres Etats de la région. Dans la presse, les courriers des lecteurs sont remplis de ces lettres indignées.

Certains soulignent la vigueur avec laquelle la Jordanie et l'Egypte assurent la maîtrise de l'ordre en Cisjordanie et à Gaza de 1967, avant que ces territoires ne soient occupés par Israël : « Nous n'aurions aucun problème avec la presse occidentale si, pour maintenir l'ordre, nous adoptions les méthodes de notre voisin de Syrie, le président Assad », écrit un physicien à *Jerusalem Post*. D'autres dénoncent les leçons de morale infligées par l'Occident.

Paralyse gouvernementale

Le président de l'Etat, M. Chaim Herzog, a eu ainsi, mardi, des mots très durs pour stigmatiser la prestation effectuée la veille par le ministre adjoint au Foreign Office, chargé du Proche-Orient, lors de sa visite à Gaza. M. David Mellor avait, dans un camp de réfugiés, dénoncé « des conditions de vie qui sont un affront aux valeurs de la civilisation », et qualifié de « honte » le fait que les Israéliens n'y aient pas remédié (le *Monde* du 6 janvier). « En tant qu'ancien ambassadeur de l'ONU, avait dit M. Mellor, je suis habitué au

cynisme et à l'hypocrisie qui dominent la vie internationale, mais il y a des limites. »

Pour le président Herzog, « les conseils non sollicités qui nous sont donnés par des pays qui n'ont pas réglé très différemment des situations similaires ne paraissent que peu exagérés ». Il a affirmé qu'Israël avait favorisé l'implantation de dix mille familles de réfugiés de Gaza dans des résidences situées hors des camps. En revanche, n'est-il relevé, la Grande-Bretagne fait partie de ces pays « qui, depuis 1971, votent à l'Assemblée générale de l'ONU une résolution adoptée par une large majorité, qui intime à Israël de ne pas déplacer les réfugiés hors des camps ».

Ce débat sur l'image de marque de pays — comme celui sur le maintien de l'ordre — tend en fait à occulter l'essentiel, à savoir l'absence de véritable réponse politique de la part du gouvernement face à cette crise sans précédent. Le cabinet d'union nationale, plus divisé que jamais, est paralysé par ses querelles intestines. « Nous réagissons avec myopie, écrit cette semaine le *Jerusalem Post*. Nous traitons une crise majeure politique et nationale au coup par coup, en nous préoccupant seulement des problèmes de sécurité face à une situation dans les territoires qui se détériore à grande vitesse. »

ALAIN FRACHON.

Washington vote à l'ONU une résolution sévère

(Suite de la première page.)

Ouverte dans une atmosphère manifestement tendue, la séance du Conseil de sécurité a débuté par une demande algérienne visant à admettre l'OLP — qui dispose d'un statut d'observateur auprès de l'ONU — à siéger dans la salle, pour la durée de la séance, au même titre qu'un Etat membre de l'organisation. En raison de l'opposition de principe du président, Sir Crispin Tickell (Grande-Bretagne), le Conseil (1) a préféré voter : dix membres se sont prononcés pour la proposition, quatre membres, dont la France, se sont abstenus, alors que les Etats-Unis s'y sont opposés. Le droit de veto n'étant pas prévu pour des questions de procédure, le représentant de l'OLP a pu prendre part aux délibérations, sans être admis à voter.

D'emblée, le représentant d'Israël, M. Benjamin Netanyahu, a donné le ton. Visiblement irrité, il a rejeté les termes du projet de résolution, affirmant que celui-ci était « injuste et partisan ». Estimant que « tout gouvernement placé devant des circonstances similaires aurait tout mis en œuvre afin d'assurer la sécurité et la liberté de mouvement des populations », il a cité un passage de la convention de Genève qui « autorise la puissance occupante à appliquer des mesures essentielles pour le maintien de l'ordre, pour la sécurité des personnes et des biens matériels, administratifs et de

communication, appartenant à la puissance occupante ».

« Israël fait-il autre chose à Gaza et en Cisjordanie ? », a demandé M. Netanyahu, qui s'est étonné de voir le Conseil de sécurité aborder « soudain » le problème des déportations, alors que celles-ci « étaient pratiquées tant par la Grande-Bretagne du temps du mandat que par la Jordanie et l'Egypte avant 1967, et par Israël depuis cette date ». Soulignant que les violences qui se déroulent dans les territoires occupés sont « organisées par un réseau de meneurs professionnels », M. Netanyahu a affirmé que « depuis l'arrestation de neuf agitateurs, affiliés tous à des organisations terroristes, la situation s'est nettement améliorée ». Assurant que « les forces israéliennes étaient placées souvent dans des situations très difficiles », il a répété que son gouvernement « fera tout pour assurer, dans le respect de la convention de Genève, la sécurité des personnes et des biens par les moyens qu'il estimera utiles et appropriés ».

Si le représentant de l'OLP a rappelé le droit de veto (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne), sont membres pour l'année 1988 : Algérie, Allemagne fédérale, Argentine, Brésil, Italie, Japon, Népal, Sénégal, Yougoslavie, Zambie.

Selon les Etats-Unis, « la déportation d'individus vivant dans des territoires occupés est une violation de l'article 49 de la convention de Genève, qui interdit expressément de telles pratiques, quel que soit leur motif ». « De plus, a-t-il ajouté, des mesures aussi agressives sont non seulement inutiles, mais également contraires à la recherche d'une réconciliation et à la négociation. »

Les milieux diplomatiques occidentaux estiment que l'interprétation donnée par Israël à la convention de Genève est particulièrement imprécise, car celle-ci — tout en admettant les nécessités liées au maintien de l'ordre — interdit formellement « tout déplacement forcé d'individus ou de populations ». Interrogé à l'issue de la séance, M. Netanyahu a refusé de commenter ce nouvel et sérieux accroissement de tensions, entre Washington et Jérusalem, en moins de quinze jours (2).

CHARLES LESCAUT.

(1) La composition du Conseil de sécurité a changé le 1^{er} janvier. Outre les cinq puissances permanentes dotées du droit de veto (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne), sont membres pour l'année 1988 : Algérie, Allemagne fédérale, Argentine, Brésil, Italie, Japon, Népal, Sénégal, Yougoslavie, Zambie.

(2) Le 22 décembre, les Etats-Unis se sont abstenus lors du vote d'une résolution du Conseil de sécurité, « déplorant les pratiques de l'armée israélienne dans les territoires occupés. »

Nouvelles manifestations d'étudiants

L'hostilité à Israël s'accroît en Egypte

LE CAIRE
de notre correspondant

Les sentiments anti-Israéliens et la condamnation de la répression à l'encontre des Palestiniens dans les territoires occupés se sont sensiblement accrues au cours des dix derniers jours, dans le gouvernement comme dans l'opposition.

Mardi 5 janvier, plus d'un millier d'étudiants de l'université d'Ain-Chams, au Caire, ont à nouveau manifesté contre l'Etat hébreu et ont réclamé la rupture des relations diplomatiques avec Jérusalem. D'importantes forces des brigades anti-émeutes ont assiégré l'université

et ont fait usage de grenades lacrymogènes pour empêcher les étudiants de sortir dans la rue. Une centaine de manifestants ont été appréhendés et vingt d'entre eux déferés devant le parquet en vertu de la loi d'urgence qui, depuis l'assassinat du président Sadate, en 1981, interdit tout rassemblement de plus de cinq personnes. Devant le siège de l'ordre des avocats, dans le centre-ville, près de cinq cents personnes ont manifesté contre l'« ennemi sioniste » à l'occasion du regain de violence dans les territoires occupés et du premier anniversaire du suicide en prison de Soliman Khater.

Ce soir, lorsque le froid se fait plus mordant, les opposants israéliens tiennent à même le sol des bouts de carton qu'ils tapissent de couvertures et ils dorment le long de la vitrine encore éclairée de la banque. Les commerçants des alentours ne semblent pas faire grise mine : la pharmacie la plus proche leur a offert un stock inutilisé de matériel pharmaceutique et le propriétaire du café situé au coin de la rue, bien décidé « à manifester son soutien », leur a ouvert la porte de son établissement afin qu'ils puissent bénéficier des commodités.

Infatigables, déterminés, les opposants israéliens se disent aujourd'hui prêts à poursuivre leur mouvement « jusqu'au retour en France des réfugiés expulsés le 8 décembre ». ANNE CHEMIN.

Surenchère islamiste

Cette succession d'incidents a incité le ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, à mettre l'opposition en garde contre toute nouvelle manifestation. « La liberté d'expression est garantie à condition qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité », a déclaré le général Badr. Deux jours plus tôt, il avait accusé les islamistes et la gauche de profiter de la situation dans les territoires occupés pour tenter de déstabiliser le pays. Le gouvernement estime que l'opposition fait de la surenchère. Les responsables égyptiens ont, en

effet, multiplié leurs condamnations contre « la répression israélienne », les « procès iniques » et les « expulsions de Palestiniens ». Le Caire a par ailleurs repoussé les tentatives d'explications israéliennes en refusant de recevoir, il y a une dizaine de jours, un émissaire israélien. Les Egyptiens ont, parallèlement, multiplié les démarches auprès de l'administration américaine pour faire condamner Israël par le Conseil de sécurité. Ils ont aussi informé l'ONU qu'ils n'accueilleront pas de Palestiniens expulsés par Israël, en signe de protestation contre de telles mesures.

La tournée que doit entreprendre, fin janvier, le président Mubarak en Europe occidentale et aux Etats-Unis, sera sans doute dominée par la question palestinienne. La diplomatie égyptienne tentera une nouvelle fois de convaincre Washington d'accepter la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient à laquelle participeraient l'Union soviétique et l'OLP.

Mais c'est la tournée du raïs, la semaine prochaine dans les pays arabes du Golfe, qui préoccupe le plus la diplomatie égyptienne à l'heure actuelle. Les responsables égyptiens veulent, en effet, éviter que la dégradation de la situation en Cisjordanie et à Gaza n'ait des répercussions négatives sur les relations, rétablies de fraîche date, avec les pays arabes. Un durcissement du ton entre le pouvoir et l'opposition, qui réclame la rupture des relations avec Israël, serait d'autant plus embarrassant que ce sont justement ces relations qui avaient amené le monde arabe à rompre avec l'Egypte en 1979.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Trente jours de grève de la faim pour les réfugiés iraniens

Sur la vitrine de la banque, les affiches vantant les mérites du tout nouveau plan épargne-retraite obtiennent les photographies des douze Iraniens expulsés vers le Gabon selon la procédure d'urgence adoptée, le 8 décembre dernier. Depuis maintenant près d'un mois, en signe de protestation, une quarantaine d'opposants, au gré de la faim, campent devant l'immeuble de la délégation du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) à Neuilly-sur-Seine, en face d'une agence de la Banque nationale de Paris.

De petits tabourets de plastique ont été soigneusement alignés le long de la vitrine sous de larges banderoles de couleur dénonçant « l'odieuse marchandage avec le régime de Khomeiny ». Les sympathisants des grévistes s'y réunissent en fin de journée autour de trois malheureux chauffages à gaz portatifs. A quelques mètres, des militantes installées derrière une table à treteaux font signer aux passants des cartes de soutien adressées à François Mitterrand. Une voiture de police reste constamment garée aux abords de ce campement improvisé, mais ses occupants se tiennent toujours à l'écart.

Infatigables et déterminés

Les quarante grévistes de la faim qui ont entamé mercredi leur trentième jour de jeûne ne sont plus allongés sur le trottoir au pied des pancartes comme aux premiers jours du mouvement. Emmouffés dans des vêtements chauds, ils restent désormais caiffés à l'intérieur des quatre caravanes garées au bord de la contre-allée et où ils se contentent de boire du thé ou de l'eau sucrée.

Huit grévistes sont actuellement hospitalisés dans les Hauts-de-Seine, deux à l'hôpital Louis-Mourier (Boulogne-Billancourt), deux à l'hôpital Raymond-Poincaré (à Garches) et quatre à l'hôpital Ambroise-Paré (Boulogne-Billancourt).

Un neuvième réfugié admis au centre Henri-Dunant à Paris est

maintenu « sous surveillance médicale » à l'hôpital de la ville de Paris. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) s'est déclaré préoccupé par l'état de santé des Iraniens qui observent une grève de la faim à Paris et à Libreville à la suite de l'expulsion au Gabon de douze opposants au régime de Téhéran et de trois Turcs. Le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, doit être reçu jeudi à ce propos par le président Mitterrand. Trois réfugiés expulsés sont hospitalisés à Libreville, où leurs camarades se sont organisés, dans leur hôtel, pour recevoir d'Europe les informations les concernant.

maintenu « sous surveillance médicale » à l'hôpital de la ville de Paris. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) s'est déclaré préoccupé par l'état de santé des Iraniens qui observent une grève de la faim à Paris et à Libreville à la suite de l'expulsion au Gabon de douze opposants au régime de Téhéran et de trois Turcs. Le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, doit être reçu jeudi à ce propos par le président Mitterrand. Trois réfugiés expulsés sont hospitalisés à Libreville, où leurs camarades se sont organisés, dans leur hôtel, pour recevoir d'Europe les informations les concernant.

maintenu « sous surveillance médicale » à l'hôpital de la ville de Paris. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) s'est déclaré préoccupé par l'état de santé des Iraniens qui observent une grève de la faim à Paris et à Libreville à la suite de l'expulsion au Gabon de douze opposants au régime de Téhéran et de trois Turcs. Le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, doit être reçu jeudi à ce propos par le président Mitterrand. Trois réfugiés expulsés sont hospitalisés à Libreville, où leurs camarades se sont organisés, dans leur hôtel, pour recevoir d'Europe les informations les concernant.

maintenu « sous surveillance médicale » à l'hôpital de la ville de Paris. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) s'est déclaré préoccupé par l'état de santé des Iraniens qui observent une grève de la faim à Paris et à Libreville à la suite de l'expulsion au Gabon de douze opposants au régime de Téhéran et de trois Turcs. Le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, doit être reçu jeudi à ce propos par le président Mitterrand. Trois réfugiés expulsés sont hospitalisés à Libreville, où leurs camarades se sont organisés, dans leur hôtel, pour recevoir d'Europe les informations les concernant.

maintenu « sous surveillance médicale » à l'hôpital de la ville de Paris. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) s'est déclaré préoccupé par l'état de santé des Iraniens qui observent une grève de la faim à Paris et à Libreville à la suite de l'expulsion au Gabon de douze opposants au régime de Téhéran et de trois Turcs. Le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, doit être reçu jeudi à ce propos par le président Mitterrand. Trois réfugiés expulsés sont hospitalisés à Libreville, où leurs camarades se sont organisés, dans leur hôtel, pour recevoir d'Europe les informations les concernant.

Une erreur de protocole

Un Iranien à l'Élysée

M. Mitterrand n'était pas au courant de la présence du chargé d'affaires iranien, M. Gholan Reza Haddadi, lors de la cérémonie des vœux du corps diplomatique, lundi 4 janvier à l'Élysée, mais ne regrette pas que ce dernier ait pu entendre sa déclaration sur les preneurs d'otages et les Etats complices. « Je me demande bien pourquoi il était là », a déclaré mardi à la presse le président, interrogé sur la venue de M. Haddadi à l'Élysée, « mais finalement c'était excellent qu'il puisse m'entendre. J'ignorais absolument cet incident quand j'ai parlé ».

C'est le chef du protocole, M. Henri de Coigny, qui s'est aperçu, trois minutes avant l'arrivée du président, de la présence de l'iranien dans la salle. M. Haddadi, qui s'était glissé dans le coin des chargés d'affaires, comme l'année précédente, a été rapidement approché par M. de Coigny, qui lui a fermement rappelé qu'il n'était plus chargé d'affaires, les relations diplomatiques entre la France et l'Iran

étant rompues depuis juillet dernier. M. Haddadi refusant de s'en aller, M. de Coigny l'a alors prié de se mettre dans la délégation palestinienne, qui représente les intérêts de l'Iran en France. M. Haddadi a fini par obtempérer et s'est placé à l'arrière de la délégation, juste avant que le président n'arrive.

Selon M. de Coigny, l'origine de l'erreur se trouve dans le fait que le protocole avait utilisé la liste de 1987 et non celle de 1988 pour envoyer ses invitations. L'erreur rapidement repérée, il avait envoyé un contre-ordre à M. Haddadi, qui n'a répondu ni à l'invitation ni au contre-ordre.

Les ambassadeurs des Etats-Unis et de l'Inde, qui ont assisté à la scène entre M. Haddadi et le chef du protocole de l'Élysée, ont félicité ce dernier de sa fermeté en lui disant : « Nous sommes fiers de vous », selon ce que M. de Coigny a lui-même déclaré.

1987 1988

La performance. Placez-vous bien.

Tenir bon en pleine crise boursière, aménager les portefeuilles, anticiper les évolutions des marchés. C'est la performance des gestionnaires financiers du Groupe CIC.

Les actionnaires des Sicav du Groupe CIC sont bien placés pour le savoir : Aurélic + 14,53 %, 2^e meilleure performance des Sicav actions.

Créditer, SNI, Francis, Francis-Régions, Francis-Pierre, Technocit et Japacit résistent. Les Sicav obligations progressent.

Les Banques du Groupe CIC vous offrent une gamme complète de produits financiers pour permettre une adaptation permanente de vos placements à la conjoncture variable des marchés. Elles peuvent assurer la sécurité de votre épargne en limitant vos risques.

Demandez conseil à la Banque du Groupe CIC la plus proche de votre domicile.

Les Sicav du Groupe CIC La force de la compétence

GROUPE CIC

* Classement Paribas pour la période du 1.1.87 au 11.12.87, coupon rattaché.

حکومت ایران

Asie

CHINE : en disgrâce depuis plus de trente ans

L'évêque de Shanghai a été rétabli dans ses « droits politiques »

PÉKIN
de notre correspondant

Le plus célèbre des prêtres chinois condamnés comme « contre-révolutionnaires » pour leur refus de rompre avec Rome dans les années 50, Mgr Ignatius Gong Ping-mei, évêque de Shanghai, s'est vu rétablir dans ses « droits politiques », au terme d'une disgrâce de plus de trente ans. Les autorités chinoises ont annoncé que le tribunal de Shanghai avait levé, mardi 5 janvier, les dernières mesures d'assignation à résidence et de privation de ses droits politiques, qui pesaient sur l'évêque, âgé de quatre-vingt-six ans, depuis qu'il avait été « libéré » en juillet 1955.

Succès pour la messe de minuit

En revanche, plusieurs prêtres, dont trois américains et un chinois de Hongkong, ont réussi à le voir peu après sa libération. Pékin parle encore d'une visite récente d'un évêque portugais. Les visiteurs disent avoir vu un homme encore en possession de toutes ses facultés intellectuelles, et les rares propos qu'il a émis pour expliquer sa libération ont été étonnés en 1955 pour s'être opposés à l'engagement chinois dans la guerre de Corée, et pour avoir alors refusé de faire allégeance à l'Association catholique patriotique, fondée par le pouvoir communiste afin de mettre au pas les catholiques

chinois et de rejeter l'autorité pontificale. Ces « aveux », sur lesquels Pékin n'avait fourni aucune preuve — ils étaient placés dans la bouche de fonctionnaires, mais jamais le prélat n'avait été cité explicitement par la presse officielle — avaient conféré un caractère quelque peu orwellien à ce qui ne pouvait être, sur le fond, qu'une mesure de clémence de la part de la Chine, destinée à faire un geste en direction du Vatican. Depuis, Mgr Gong était en résidence surveillée — Chine nouvelle assure aujourd'hui qu'il a été autorisé à dire la messe dans un couvent de Shanghai — et soigneusement empêché de rencontrer des journalistes.

Ce nouvel épisode de la diplomatie des petits pas entre le Saint-Siège et Pékin fait suite aux faux espoirs, vite refroidis par les Chinois, auxquels avaient donné lieu les déclarations du cardinal de Manille, Mgr Jaime Sin (*le Monde* du 18 novembre) sur les progrès envisageables en vue d'une normalisation. Les rumeurs, nées à Hongkong, qui avaient suivi la visite du prélat philippin sur l'éventualité d'une visite du pape en Chine avaient été rapidement démenties par Rome.

La question des nominations d'évêques et de l'autorité spirituelle sur le clergé chinois est, sans doute bien plus encore que la question de Taiwan — avec qui le Vatican est soumé par Pékin de rompre ses rela-

tions diplomatiques, — la pomme de discorde principale. Il semble qu'avec ce nouveau petit geste la Chine populaire renvoie la balle dans le camp du Saint-Siège.

Ce dernier devra, en outre, tenir compte de la popularité croissante des cérémonies chrétiennes auprès de la population chinoise, comme en a témoigné la célébration de la Nativité cette année. Pas moins de quarante mille catholiques ont assisté aux messes de minuit dans la seule capitale. Bon nombre étaient, certes, de jeunes curieux attirés par les appareils du plus grand rassemblement public nocturne à n'être pas placé directement sous le contrôle de la police et du Parti communiste.

Mais, parmi eux, également, à côté de vieux chrétiens sur les visages de qui se lisait la « foi du charbonnier », figuraient bien des gens pour qui la religion peut remplacer un vide idéologique patent dans la Chine post-maoïste. « Après des dizaines d'années d'interdiction du culte, il est normal que tout soit vague dans l'esprit des gens », nous disait une jeune catholique « officielle » à Nantang, l'une des trois grandes églises de Pékin. Entre la doctrine et le réalisme, le Vatican est confronté, en Chine, à des choix décidément délicats.

Fr. D.

INDE

Mscou a loué à New-Delhi un sous-marin à propulsion nucléaire

L'Union soviétique a livré, mardi 5 janvier, à l'Inde son premier sous-marin à propulsion nucléaire, dans le cadre d'un contrat, prêt, a-t-on annoncé officiellement à Moscou et à New-Delhi, don l'agence Tass, la sousmersible « a été loué à la République indienne pour son entraînement, aux termes d'un accord antérieur ». « Le sous-marin aidera la flotte indienne à acquérir de l'expérience dans l'utilisation de vaisseaux de ce type », a ajouté l'agence, qui précise qu'« il n'y a aucune arme nucléaire à bord ni aucune limitation de telles armes ».

L'ambassadeur indien à Moscou, M. TN Kaul, s'est rendu à Vladivostok pour prendre livraison du sous-marin.

Une marine en expansion

Classée au huitième rang mondial par le tonnage total (environ 160 000 tonnes) et la diversité de sa composition, la marine de guerre indienne représente, à l'heure actuelle, la plus puissante flotte militaire de l'océan Indien. Une volonté explicite du gouvernement lui garantit, de surcroît, une montée régulière en puissance avec l'aide de l'Union soviétique, qui fournit directement des matériels neufs ou qui concède indirectement une assistance technique aux chantiers navals indiens.

Outre la flotte de surface, la marine indienne se développe dans deux directions : l'aéronautique navale et la « sous-marine » nucléaire, qui marquent la progression de toutes les autres grandes marines du monde.

Ainsi, l'Inde a acquis auprès de la Grande-Bretagne les deux porte-avions *Hercules* et *Hermes*, qu'elle a rebaptisés *Vikram* et *Virat* en même temps qu'elle les modernisait

avec des équipements d'origine soviétique. Ainsi, encore, l'Inde a reçu en est en passe de recevoir jusqu'à quatre sous-marins lance-torpilles à propulsion classique (diesel/électrique), qui déplacent, selon les modèles, entre 2 400 et 3 200 tonnes en plongée.

La cession par l'Union soviétique d'un sous-marin à propulsion nucléaire permet à l'Inde de devenir en Asie le deuxième pays, après la Chine populaire, détenteur d'une telle technologie navale. Dans le reste du monde, quatre autres pays — les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France — ont maîtrisé la propulsion nucléaire à bord de sous-marins stratégiques (lance-missiles) ou d'attaque (lance-torpilles). Un cinquième Etat, le Canada, cherche, de son côté, à accéder à la « sous-marine » nucléaire en achetant deux sous-marins d'attaque à deux fournisseurs rivaux (la France et le Royaume-Uni).

AFGHANISTAN

M. Mitterrand critique l'« injuste sanction » qui frappe M. Alain Guillo

Les réactions à la condamnation à dix ans de prison pour « espionnage » du photographe français Alain Guillo, continuent d'éclore, « allant toutes dans le même sens, celle de la condamnation d'un jugement injuste frappant un homme qui n'a fait que son devoir professionnel. Le président Mitterrand a dénoncé mardi 5 janvier l'« injuste sanction » dont est victime M. Guillo. Répondant aux vœux de la presse, le chef de l'Etat a observé que « les pouvoirs qui ne supportent pas que l'on sache comment ils vivent ne peuvent que vous considérer comme des gènes ou des coupables ». Il s'est aussi montré critique des autorités pro-soviétiques de Kaboul en soulignant à propos d'Alain Guillo : « On fait son métier, déjà l'ordre de risques physiques, et en plus on considère comme criminel le fait d'exercer ce métier qui est d'informer ».

Recevant mardi l'ambassadeur soviétique, M. Jean-Bernard Raimond a demandé que le Kremlin intervienne en faveur de la libération de M. Guillo. « L'ambassadeur a pris note de tout ce que je lui ai dit très fermement, et il m'a dit qu'il allait transmettre ma démarche immédiatement », a déclaré le ministre des affaires étrangères sur la Cinq. « Le réalisme veut que cette affaire se règle entre la France et l'Union soviétique, étant données les responsabilités de l'URSS en Afghanistan », a-t-il ajouté. Et il a réitéré que l'URSS détienne la clé de la solution qui est l'expulsion la plus rapidement possible d'un journaliste qui n'a fait que son métier ».

Abordant la question du retrait possible des troupes soviétiques d'Afghanistan, M. Raimond a par ailleurs estimé qu'il n'était « pas sûr qu'il ait lieu en 1988 ». Le ministre a jugé « ambiguë » l'attitude du Kremlin sur cette question : « Les dirigeants actuels considèrent que l'Afghanistan est une erreur de leurs

prédécesseurs ». Cependant, « il est très difficile pour eux de prendre une décision de retrait avant de régler la question du pouvoir à Kaboul d'une manière satisfaisante pour eux ».

« Enfant de la révolution », c'est tout ce que M. Guillo, « a pour sa part déclaré le ministre de la culture et de la communication. « Nous avons le droit de savoir ce qui se passe en Afghanistan », a ajouté M. Lottard. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, va, pour sa part, « effectuer une nouvelle démarche avec encore plus d'insistance en direction du PC soviétique ».

Les Etats-Unis ont également apporté leur soutien à la France, au moment où le sous-secrétaire d'Etat américain, M. Michael Armacost, rencontrait au Pakistan la plupart des chefs de la résistance afghane. Il leur a réitéré que le soutien américain à leur action se poursuivrait jusqu'à ce que les moudjahidines parviennent à leur but.

A Kaboul, l'agence officielle Pakhtar a affirmé que M. Guillo « n'était pas un journaliste », mais un agent étranger qui « guidait d'autres espions venant des Etats-Unis, du Pakistan, de France, de Grande-Bretagne et de pays arabes réactionnaires pour entrer en Afghanistan ». « Les agents professionnels étaient infiltrés illégalement sous différentes couvertures : médecins, aides médicaux, reporters, religieux ».

Dans un tel contexte, on peut comprendre que les relations entre Kaboul et Paris soient de plus en plus limitées. A la fin de 1987, la France a fermé la section commerciale et culturelle de son ambassade à Kaboul. La section culturelle était déjà « en sommeil » depuis 1983. Il ne reste plus de professeurs de nationalité française au lycée Istiglal de Kaboul, où l'on pouvait faire ses études en français.

CAMBODGE

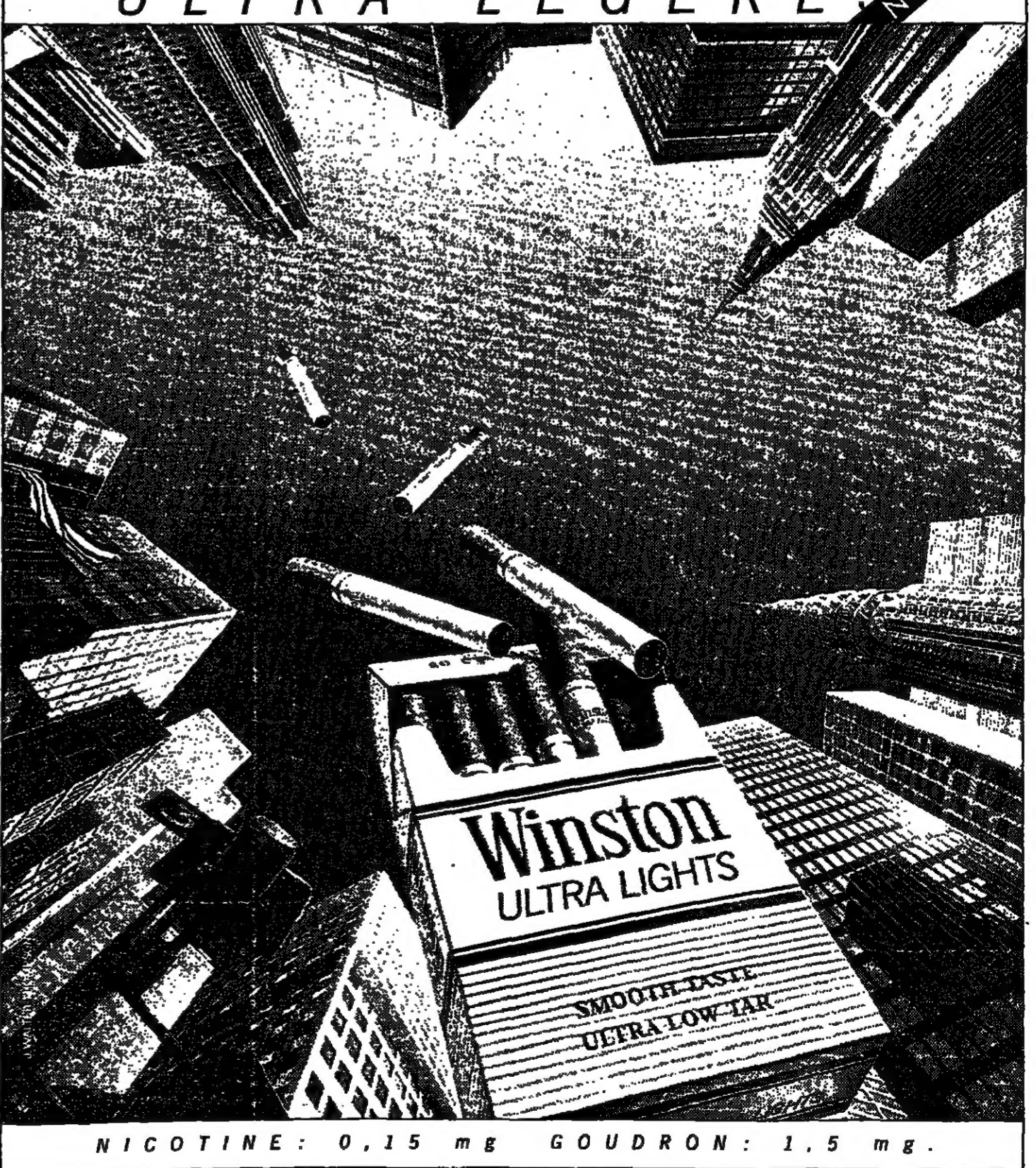
Les vœux du prince Sihanouk

A l'occasion de la nouvelle année, le prince Norodom Sihanouk a envoyé aux Khmers rouges — ses partenaires dans la coalition du Kampuchéa démocratique, dont il s'est mis en congé de présidence en 1987 — un message de vœux dans lequel il fut écarté de la « lutte commune » contre les « colonialistes vietnamiens ». « Nous formons [de vous] pour votre grand succès dans notre lutte commune sur les champs de bataille du Cambodge », écrit le prince, « et a affirmé que sa propre armée, l'Armée nationale sihanoukiste (ANS) continuera à « lutter sans esprit de recul (...) jusqu'au départ du Cambodge du dernier militaire vietnamien ».

D'autre part, le prince Sihanouk, qui représente le prince Sihanouk, son père, sur le terrain, a déclaré à Bangkok, le lundi 4 janvier, que ce dernier avait l'intention d'éditer un calendrier précis du retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge lors de sa prochaine rencontre avec M. Hun Sen. Le prince, a-t-il ajouté, « voudrait être informé par le Vietnam du nombre de mois nécessaires pour retirer toutes ses troupes du Cambodge et à quelles conditions ». — (AFP, AP.)

WINSTON

ULTRA LÉGÈRES



NICOTINE : 0,15 mg Goudron : 1,5 mg

هكذا من الالاهل

هكذا من الاجل

Enquête

Images d'une Chine communise

Les mille et un trafics de Pékin



Le marché de la moto d'occasion à Pékin.

(Suite de la première page.)

Au pied des silhouettes de la Cité interdite qu'on devine dans la pénombre, un marché nocturne aligne sur plusieurs centaines de mètres ses gargotes ambulantes, qui proposent chacune sa spécialité : crêpes, beignets, « soupe de thé » pékinoise — ce mélange sur lequel on verse l'eau bouillante d'un énorme récipient de cuivre. Ces ustensiles, invisibles pendant des décennies en Chine, ont soudain resurgi des greniers pour servir à la préparation de l'une des friandises préférées des Pékinois, grands amateurs de tout ce qui est restauration sur le pouce, entre amis, au bord du trottoir.

« L'avenir est aux petits capitalistes »

L'Etat n'est pas absent, bien sûr. On en voit la trace dans l'effort d'organisation des plus grands marchés. Les échoppes, d'un modèle astucieux qui combine une tente et une charrette, sont toutes identifiées par une licence portant la photographie du propriétaire. L'alignement est respecté, et quelques policiers circulent pour faire observer l'ordre... et les prix, du moins

ceux d'entre eux qui ne sont pas libérés ou « conseillés ».

Même si ces endroits sont chers — deux à trois fois le prix de revient d'un repas à domicile — la foule est au rendez-vous, et pas seulement celle des nantis. De même que le petit peuple est au rendez-vous de toutes ces petites activités de service, réparateurs de toutes sortes, taxis collectifs ou individuels, non seulement comme client, mais, quand il le peut, comme entrepreneur.

« L'avenir est aux petits capitalistes », lance un tel, qui n'a pas oublié, pourtant, les huit ans qu'il a passés à piocher la terre glacée du Nord-Est mandchou sous Mao Zedong. Il songe à accroître le potentiel de sa coopérative de dactylographie en installant une boutique sur une grande rue passante, de façon à attirer le client. Son revenu ? Humble encore pour Pékin : trois à quatre fois le salaire d'un professeur d'université seulement... Et si la politique change, par exemple à la mort de M. Deng Xiaoping ? « Impossible. Ils ne peuvent plus nous faire revenir en arrière. »

Néanmoins, opiniâtreté frisant la provocation, simple constat d'un rapport de forces où le régime n'est guère en bonne posture pour le moment ? Un peu de tout, sans doute. Le plus frappant est l'ardeur que ces petites gens développent, si soudainement, pour se mettre au travail dès lors que cela peut leur rapporter. Le fonctionnaire endormi, l'employé municipal tire-au-flanc, se sont révélés capitaines d'entreprise et forcés du labeur du jour où ils se sont mis à leur compte.

L'impuissance du gouvernement devant la résurgence de ce que la morale révolutionnaire reprochait à l'ancien Observatoire. Quotidiennement, quelques centaines de personnes négocient prix et devises sur le « marché aux domestiques », sans se soucier des rafles épiques opérées par la police. « Le fait est que cela rend bien service », disent des fonctionnaires.

Explosion de l'individualisme

Pékin donne ainsi l'impression de reconstruire patiemment tous ses attributs d'antan, de la petite boutique à l'entreprise audacieuse, en passant par le cirque de rue — des forains effectuent leur numéro sur le trottoir avant de passer la sébile — que le Parti communiste s'était appliqué à faire disparaître dans les années 50. La ville sort de ses murs. Dans les grandes banlieues nouvelles, on rivalise d'ingéniosité pour repousser les parois des logements construits en de gigantesques lotissements, qu'il s'agisse d'accrocher aux balcons d'inséparables verticales servant elles-mêmes de support à des entassements de matériaux et accessoires de ménage. Dans les ruelles du Vieux Pékin aux maisons sans étage, on grignote une parcelle de trottoir en édifant une cahute en briquettes, qui servira à stocker les provisions de bœuf pour l'hiver, à ranger quelques affaires encombrantes. L'individualisme que Mao avait tant cherché à briser explose à travers la capitale, toute entière gagnée à l'idée de M. Deng que la pauvreté n'est pas l'idéal du socialisme.

La « monnaie du peuple » (c'est le nom officiel de la mon-

naie chinoise) a du coup piétiné sa réputation. « Je préférerais un yuan convertible », dit, sans s'étonner de sa propre audace, la petite marchande d'azeroles au caramel, au coin du trottoir. Elle ne fait pourtant pas partie de la « mafia des Ouïgours », ces jeunes originaires du Turkestan chinois qui sont les plus impliqués dans le petit trafic des devises. Mais elle sait le prix des choses : un yuan, s'il est convertible, vaut un yuan et demi au « noir ».

Comment en serait-il autrement, alors que les autorités multiplient les gestes destinés à frapper l'imaginaire des Chinois en leur montrant la prospérité occidentale ? Celle d'un Alain Delon, venu récemment présenter quelques films mais, surtout, vendre ses parfums. « Il faut dire aux jeunes qu'il a beaucoup travaillé pour arriver là où il est », commentait un journaliste du *Quotidien du peuple* à sa conférence de presse. Celle des « milliardaires » capitalistes que l'on envisage de faire venir en juin 1988 pour le week-end — le plus cher du monde — ou presque (8 000 dollars par tête), éventuellement retransmis à la télévision chinoise. Enfin, promesse à peine plus palpable de prospérité, les nantis peuvent se payer désormais le frisson culinaire américain dans un Kentucky Fried Chicken, ouvert à deux pas du mausolée de Mao. Il ne leur en coûtera qu'un dixième de leur salaire mensuel, au bas mot.

« Les jeunes ne pensent qu'à l'argent »

Des grincements de dents, toutes ces transformations en provoquent nécessairement. La misère des démunis et des brimés se montre aux temples de la petite consommation anodine que sont les marchés libres : ce mendiant, qu'on croirait sorti d'un film des années 30, qui se précipite pour arracher à l'étranger une brochette achetée à l'étal. Cette vieille femme qui clame sa faim, à qui les passants jettent un petit billet, quand même. Intellectuels, ouvriers, sous-payés et mal logés, travaillant les uns comme les autres dans des conditions très dures, grognent. La jeune génération, qui se rue sur tout ce qui brille aux couleurs du capitalisme, a mauvaise réputation. « Nous ne les comprenons pas. Ils ne pensent qu'à l'argent », disent les aînés. Question de tempo plus que de principes généraux, car les mêmes, membres du PCC ou pas, se précipitent sur ce qui fait figure de luxe abordable pour leurs moyens limités, dans l'attente de mieux.

Ce responsable de rang moyen du parti qui dinait, l'autre jour, dans un grand hôtel de la capitale, en compagnie d'une élégante connaissance venue de Taiwan, manteau de fourrure et bijoux bien en évidence, au son d'une chanson d'amour du Shanghai des années 30, jadis condamnée pour « capitalisme » face à l'occupant japonais, aurait sans doute pu expliquer la scène par un discours idéologique en béton. Mais même les autorités de Taïwan, qui ont levé, non sans restrictions, l'interdiction aux citoyens de Taïwan de se rendre sur le continent, ne cachent pas l'espoir que l'opulence de ces derniers, par rapport au niveau de vie des citoyens de la République popu-

laire, sera le meilleur avocat de leur cause.

Pékin, entend-on dire, ne restaure pas le capitalisme. « Franchement, je ne crois pas qu'on puisse encore parler d'un pays socialiste ici », dit un Soviétique pourtant lui-même ébranlé dans ses convictions par la « perestroïka » gorbatchevienne. La Chine, en tout cas, pousse singulièrement loin ces temps-ci le flirt qu'elle a engagé avec le capitalisme pour briser l'équation « socialisme = pauvreté ». Bien plus loin que ne le suggère la juxtaposition assez symbolique de deux époques au siège central de la Banque de Chine : à côté des ordinateurs et des employés qu'on confondrait avec leurs homologues de Hongkong ou de Singapour, des caissières renfrognées veillent sur des monceaux de billets entassés — faute de coffres-forts ? — dans des valises de fabrication locale, toutes de même couleur : rouge, encore. Hommage involontaire au bricolage héroïque des années d'austérité ou rappel des contingences du moment ? Au point où en sont les choses, la nuance revêt de moins en moins d'importance.

FRANCIS DERON.

Les tontines de Pingtan

On a rarement vu un telle anarchie dans un district chinois. Pingtan, dans le Fujian, face à Taïwan, a fait en grand ce que beaucoup n'osent rêver de faire en petit. Jusqu'au drame.

Tout a commencé, selon le très officiel *Quotidien des lois*, en 1986. Les Tontines, ces « pots » à investissement pyramidal constitués par des particuliers, qui peuvent en emprunter le montant à tour de rôle, comme il en existe dans tout le Sud-Est asiatique, sont repa- rues à Pingtan. C'est le cas dans bien d'autres localités de Chine, Pékin comprise, mais là, ce fut à très grande échelle. Les Tontines ont poussé à l'extrême, comme des champignons après la pluie, écrit, non sans poésie, le journal.

Deux mille sept cents d'entre elles, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de paysans, ainsi que plus de deux cents membres du Parti communiste, dont quarante-huit responsables. Pas moins de 25 millions de yuans furent investis — 36 millions de francs : une somme qui rend songeur, comparée au revenu moyen par habitant, 300 yuans (440 F) par an.

Puis escrocs et spéculateurs s'en mêlèrent, et tout dégénéra. Sept suicides. Cent quatre-vingts blessés. Quarante-cinq vols à main armée. Vingt-cinq cas de déprédations. Vingt maisons hypothéquées... Lorsque la justice mit le holà, elle n'eut pourtant pas la main bien lourde. Cinq escrocs seulement ont été jugés. (Ils ont quand même été condamnés à des peines de cinq à vingt ans de prison.) L'histoire ne dit pas s'ils étaient membres du parti.

La « note du rédacteur » qui accompagne la nouvelle ne laisse guère d'ambiguïté sur l'ampleur de tels phénomènes : « Ce genre d'activités illégales a troublé l'ordre des finances de l'Etat. (...) Les autorités s'efforcent de le rétablir, d'autres formes d'activités illégales peuvent apparaître. Voilà qui mérite notre vigilance ».

F. D.

Des touristes chez Confucius

QUFU
De notre envoyé spécial

La ville natale de Confucius est restée fière de son saint patron, mort il y a 2 538 ans. Plus de 20 % des habitants s'appellent Kong, le nom de famille du sage. « Pendant la révolution culturelle, les masses ont protégé la résidence ancestrale contre les gardes rouges », nous dit Mme Kong Demao, descendante à la 77^e génération de Confucius, et dont le frère cadet, M. Kong Desheng, réfugié à Taïwan, est le « chef du clan ». « Quand les étudiants sont venus de Pékin, ajoute un officiel local, les gens ont fermé les portes de la ville pour les empêcher d'entrer. » Les murailles ont été détruites en 1976, mais les dégâts subis par Qufu ont été minimes si l'on se souvient de la campagne de haine lancée contre Confucius par le « bande des quatre » : « Pi Lin pi Kong », critiquer Confucius et Lin Biao, hurlait-on alors.

Un philosophe au rayonnement mondial

La population de Qufu est traditionnelle. La philosophie de Confucius, ossature de génération en génération, a servi d'idéologie officielle aux empereurs. « La vertu du souverain est pareille au vent, celle des petites gens à l'herbe : l'herbe doit se courber quand le vent passe sur elle », disait Confucius. Pas étonnant qu'une fois l'Empire tombé l'intelligentsia, nationaliste comme communiste, se soit lancée en 1919 à l'assaut de la « boutique de Confucius ».

Les temps ont changé. Qufu a accueilli, en septembre dernier, la première conférence internationale sur le confucianisme réunie en Chine depuis 1949. Les bouches s'ouvrent. M^{me} Kong

Demao se refuse à citer les « aspects négatifs » de la pensée de son ancêtre, se contentant de dire que « son œuvre est en train d'être étudiée du point de vue marxiste et matérialiste », et qu'il se place en tête des grandes figures historiques de l'humanité. M. Kong Yangcheng, sous-chef des relations extérieures de Qufu et descendant de la 64^e génération du sage, ajoute que la municipalité envisage de donner aux élèves un aperçu du confucianisme. « Ce serait dommage, presque honteux qu'ils ne connaissent pas un philosophe au rayonnement mondial », dit-il.

Au profit du régime

Temple de Confucius, résidence familiale, « Forêt », où sont enterrés le sage et ses descendants, Qufu vit du tourisme, qui lui fournit le quart de ses revenus : 1,6 million de visiteurs en 1986, contribuent à l'enrichissement de commerçants privés — 120 photographes, des centaines de cochers et de cyclo-poussettes... — et à la fortune de « familles de 10 000 yuans ». On y achète babioles et souvenirs. Mais l'étude de Confucius est réservée à certains initiés. « La révolution culturelle a causé de graves bouleversements dans la morale et le comportement, le confucianisme peut aider à les restaurer. Mais il n'est pas question de ressusciter le culte de Confucius », dit M. Kong.

La Chine d'aujourd'hui se caractérise à la fois par un renouveau du scepticisme et un retour aux religions ou superstitions, un temps interdites et de nouveau tolérées. Qui plus est, le confucianisme reste vivace à Taïwan et devient une des idéologies officielles dans la très capitaliste Singapour. Quel donc de plus logique que d'appeler au secours d'une « morale socia-

liste » usée la morale traditionnelle chinoise ?

Le PCC veut mobiliser le confucianisme au service des « quatre modernisations » de M. Deng Xiaoping, le « cannibalisme » au profit du régime, qui a tout à gagner d'une philosophie de la classe dirigeante : on le découpe en tranches pour en prendre ce qui peut servir à l'éducation morale, mais on en rejette l'idéologie « rétrograde ». Le professeur Kong Lingren, lui aussi descendant du sage, estime que « si Confucius était encore vivant, il apporterait sa pierre aux « quatre modernisations ».

Des universitaires se plongent à nouveau dans un débat d'idées dont on avait perdu l'habitude ici, s'attachant à séparer le bon grain de l'ivraie. Ainsi pour le professeur Zhang Liwen, il s'agit « d'évaluer la pensée de Confucius, d'en prendre ce qui est valable et d'en rejeter ce qui ne l'est pas ». Parmi les points positifs, il cite la compassion, les relations harmonieuses, l'amour du travail, l'obéissance des enfants aux parents, l'amour de la famille étendue à celui des ouvriers pour leur entreprise... Sont négatifs le paternalisme, la hiérarchie, le mépris des femmes, bref le « féodalisme ».

Membre du Conseil d'Etat, M. Gu Mu, président honoraire de la fondation sur le confucianisme, estime qu'« aucune nation ne peut se couper de son histoire », même si le confucianisme a été en partie responsable de la stagnation de la Chine pendant des siècles. Après tout, le Japon et les nouveaux pays industrialisés d'Asie (Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Taïwan), qui ont remporté tant de succès économiques et ouvert une voie dans laquelle la Chine souhaite s'engouffrer, ne doivent-ils pas une grande partie de leur réussite à l'idéologie confucéenne ?

PATRICE DE BEER.

AUX
TROIS
QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELINE, PARIS

SOLDES
A PARTIR DU JEUDI 24 DÉCEMBRE
JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

AUX
TROIS
QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELINE, PARIS

Enquête

saisie par la consommation

A la découverte du téléphone

PÉKIN
de notre correspondant

C'EST presque un symbole politique : le téléphone a fait son apparition dans la vie privée des Chinois. Une apparition timide, freinée par l'arrière-pensée de quelques commandes de technologie à l'Occident ne pourront pas pallier avant longtemps ; mais une apparition tout de même remarquable, car elle change profondément les habitudes, plus peut-être qu'elle ne l'avait fait dans les pays occidentaux en son temps.

Disposer du téléphone à son domicile dans une grande ville chinoise était, jusqu'à une date récente, un signe de puissance. Les lignes étaient rares et exclusivement réservées à des responsables qui pouvaient en justifier le besoin par la nécessité d'être en contact permanent avec leurs collègues. Dans le petit peuple, on s'écrivait, on se faisait des messages à son lieu de travail, mais on ne se téléphonait pas. Pour les urgences, il y avait le téléphone public, généralement installé dans une boutique du quartier, près de la caisse. Il fallait alors dialoguer avec son correspondant sous l'œil attentif de la caissière. Les échanges se limitaient à l'essentiel, les états d'âme ou les commentaires désobligeants pour le régime étaient naturellement bannis. Seuls les fonctionnaires, au bureau, pouvaient utiliser le téléphone pour leurs besoins personnels, ce qui, de l'avis des autorités, continuait d'encombrer les lignes d'appels totalement extra-professionnels.

Aujourd'hui, derrière les murs des cours de Pékin, le grelot de la « parole électrique » n'émeut plus. Non pas, certes, que recevoir chez soi un appel téléphonique soit à la portée de tout le monde. Pour installer une ligne, il en coûte au bas mot 2 000 yuans (vingt mois de salaire d'un fonctionnaire bien placé) avec un

dessous-de-table variable selon que le quartier est plus ou moins mal desservi. Ce luxe est donc réservé à cette catégorie d'entrepreneurs privés ou de débrouillards qui parviennent à arrondir leurs fins de mois avec le produit d'affaires sur lesquelles le régime ferme les yeux. Avec un appareil pour deux cents personnes dans les villes, un peu plus de cinq cents dans les campagnes, la Chine reste bien sous-développée.

Il n'empêche : jadis instrument comparable à une arme de guerre, le téléphone sert désormais également le particulier sans attache avec la nomenklatura. Ils sont plusieurs dizaines de milliers à Pékin à réclamer une ligne à domicile. L'Etat ne parvient à en satisfaire qu'une infime proportion.

C'est un progrès qui va loin dans le sens d'une démobilité de la population, autrefois contrôlée par les autorités d'autant plus efficacement que les moyens de communication étaient faibles. Un dissident de la fin des années 70 était sidéré d'apprendre qu'un Sakharov, en URSS, put disposer du téléphone, le jour où la nouvelle parvint à Pékin que la ligne avait été coupée à l'académicien soviétique.

Un nombre incalculable d'erreurs

Conséquence de cette évolution, le trafic téléphonique est perturbé par un nombre incalculable d'erreurs d'appel, souvent dues au manque de familiarité des utilisateurs avec l'appareil. Néanmoins, même l'étiquette téléphonique, plutôt rustique il y a peu, évolue. Jadis, deux correspondants se devaient de hurler en répétant plusieurs fois la même phrase pour parvenir à se comprendre. Il leur fallait couvrir, d'un côté, le bruit de la circulation et de la boutique où se trouvait le téléphone public, et, de l'autre, celui d'un bureau surpeu-

plé ou d'un atelier d'usine. L'amélioration du réseau — encore toute relative — a commencé à changer cela.

Les téléphones privés n'occupent encore que quelques-unes des 1 000 pages de l'annuaire de Pékin, mais la publication de celui-ci, depuis quelques années, est en soi une révolution. Les rares listes téléphoniques qui existaient il y a une dizaine d'années étaient considérées comme des secrets militaires, inaccessibles au commun des mortels et, *a fortiori*, aux étrangers. Aujourd'hui, l'annuaire officiel chinois ne fait plus mystère du numéro du secrétariat du comité central ou de celui du mausolée de Mao.

La mode des « téléphones rouges »

Le pouvoir a pris en compte l'évolution des mœurs, et retourne désormais cette arme de la bureaucratie qu'était le téléphone contre cette dernière, qu'il entend réveiller. La grande mode est désormais aux « téléphones rouges » qui permettent au citoyen de faire connaître aux autorités ses griefs ou revendications. Le maire de Wuhan, la grande agglomération du centre de la Chine, insistait, au cours d'une récente conférence de presse, pour que les journalistes étrangers essaient sa propre ligne lors de leur visite dans sa ville, et la télévision faisait récemment de la publicité pour le « téléphone rouge » de la municipalité de Pékin.

On est loin, avec cette innovation, de la célèbre « boîte à suggestions et dénonciations » accrochée aux portes des comités de surveillance de chaque quartier, jadis le seul moyen de communication entre les citoyens et le régime. La libéralisation mesurée qui est en cours permettra peut-être que celle-ci soit moins polémique et délatrice que l'ancienne.

F. D.



Coiffeuse libre à Zhongwei (nord-ouest de la Chine).

Deux lignes de métro pour 9 millions de Pékinois

COMME cadeau de Nouvel An, les Pékinois ont enfin obtenu l'interconnexion des deux lignes de métro qui desservent la capitale. La première, construite pendant la révolution culturelle, avait en grande partie un but stratégique et desservait des abris antiaériens. La seconde, qui fait les trois quarts du tour des anciennes murailles de Pékin, a été ouverte en 1984, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la République populaire.

Il aura donc fallu plus de trois ans pour relier les deux lignes, distantes de 358 mètres. La ligne numéro un, qui va de la grande gare jusqu'aux aciéries de la capitale, dans la banlieue ouest, est souvent saturée et le matériel y est vétuste. Au point qu'il y a deux ans, aux heures de pointe d'un jour férié, des

wagons explosèrent littéralement sous la pression exercée par les voyageurs. La ligne numéro deux, qui jusqu'à ce jour ne menait nulle part, restait, elle, désespérément vide. On pouvait voir, dans certaines stations, plus d'employés occupés à attendre les clients que de voyageurs.

Les autorités attendent de cette interconnexion une augmentation de la fréquentation du métro, à un moment où Pékin connaît des embouteillages de plus en plus sérieux : le nombre des vélos dépasse en effet les six millions dans l'agglomération et celui des véhicules augmente de plusieurs dizaines de milliers d'unités chaque année. Il s'agit cependant plus de voitures que de bus, le nombre de ceux-ci étant insuffisant et la qualité des transports en commun ne cessant de se détériorer. Le gouver-

nement chinois a dans ses bras des plans de développement de son réseau de métro, actuellement indigne d'une grande métropole. Des sociétés étrangères — en particulier françaises — sont intéressées.

Mais l'argent manque, et surtout les devises. En attendant, les Pékinois devront continuer de pédaler sur leur vélo noir Pigeon. Eternité, ou toute autre marque moins prestigieuse, dans la froideur de l'hiver ou la canicule de l'été. Ce qui explique le soin apporté à la bicyclette, choisie avec la même méticulosité qu'une auto chez nous — ne vaut-elle pas l'équivalent de deux mois de salaire moyen ? — et qui sert parfois d'unique moyen de transport pour une famille entière...

P. de B.

Un symbole : la pénurie de porc

DEPUIS le début de décembre 1987, la viande de porc est à nouveau rationnée dans les plus grandes villes chinoises. Le sucre l'est également, mais c'est sans aucun doute le rationnement du porc — 1 kilo par personne et par mois sur le marché d'Etat, au prix subventionné — qui a le plus frappé les imaginations : le souvenir des moments les plus durs de l'ère de Mao Zedong, lorsque le ventre était le premier à souffrir de l'austérité, n'a pas encore disparu des mémoires. Le mouton et le bœuf ne sont pas rationnés, mais sont considérés avec dédain par les Chinois, au point que « viande » et « porc » sont synonymes dans le langage courant.

La pénurie de porc symbolise à elle seule le cercle vicieux des difficultés de la Chine à introduire ces mécanismes d'économie de marché qui font reculer dans le secteur des biens de consommation. Les paysans des régions avoisinant les grands centres urbains ont abattu, en 1986, un grand nombre de porcs, se désintéressant de l'élevage en raison de la hausse des prix de l'alimentation du bétail — elle-même résultant d'une chute de la production des céréales, causée par une politique maintenant les prix artificiellement bas.

L'Etat, pour sa part, ne peut se permettre d'augmenter son prix d'achat de la viande de porc à la production, ce qui se répercuter-

ait sur les prix à la consommation dans des centres urbains où les salaires sont trop faibles pour supporter des hausses significatives. Nombre de paysans ont préféré, de ce fait, se tourner vers des activités plus lucratives comme la culture des légumes, vendus au marché libre.

Les palliatifs annoncés par les autorités (fournitures exceptionnelles de porc par d'autres provinces, notamment) et l'assurance que ces difficultés sont « temporaires » ne consolent guère les citoyens : ils savent, pour l'avoir lu dans les journaux officiels, que ce problème ne sera pas résolu avant plusieurs années, et que, au bout du compte, leur portefeuille en pâtira nécessairement.

F. D.

TIMBRES ET COLLECTIONS

Pour découvrir et tout savoir sur la philatélie

- Connaître toutes les formes de timbres et d'oblitérations : série courante, commémoratifs, roulettes, carnets, blocs-feuilles perforés...
- Que collectionner : les timbres classiques, modernes, thématiques, neufs, oblitérés, dentelés ou non, les marques postales.
- Comment commencer une collection ? Avec quel matériel, selon quelle méthode ?
- Acheter, vendre, échanger : les clubs, les négociants, les ventes.
- Le coin de l'expert : les variétés, les faux.
- L'histoire de la Poste jusqu'aux P et T modernes.
- Un glossaire des termes philatéliques.



Préface de SAS le Prince Rainier III de Monaco. Une collection Le Monde des philatélistes — Hachette Jeunesse.

UN OUVRAGE CONÇU ET RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DU MONDE DES PHILATÉLISTES. UN VOLUME INDISPENSABLE AUX COLLECTIONNEURS CHEVRONNÉS, COMME AUX DÉBUTANTS. VOLUME CARTONNÉ. 22,5 x 29 CM. 96 PAGES ENTièrement EN COULEURS. 110 F.

TIMBRES ET COLLECTIONS

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
Nombre d'exemplaires x 120 F (Frais d'expédition inclus) TOTAL
Remettre à retourner au Journal Le Monde, service de la vente au numéro, 5, rue des Mathématiques, 75427 PARIS Cedex 09.

(Publicité)
Fen M. CHIL MYER STERN
Il est demandé à Monsieur Raymond STERN — on a toute personne le connaissant ou l'ayant connu — qui a résidé : 17, rue Saint-Denis à PARIS, de bien vouloir contacter : KLINER & Co. SOLICITORS, 180 HOPE STREET, GLASGOW G2 2UE, Ecosse ROYAUME-UNI

Picard supprime la clé !
Parade
La serrure automatique sans clé
— Un code que vous choisissez vous-même.
— Un code que vous pouvez changer immédiatement vous-même.
— Un code qui commande l'ouverture ou la fermeture sans effort des 10 portes de votre serrure.
— Plus d'oubli, la porte est toujours bien fermée.
— Plus de risque de clé volée à l'étranger.
— Plus de clé perdue ou volée.
4, rue Saint-Sauveur
75002 Paris - Tél. : 42-33-44-85

Le Monde
L'ÉDUCATION
PROF: UN MÉTIER D'AVENIR

120 PAGES en vente chez votre marchand de journaux 15 F

PROF: UN MÉTIER D'AVENIR

RECRUTER 300.000 PROFESSEURS D'ICI L'AN 2000
Est-ce nécessaire? est-ce possible? pourquoi faire?
TROIS JEUNES SUR QUATRE AU BAC DEMAIN
Est-ce utile? avec qui? comment faire?
25 MILLIARDS POUR L'ÉDUCATION DANS LES 5 ANS
Pourquoi pas plus? pourquoi pas moins? Et si la solution était ailleurs?

هكذا من الاجل

55 من الاجل

Europe

Les initiatives diplomatiques de M. Erich Honecker

Première visite en France d'un chef d'Etat est-allemand

Quatre mois à peine après sa visite historique en RFA, le chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, effectue du jeudi 7 au samedi 9 janvier son premier séjour officiel en France. Il sera reçu à deux reprises par le président Mitterrand. Il aura également vendredi une série d'entretiens avec le premier ministre, M. Jacques Chirac, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et le président du Sénat, M. Alain Poher.

La dernière fois que M. Erich Honecker est venu à Paris, c'était en mars 1955. Il avait quitté quelques mois plus tôt sa terre natale qu'il n'allait plus revoir jusqu'en septembre dernier — et il participait à un rassemblement qu'organisaient en France les jeunes travailleurs antifascistes européens. Parce qu'il est aujourd'hui le chef d'un Etat qui a fait de la résistance au fascisme le dogme fondateur, parce que la France conserve une place privilégiée dans l'esprit de nombre de ses combattants de la guerre d'Espagne ou anciens résistants allemands qui forment encore une large part du personnel politique de la RDA, M. Erich Honecker ne saurait manquer d'évoquer ces souvenirs des années 30.

Mais l'importance, pour la RDA, de la visite qu'il effectue en France du 7 au 9 janvier ne tient pas qu'à des raisons sentimentales. C'est la première fois en effet qu'un chef d'Etat est-allemand est reçu par l'une des trois puissances occidentales exerçant des responsabilités en Allemagne et à Berlin. En termes de reconnaissance internationale, cela fait date.

M. Honecker répond à une invitation qui lui avait été transmise en 1985 à Berlin par M. Laurent Fabius, alors premier ministre. Si elle tarda aussi longtemps à se

concrétiser, c'est que Paris ne pouvait guère accueillir un dirigeant est-allemand qui boudait la République fédérale et qui, sous la pression de Moscou, reportait à plusieurs reprises la visite à laquelle le convoitait le gouvernement de Bonn. La nouvelle politique étrangère soviétique, la description Est-Ouest, ont rendu possible à l'automne ce voyage historique en RFA et levé l'obstacle pour Paris.

Du côté français, l'invitation faite à M. Honecker s'inscrit dans le cadre d'une politique de relations avec l'Europe de l'Est qui n'aura guère eu le temps de se développer au cours du septennat qui s'achève.

Si cette visite devait véhiculer un message, ce ne pourrait être qu'un encouragement aux quelques ouvertures vers l'Occident dont a fait preuve ces derniers mois la RDA. M. Honecker, même si l'on peut imaginer que l'envie ne lui en manque pas, n'est pas en France un interlocuteur habilité pour parler autrement qu'en termes généraux de questions relatives au désarmement. Il n'est pas d'autre part habilité à parler de Berlin, puisqu'en droit la situation de la ville est du ressort exclusif des quatre puissances de tutelle (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS) et que Berlin-Est, contrairement à ce qu'il voudrait faire admettre, n'est pas la capitale de la RDA, mais celui des quatre secteurs de la ville placés sous contrôle soviétique. La France observe scrupuleusement les formes en la matière, même quand cette observance peut paraître quelque peu artificielle (ainsi M. Laurent Fabius, dans la formulation officielle, ne se rendit-il jamais en visite à Berlin-Est, mais séjourna « à Berlin » dans le cadre de sa « visite en RDA »). M. Honecker n'aura donc pas à donner son avis sur les propositions récemment transmises à Moscou par les alliés occidentaux en vue d'améliorer la situation de Berlin-Ouest.

Au plan bilatéral, on n'attend pas non plus la signature d'accords particuliers, et il s'agit simplement de mettre en valeur les acquis de la coopération. Les échanges commerciaux entre les deux pays, désormais équilibrés, ont connu ces deux dernières années une progression modeste, mais l'on est encore très loin des résolutions prises lors du voyage de M. Fabius à Berlin, en 1985, et de 20 milliards en 1990. Cela place la France au deuxième rang des fournisseurs occidentaux de la RDA, très loin derrière la République fédérale, qui profite, il est vrai, du traitement de faveur réservé au commerce inter-allemand.

Le succès du centre culturel français

La véritable réussite et le plus beau fleuron des relations entre la France et la RDA sont en fait d'ordre culturel. La France n'a accepté en 1980 de signer avec ce pays un accord culturel dont les Allemands de l'Est étaient demandeurs que moyennant l'ouverture d'un centre culturel français à Berlin-Est. Ce centre, situé en plein cœur de l'ancienne capitale, sur l'avenue Unter den Linden, a été inauguré en janvier 1984 par M. Claude Cheysson. Quatre ans après, il connaît un remarquable succès auprès d'un public avide, parce que souffrant de la rareté ambiante, et qui s'est libéré de ses inhibitions des débuts : on fait la queue pour certains spectacles devant le centre culturel français ; c'est dire que l'on ne craint pas de s'y montrer.

Outre les activités classiques d'enseignement du français, le centre met à la disposition du public une bibliothèque et une salle de lecture où l'on peut consulter les journaux français, introuvables ailleurs. Ses animateurs ont su, dans le choix des spectacles, expositions, conférences qu'ils proposent, à la fois préserver un très haut niveau culturel et être à l'écoute d'un public un peu mieux informé que celui des autres pays de l'Est, grâce notamment aux radios et télévisions ouest-allemandes. Sont venus à Berlin-Est, pour ne citer que quelques exemples, des expositions de Carden-Bresson, de Man Ray, d'Agnes B ou d'affiches du musée de la publicité, d'innombrables spectacles et films (le Nom de la rose a battu les records d'affluence) ; sont venus Dominique Fernandez et Michel Tournier, Alain Robbe-Grillet, Patrice Chéreau pour s'entretenir avec le dramaturge Heiner Müller, ou bien Elisabeth Roudinesco pour raconter l'histoire de la psychanalyse devant une salle bondée qui semblait avoir à tout Lacan (évidemment introuvable en RDA).

Les animateurs du centre organisent, en outre, des tournées de leurs expositions et conférences dans les villes de province, ce que ne prévoyait pas les accords culturels, mais que les autorités laissent faire, et qui démultiplie l'impact de ces manifestations.

Ce centre culturel coûte cher, notamment parce que les Allemands de l'Est lui font payer la même somme qu'ils acquittent à Paris pour leur centre culturel, situé dans un immeuble cossu du boulevard Saint-Germain. Mais c'est à coup sûr l'une des plus belles réalisations de l'action culturelle française à l'étranger et qui assure à la France en RDA une présence dans ce domaine sans commune mesure avec celle des autres pays occidentaux.

CLAIRE TRÉAN.

Une lettre au chancelier Kohl relance l'option « triple zéro »

BONN
de notre correspondant.

Le chef du Parti et de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, a adressé, le 16 décembre dernier, une lettre au chancelier Kohl, invitant le gouvernement de la RFA à joindre ses efforts à ceux de la RDA pour supprimer les missiles nucléaires de portée inférieure à 500 kilomètres.

Cette lettre, dont le porte-parole du gouvernement de Bonn avait accusé réception le 4 janvier, a été publiée intégralement mardi 5 janvier dans la presse est-allemande.

M. Honecker déclare suivre avec « un intérêt soutenu » les efforts de Bonn pour étendre à d'autres types d'armes nucléaires l'accord passé entre Soviétiques et Américains sur la suppression des missiles à moyenne portée. Il répond aussi aux préoccupations du chancelier Helmut Kohl concernant la modernisation des missiles à courte portée stationnés en RDA et en Tchécoslovaquie. Le chancelier avait évoqué ce problème lors de la visite de M. Honecker en RFA, au mois de septembre dernier. « Je peux aujourd'hui vous faire part, écrit le numéro un est-allemand, que nous procédons actuellement à des consultations sur ce thème avec nos alliés (...) Au cas où vous seriez prêts à renoncer à la modernisation de ce type d'armes, cela pourrait conduire, sur la base du principe d'égalité, à la suppression d'armées et à d'autres options zéro ».

Le message de M. Honecker est clair : la poursuite du rapprochement entre les deux Etats allemands et ses conséquences : augmentations des autorisations de sortie des citoyens de la RDA, « humanisation » de la frontière interallemande

etc., sont liées à l'attitude du gouvernement ouest-allemand sur les questions de sécurité et de désarmement. En insistant sur les missiles à courte portée, le numéro un est-allemand touche un point sensible. Ces armes seraient en cas de conflit principalement utilisées sur le territoire allemand, de l'est et de l'ouest.

Les réactions ne se sont pas fait attendre à Bonn. Le président du groupe parlementaire CDU/CSU, M. Alfred Dregger, s'est déclaré d'accord avec une partie du contenu de la lettre de M. Honecker, celle concernant l'inclusion des armes à courte portée dans les futures négociations sur le désarmement. M. Dregger n'est toutefois pas favorable à une option zéro dans ce domaine. Il envisage seulement une réduction de ce type d'armement « à un niveau qui permette de faire face à une attaque massive de forces conventionnelles ». Pour M. Egon Bahr, porte-parole du Parti social-démocrate sur les questions de sécurité et de désarmement, la lettre de M. Honecker ne comporte en revanche « aucun point inacceptable ». « Au contraire », poursuit M. Bahr, « on peut estimer qu'il existe aujourd'hui en Europe centrale, après le traité FNI, des positions communes : désarmement, réduction au plus bas niveau possible des armes nucléaires de portée inférieure à 500 km, pas de modernisation de ces dernières pouvant annuler les effets du traité de Washington, sécurité commune par la réduction des forces conventionnelles ».

Dans les milieux proches de la chancellerie, on indique que le chancelier Kohl répondra « bientôt » à la missive venue de Berlin-Est.

LUC ROSENZWEIG.

Les mutations dans les pays de l'Est

Le gouvernement de Varsovie n'exclut pas un dialogue avec l'opposition

Le gouvernement polonais a posé, mardi 5 janvier, ses conditions à l'ouverture d'un dialogue avec les responsables du syndicat dissous Solidarité : il les a invités à abandonner leur « politique de négation » envers les réformes du gouvernement et à mettre un terme « à leurs activités illégales ».

Pour cette sorte d'invitation, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a pris prétexte d'une lettre non publiée adressée à l'hebdomadaire Polityka par un ancien conseiller de Solidarité. Dans ce texte, l'historien Jerzy Holzer, demandait au général Jaruzelski et à Lech Walesa de « s'entendre et œuvrer en commun à la solution » de la crise polonaise.

M. Urban a indiqué que le pouvoir « n'excluait a priori personne au dialogue [qu'il] poursuit avec la société ». « Nous ne demandons à personne d'où il est venu. L'essentiel est ce qu'il veut faire pour le bien du pays », a-t-il ajouté, invitant « les anciens militants et conseillers de Solidarité à se joindre aux réformateurs » (officiels). M. Urban a

estimé que « les réformes apportent de larges possibilités de dialogue. Les parties en présence n'ont pas l'obligation de perdre leurs particularités, traditions ou sentiments ».

En réponse à ces déclarations, M. Lech Walesa a indiqué à Gdansk qu'il était prêt à négocier mais « sans conditions » et dans le respect de la législation nationale et des conventions internationales sur le pluralisme syndical et politique. « Plus nous arriverons rapidement à nous entendre, mieux cela vaudra. L'estime cependant que sans pluralisme authentique l'entente entre Polonais est impossible ».

Soulignant que le simple fait de mentionner l'existence de Solidarité dans un communiqué officiel était chose rare, l'historien Bronislaw Geremek, l'un des principaux responsables de Solidarité, a noté pour sa part « un changement de ton évident ». « Cela ne peut pas être accidentel, a-t-il dit, mais nous devons attendre des actes et des décisions après ces paroles. » — (AFP, Reuters.)

L'agence Tass rejette à son tour tout parallèle entre la « Perestroïka » et le « printemps de Prague »

A la veille de la visite que doit faire à Moscou le nouveau chef du Parti communiste tchécoslovaque, M. Miroslav Jekel, l'agence soviétique Tass a repris à son compte l'analyse officielle faite par le régime tchécoslovaque du « printemps de Prague » (le Monde du 6 janvier).

Dans un commentaire diffusé mardi 5 janvier, elle accuse la propagande occidentale d'essayer d'établir un parallèle entre l'évolution actuellement en cours en Union soviétique et celle qui avait amené à l'intervention des forces du pacte de Varsovie en 1968 en Tchécoslovaquie.

Cette mise au point fait suite à des déclarations d'un historien soviétique, M. Smirnov, qui, en proposant des parallèles, avait tenté d'expliquer la « perestroïka » de l'Union soviétique en se référant à l'analyse du « printemps de Prague ».

Réaffirmant la thèse officielle du PCT, Rade Pravo, avait qualifié lundi de « mensonge grossier » toute tentative de parallèle entre la

politique de « perestroïka » et la « contre-révolution » de 1968 en Tchécoslovaquie.

Le plénum de janvier 1968

« Effectivement, la démocratisation, la rénovation et autres appels, apparus en Tchécoslovaquie après le plénum du comité central du PC tchécoslovaque, en janvier 1968, ressemblent beaucoup à ceux que l'on entend actuellement en Union soviétique », a concédé l'agence soviétique. Mais, ajoute-t-elle, « les décisions de ce plénum de janvier sont restées lettre morte, dans la mesure où la direction opportuniste de droite du PCT ne put élaborer un véritable programme d'action » dans les domaines économique et culturel. La politique menée par M. Alexandre Dubcek, souligne Tass, conduisait à l'« officialisation des positions » du PCT et « portait préjudice aux bases du socialisme dans le pays ».

L'intervention surprenante d'Abbas Ali Hamadei

Düsseldorf (AFP). — Abbas Ali Hamadei est intervenu spectaculairement, dès le début de son procès, mardi 5 janvier à Düsseldorf, en demandant à son clan de libérer l'otage allemand Rudolf Cordes détenu au Liban depuis janvier 1987. Abbas Ali Hamadei, vingt-neuf ans, est le premier des deux frères d'une famille chéite du Liban sud, incrimés en RFA à être jugés.

Sûr de lui et détendu, il a répondu à ses avocats le soin de répondre à toutes les accusations sur l'enlèvement, annonçant qu'il n'ouvrirait pas la bouche à ce sujet. Il accepte seulement de parler de sa vie privée.

Les Moudjahidines pour la liberté (MPL), proche du Hezbollah pro-iranien, qui ont revendiqué la capture de M. Cordes et d'un autre otage allemand, M. Alfred Schmidt (libéré en septembre), ont prévenu que le sort de Rudolf Cordes dépendra de l'issue du procès.

Par ailleurs, les MPL accusent les autorités de Bonn de « maltraiter » en prison Mohammed Hamadei, le frère d'Abbas Ali Hamadei, accusé d'avoir participé au détournement d'un Boeing de la TWA en juin 1985 et en attente de jugement.

ESPAGNE : Juan Carlos a cinquante ans

Un éloge unanime

MADRID
de notre correspondant

C'est le 5 janvier 1938 que le roi d'Espagne est né, à la clinique anglo-américaine de Rome, où son père Don Juan avait accompagné en exil son grand-père, Alphonse XIII.

Juan Carlos a fêté son anniversaire avec discrétion : comme de coutume, il s'est levé à 7 heures et a commencé sa journée de travail à 8 heures. Il a déjeuné et dîné en famille. Seule entorse aux habitudes pour ce jour exceptionnel, il a assisté dans l'après-midi à un concert donné en son honneur par l'Orchestre national d'Espagne avec, en soliste, le violoncelliste Rostropovitch, ami personnel de longue date du souverain et de son épouse.

La discrétion de la famille royale n'a pas empêché la presse de consacrer des dizaines de pages à l'événement. La télévision a diffusé une émission spéciale d'une heure retraçant la vie du roi. Toutes tendances confondues, c'est un concert d'éloges qui s'est manifesté à cette occasion : à gauche comme à droite, chacun rappelle l'indéniable rôle joué par le souverain dans le rétablissement et la consolidation de la démocratie en Espagne. Un rôle que bien peu s'attendaient pourtant à voir jouer, à la mort de Franco, par celui que l'on appelait à l'époque, cruellement, « Juan le Bref ».

Cet éloge unanime frise parfois l'adulation. Dans l'Espagne démocratique d'aujourd'hui, le monarque reste le dernier sujet tabou, celui qui n'admire pas la critique. La justice vient d'ailleurs de le rappeler de manière spectaculaire : pour avoir écrit dans une revue basque, il y a cinq ans déjà, que Juan Carlos avait un passé tranquille, un journaliste, Juanjo Fernandez, a été condamné, il y a quelques jours, par le Tribunal suprême à six ans de prison !

Après quarante années de dictature et d'exclusion d'une partie du pays par l'autre, Juan Carlos a réussi à incarner ce dont les Espagnols avaient le plus besoin pour penser les valeurs du passé : un dénominateur commun.

THIERRY MALINIAC.

« Un sondage récemment publié par l'hebdomadaire Tempo montre que l'image du roi Juan Carlos est jugée « bonne » ou « très bonne » par 76 % des Espagnols, et que plus de 70 % d'entre eux acceptent l'institution monarchique ».

MADELIOS

POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

PRIX SPECIAUX*

DE JANVIER

| | | |
|---------------------------------|--------|--------|
| COSTUME pure laine | 2.415F | 1.420F |
| VESTE pure laine | 1.425F | 995F |
| BLOUSON 65% polyester 35% coton | 685F | 535F |
| PULL-OVER laine d'agneau | 395F | 280F |
| CRAVATE soie | 89F | 59F |
| CHAUSSURE à boucle semelle cuir | 650F | 470F |

* DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

PLACE DE LA MADELEINE, PARIS

Amériques

● **BRESIL** : nomination de M. Melson de Nobrega comme ministre des finances. — Le président brésilien, M. José Sarney, a nommé officiellement mardi 5 janvier M. Melson de Nobrega au poste de ministre des finances en remplacement de M. Luiz Carlos Bresser qui avait présenté sa démission le 18 décembre. Agé de quarante-cinq ans, M. Nobrega était auparavant secrétaire général de ce même ministère, poste qu'il avait déjà occupé de 1980 à 1985 sous le dernier gouvernement militaire du général Figueiredo. Depuis la démission de M. Bresser, il était ministre par intérim. — (AFP.)

● **NICARAGUA** : Commission d'enquête internationale à Managua. — Une commission d'enquête internationale est arrivée mardi 5 janvier à Managua pour vérifier le respect par le gouvernement sandiniste de l'accord de paix pour l'Amérique centrale signé le 7 août dernier à Guatemala. Le groupe de quinze personnes, comprenant des représentants des Nations unies, de l'Organisation des Etats américains et de

trois pays latino-américains, devait rencontrer mardi et mercredi les dirigeants du gouvernement et de l'opposition. La commission, qui s'était rendue auparavant au Costa Rica, ira ensuite au Guatemala, au Honduras et au Salvador. — (Reuters.)

● **SURINAME** : Sept civils tués par des militaires. — Sept personnes ont été tuées, le 31 décembre dernier, par des militaires surinamiens à Poligon dans le centre du pays, a affirmé mardi 5 janvier à Paramaribo, un défenseur des droits de l'homme, M. Stanley Rensch, chef par l'agence de presse néerlandaise AFP.

Selon M. Rensch, les victimes étaient des membres de la communauté noire des « Bushnegros », les descendants d'esclaves qui constituent le principal soutien à la guérilla conduite par Ronnie Brunswijk contre le régime du lieutenant-colonel Bourgeois. Il s'agit du premier incident depuis les élections législatives du 25 novembre dernier, largement remportées par l'opposition au régime militaire. Les autorités surinamiennes ont ouvert une enquête sur cette affaire. — (AFP.)

Politique

Les traditionnelles cérémonies de vœux à l'Elysée

La rituelle présentation des vœux à la presse est une occasion pour les dirigeants politiques de se souhaiter une réussite pleine et entière pour l'année qui s'ouvre. Surtout quand cette dernière débute par une consultation politique majeure. On espère beaucoup de réussite pour son camp, et autant d'échecs pour celui d'en face ; on glisse de fausses confidences et de vrais vœux assassins.

M. Jacques Toubon a indiqué, le mardi 5 janvier, que « le RPR se battra pour que Jacques Chirac soit président de la République ». Le secrétaire général de cette formation considère, évidemment, le premier ministre « comme le meilleur candidat, le meilleur président possible pour la France, par les choix fondamentaux qu'il a faits, et par sa personnalité ». Il est tout aussi naturel que l'objectif du RPR soit qu'il n'y ait plus de président socialiste à l'Elysée. Et si nous devons, au second tour, soutenir l'autre candidat de la majorité, a précisé M. Toubon, nous le ferons avec une ardeur égale. Nous ne lésinerons sur aucun moyen pour que le président socialiste soit battu. Et d'espérer que « la réciprocité soit vraie ».

De son ministère de la rue de Grenelle, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a souhaité que l'emploi et la protection sociale soient « au cœur de la campagne présidentielle ». Il a proposé qu'on « cesse de considérer le traitement social du chômage comme une maladie honteuse ». « Ce n'est pas un

pis-aller, mais le seul, a-t-il dit, le meilleur remède contre le chômage ».

M. Lionel Jospin a, pour sa part, critiqué le gouvernement. « Tout est fait pour gérer l'élection présidentielle, trop peu est fait pour préparer l'avenir », a déclaré le premier secrétaire du PS devant les journalistes. M. Jospin a jugé que l'« optimisme » de M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, en matière économique est « assez déplacé ». Le dirigeant socialiste a souligné que l'effort nécessaire, en 1988, ne sera pas accepté par les Français « sans qu'il y ait partage ».

M. Jospin a assuré que le PS « se porte bien », en ajoutant que le groupe dirigeant se doit d'être « cohérent et soudé » pour que les prochains mois se présentent bien. « A trois mois et demi de l'élection présidentielle, a-t-il souligné, le président Mitterrand reste dans une position très forte, en dépit de l'offensive qui est conduite contre lui ». M. Jospin a remarqué que M. Valéry Giscard d'Estaing « avait commencé à s'affaiblir » à la fin de l'année 1980 et au début de 1981, alors que M. Mitterrand « a tendance à commencer cette année en hausse ». « C'est un élément politique très important », a remarqué le premier responsable socialiste. Il a souhaité que « les premiers mois de l'année 1988 ne ressemblent pas aux derniers de 1987, pour qu'on puisse parler d'autre chose que de ce qu'on a appelé les affaires ».

« Les lampions éteints »

Les traditionnelles cérémonies de vœux à l'Elysée se sont terminées le mardi 5 janvier. Après avoir reçu les bureaux des assemblées (Assemblée nationale, Sénat, Conseil économique et social), la municipalité de Paris, les autorités religieuses et les « forces vives » de la nation (syndicats ouvriers et patronaux, associations...), le chef de l'Etat s'est adressé aux représentants de la presse. Il a répondu, sans dévoiler ses intentions, à de nombreuses questions sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle, sur la campagne électorale et sur l'après-1988.



« La seule chose qui me prive, c'est que je ne peux vraiment pas vous dire - à l'année prochaine - : c'est ainsi que s'est terminée l'entretien informel que M. Mitterrand a accordé aux journalistes venus, à l'Elysée, lui présenter les vœux de la presse. Pendant plus d'une heure, le chef de l'Etat a été interrogé notamment sur ses intentions pour l'élection présidentielle de 1988. Ces propos avaient été précédés par une brève allusion d'où il ressortait qu'il serait audacieux de tirer de ce qui allait suivre la moindre conclusion définitive. » Vous me posez toujours cette question (de la candidature). Qu'est-ce que je vous ai fait ? C'est une sorte de conspiration générale [...] Je me suis efforcé, pour vous être agréable, de changer les intentions. N'en parlons plus. M. Mitterrand en a pourtant parlé à nouveau.

A propos de l'amitié : « Le moment arrive, dans toute vie, on le sait bien, qu'une fois dispersées les apparences, les lampions éteints, tout ce qui compte n'est pas là. » A propos du caractère répétitif de ce genre de cérémonie : « C'est la septième fois que je m'explique ainsi

devant vous. Voyez le risque qu'il y aurait à recommencer ! » A propos du pronostic formulé par M. Claude Estier, sénateur socialiste de Paris, selon lequel M. Mitterrand fera connaître sa décision « dans la deuxième quinzaine de février, un soir à 20 heures » : « C'est une vérité de La Palice. » A propos d'un éventuel affrontement présidentiel entre le président sortant et le premier ministre : « Esthétiquement, ce ne serait pas mal, tout ce qui n'est pas interdit est permis. » A propos du pouvoir qui ne l'a pas beaucoup changé : « Je suis peut-être un peu plus aimable. Mais je sais encore dire non. » A propos du septennat : « Une fin, c'est toujours inachevé. Il n'y a de symphonies qu'inachevées ».

Auparavant, M. Mitterrand avait déclaré : « Croyez-moi, je ne m'amuse pas à jouer avec vous. Que ceux qui croient qu'un homme politique est toujours insincère fassent crédit. Quand le moment sera venu, je dirai au pays ce qu'il me paraît

utile de faire pour son avenir. Et même la notion de jeu ou de calcul ».

M. Mitterrand a également énuméré les grands sujets dont il aimerait qu'ils soient traités pendant la campagne électorale : « Le désarmement, question numéro un ; le corps social et le sentiment de justice dans la répartition des profits nationaux ; les relations entre les pays du Nord et ceux du Sud ». Il a affirmé qu'un nouvel équilibre des pouvoirs entre le président de la République et le gouvernement sera maintenu après l'élection présidentielle, quel que soit le cas de figure. Il a également estimé que le futur gouvernement sera de « coalition », comme d'ordinaire, à l'exception de la majorité socialiste homogène de 1981 : « Aurions-nous un président et un premier ministre de même nuance, il y aura quand même un gouvernement de coalition, même si cette coalition se situait dans un même secteur d'opinion », a-t-il dit.

Les exercices de style de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

Aucun des « éligibles » - MM. Chirac, Barre, Mitterrand ou Rocard - n'est officiellement déclaré. Pour MM. Chirac, Barre - et Rocard si M. Mitterrand renonce - le doute, s'il existe, est infime. Pour M. Mitterrand, il reste entier. Le jeu - ce mot, malgré tout, est bien utile - dépend de lui.

Dès qu'il aura pris sa décision, le chef de l'Etat la communiquera aux principaux intéressés. M. Rocard, premier concerné, et M. Jospin, en charge du Parti socialiste et des ambitions qui, au sein de cette formation, ne demandent qu'à s'exprimer. Les Français attendront un peu plus longtemps, jusqu'à un soir indéterminé de la seconde quinzaine de février, à 20 heures, selon un pronostic formulé par M. Claude Estier, sénateur socialiste de Paris, mage de la prévision politique.

Pour l'heure, M. Mitterrand continue d'entretenir le doute devant les journalistes et s'il ne veut pas que l'on prenne l'exercice pour un exercice de style ou un calcul, c'est sans doute qu'il craint que les Français ne s'en lassent. En privé, devant collaborateurs ou amis, il persiste à énumérer et analyser les éléments « subjectifs » et « objectifs » qui nourriront son choix.

Le chapitre du « subjectif », sur lequel il insiste beaucoup pour le moment, est envahi par la réflexion d'un homme d'âge selon lequel, pour le résumer brutalement, la vraie vie est ailleurs qu'à l'Elysée. La phrase qu'il a prononcée mardi à l'occasion des vœux de la presse et qui traitait de l'amitié pourrait y prendre place : « Le moment arrive, dans toute vie, on le sait bien, qu'une fois dispersées les apparences, les lampions éteints, tout ce qui compte n'est pas là. » Il l'a répétée un peu plus tard, devant ses collaborateurs, en ajoutant la famille aux amis.

Le chapitre de l'« objectif » s'ouvre par une réflexion sur la victoire ou la défaite. M. Mitterrand refuse, dit-il, de se décider en fonction simplement de ses chances de l'emporter. La victoire ? Il l'a pas peur. La défaite ? Elle ne lui fait pas peur. Il dit qu'il lui faut ce qu'il en dit. Il ajoute qu'il lui faut prendre en compte un Parti socialiste qui risquerait, s'il n'était pas candidat, de se défaire. Il affirme sa volonté de ne pas laisser ses droits sans contrepartie prendre en toute liberté sa revanche, perspective qu'il a, su, estime-t-il, éviter autant que possible depuis le 16 mars 1986.

Or la relève socialiste ne lui paraît pas encore prête. Il n'a plus de

contentieux avec M. Rocard, mais il note que, jusqu'à ce jour, il ne s'est pas affirmé, qu'il ne « décolle » pas. Aucun de ceux qui lui sont historiquement les plus proches ne s'impose : ni M. Mauroy, qui n'a pas remporté le courant de son impopularité, ni M. Fabius, qui « a des qualités », mais aussi beaucoup de défauts, ni M. Jospin, qui n'est pas sûr.

Le « subjectif » pousse à renoncer et l'« objectif » à persister. Lequel pèsera le plus ? Nul, dans son entourage, ne peut prétendre détenir une parole de vérité. Ceux qui assurent publiquement, comme M. Chevènement, que M. Mitterrand sera candidat n'en savent pas plus que les autres. M. Mauroy résume sans doute au mieux la situation lorsqu'il dit : « François Mitterrand est monté dans son avion. Il roule vers la piste d'envol. Il peut encore faire demi-tour, mais ce ne sera pas sans dommage pour lui ».

Car le chef de l'Etat a toujours en tête une ambition ancienne : installer le Parti socialiste à 35 % des suffrages et permettre à un socialiste de lui succéder. Ni l'un ni l'autre ne sont assurés.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le financement des partis politiques

Des députés RPR s'indignent de la « suspicion » pesant sur le patrimoine des élus

Les deux projets de loi préparés par le premier ministre, sur la transparence financière et le financement des activités politiques, ont été au centre des discussions lors du déjeuner hebdomadaire des responsables de la majorité, le mardi 5 janvier à l'hôtel Matignon. Le financement public des partis politiques, proposé dans les projets du premier ministre, mais auquel les formations de la majorité étaient, au départ, hostiles, n'a guère été traité.

Le RPR, même s'il ne s'en réjouit pas, ne peut aller contre un principe admis par M. Jacques Chirac, ce dernier ayant voulu aller ainsi dans le sens souhaité par le PS afin de tenter de parvenir à un consensus sur la réglementation des finances des partis. En revanche, l'UDF pourrait manifester sa préférence pour un financement exclusivement privé. Il semble que ses porte-parole ne l'aient pas fait mardi. L'UDF, en définitive, n'aura pas d'états d'âme », estimait, après le déjeuner, un ministre RPR.

Il est vrai que le système d'exonération fiscale des dons aux partis politiques, sur le modèle de ce qui se fait pour les sommes versées aux associations, que proposait le projet de loi, pourrait être introduit dans le dispositif par voie d'amendements parlementaires. M. Chirac a confirmé qu'il entend laisser cette voie largement ouverte au cours de l'examen des deux textes.

Mardi après-midi, devant le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Charles Pasqua, qui présentera les projets au conseil des ministres, puis au Parlement, a dû faire face, néanmoins, à plusieurs objections. M. Etienne Pinte, député des Yvelines, a exprimé son hostilité à tout financement public des partis, qu'il estime immoral et contraire « à l'une de nos libertés fondamentales ». M. Claude Labbé, député des Hauts-de-Seine, ancien président du groupe, a contesté l'ensemble de la démarche, estimant que la majorité était « fait piéger » par le chef de l'Etat lorsque celui-ci, au moment où éclataient les affaires impliquant des socialistes, avait, le 16 novembre, demandé que le gouvernement propose une réglementation de financement des campagnes et des partis politiques. M. Labbé a observé que M. François Mitterrand s'était ainsi « défilé » sur le gouvernement et la majorité, et il a regretté que ceux-ci aient accepté de « légiférer à chaud sur un problème qui demande du temps ».

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Pons envisage l'entrée en vigueur du nouveau statut « le plus vite possible »

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a affirmé, le mardi 5 janvier, que « rien ne s'oppose » à ce que les élections régionales en Nouvelle-Calédonie aient lieu avant l'échéance présidentielle, précisant cependant que leur date n'était pas encore prévue.

Lors d'un entretien sur RTL, M. Pons a rappelé que le Conseil constitutionnel doit se prononcer « vers le 20 janvier » sur le nouveau statut d'autonomie du territoire, qui fait l'objet d'un recours des parlementaires socialistes. « Quand la loi sera promulguée, le gouvernement verra à ce que ces institutions soient mises en place le plus vite possible », a-t-il déclaré.

M. Pierre Mongin nommé directeur du cabinet de M. Yves Galland

M. Pierre Mongin, administrateur civil, a été nommé directeur du cabinet de M. Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales. [Né le 9 août 1954 à Marseille, M. Pierre Mongin est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Il a occupé depuis 1980 divers postes dans l'Ain, l'Arrière, les Yvelines. Il était conseiller technique, d'abord auprès de M. Bernard Bosson, puis de M. Galland, depuis avril 1986.]

Les critiques les plus vives, quant au dispositif lui-même ont porté sur la transparence du patrimoine des élus. M. Jean-Louis Gauduff (Finistère) a déclaré qu'il s'agissait là d'une « suspicion a priori » qui pèserait sur les parlementaires, soupçonnés de pouvoir chercher à s'enrichir à la faveur de leur mandat. Plusieurs députés RPR se sont inquiétés des procédures inquisitoriales auxquelles la mise en œuvre du principe de transparence pourrait donner lieu. Ils se sont interrogés, aussi, sur la possibilité d'évaluer les éléments de patrimoine dont certains élus pourraient disposer, tels que biens de famille ou parts d'entreprises non cotées en Bourse.

Session extraordinaire le 2 février

D'autre part, dans une lettre adressée au premier ministre, M. Pierre Juquin expose ses propositions concernant le financement des activités politiques. Le candidat renouveller à l'élection présidentielle suggère d'« aborder le problème du financement par une simple consultation locale, régionale et nationale, sous des formes qui restent à déterminer ». Il souhaite la création d'une commission, non exclusivement composée de hauts fonctionnaires et de magistrats et chargée de veiller à la transparence du patrimoine des élus et responsables de rang national. M. Juquin propose un plafonnement des dépenses électorales et leur contrôle par une commission nationale, « sorte de haute autorité », chargée de vérifier la comptabilité des candidats.

Le calendrier des débats, au Parlement, sur les deux projets de loi se précise. La session extraordinaire ne devrait commencer que le mardi 2 février et non fin janvier, comme on le pensait auparavant. En effet, le projet de loi organique qui concerne, d'une part, la transparence du patrimoine des hommes politiques et, d'autre part, le financement des campagnes présidentielles et législatives, ne peut être examiné dans l'une des deux

assemblées que 15 jours après son adoption en conseil des ministres. Or, les deux projets de loi ne seront abordés au conseil des ministres que le 13 janvier. La discussion du projet de loi organique devant intervenir avant celle du projet de loi simple (financement public des partis), la session ne pouvait donc s'ouvrir que le jeudi 28 janvier. Flûté que de commencer en fin de semaine, le gouvernement souhaite entamer le processus législatif le mardi 2 février, à 16 heures.

Les deux projets de loi seront soumis à une discussion générale commune puisqu'ils portent sur la même matière. Les groupes du Front national et du PCF devraient, selon toute vraisemblance, utiliser diverses motions de procédure pour faire entendre leur différence. Les débats au Palais-Bourbon ne devraient toutefois pas excéder deux ou trois jours, étant entendu que le gouvernement souhaite laisser aux parlementaires une assez grande liberté d'amendement. Le Sénat pourrait se mettre à son tour au travail le 4 ou le 5 février. Les nouvelles s'achèveraient donc aux alentours du 8 ou du 9 février : c'est, en tout cas, le scénario idéal si aucune des parties ne rompt la relative atmosphère consensuelle qui semble prévaloir pour l'instant.

Le Conseil constitutionnel, qui doit obligatoirement examiner la loi organique, aura alors un mois pour se prononcer, sauf si le gouvernement demande l'urgence : le délai sera alors ramené à huit jours. Les deux lois pourraient donc, si l'on s'en tient à ce calendrier optimal en termes de rapidité, être promulguées par le chef de l'Etat le 18 ou le 19 février.

P. J. et P. S.

Anne PHILIPPE



Le regard de Vincent

roman

La réussite de cette sonate en mélancolie m'entraîne à la rencontre avec la plus séduisante, la plus dangereuse créature que le sort puisse faire connaître à un vivant : un ange, ce démon innocent.

Claude Roy / Le Nouvel Observateur

GALLIMARD *nrf*

AVANT TRANSFORMATION Beylerian-Elysées

effectue la RÉALISATION TOTALE de ses collections de prêt-à-porter de luxe pour hommes

Autorisation préfectorale loi du 30.12.1960

Jeudi 7 Janvier 1988 et jours suivants

12-14, Rond Point des Champs Elysées - 75008 PARIS - Tél. : 45.62.57.57

هكذا من الامل

Politique

Convoqués pour répondre d'infractions au code électoral

MM. Toubon et Galley (RPR) refusent de se rendre chez le juge Grellier

M. Claude Grellier, juge d'instruction, avait convoqué, le mercredi 6 janvier, au Palais de justice de Paris MM. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et Robert Galley, trésorier de ce parti, dans l'intention de les inculper pour une affaire d'infraction au code électoral remontant à 1986. MM. Toubon et Galley ne se sont pas présentés. Leurs avocats, le bâtonnier Philippe Lafarge et M. Christian Huglo, ont expliqué qu'ils demandaient au parquet la saisine préalable de la Cour de cassation afin que celle-ci désigne le magistrat susceptible d'entendre les deux dirigeants du RPR. Cette procédure est prévue par le code de procédure pénale lorsque des personnes menacées d'inculpation sont mineurs (du troisième arrondissement de Paris pour M. Toubon, de Troyes, dans l'Aube, pour M. Galley).

Cette ligne de défense est contestée par leurs adversaires, qui font remarquer que cette procédure spéciale n'est pas applicable aux personnes coupables d'infractions au code électoral (article L. 115 de ce code). Ils soupçonnent MM. Galley et Toubon de vouloir gagner du temps afin d'éviter une inculpation comme celle qu'a déjà prononcée M. Grellier à l'encontre de MM. Paul d'Ornano, sénateur (RPR), et François Ferrus, aujourd'hui conseiller pour la communication au service d'information et de diffusion du premier ministre.

L'affaire, qui a été racontée en détail dans le *Monde* du 27 novembre 1987, est moins infamante pour le parti de M. Chirac qu'embarrassante en cette période préélectorale. Lors de la bataille pour les législatives de 1986, le RPR avait imaginé une astuce pour tourner la loi qui interdisait aux partis politiques d'apposer leurs placards sur des panneaux publicitaires durant la campagne officielle. Les seuls emplacements autorisés pendant cette période sont ceux attribués, à surface égale, par les pouvoirs publics à chaque liste ou candidat, ce dans un souci d'équité.

Au cours des semaines précédant cette interdiction, le mouvement de M. Chirac avait largement diffusé une affiche où l'on voyait ses principaux dirigeants proclamer, en manches de chemise : « *Vivement demain, avec le RPR !* ». Le jour du scrutin approchant, cette campagne aurait dû cesser et elle cessa, en apparence, car on vit fleurir aux mêmes emplacements d'autres affiches signées d'une mystérieuse « association pour l'information des citoyens », qui avertissaient : « *Demain se joue sur un seul tour !* ». La ressemblance — graphisme, slogan, couleurs — était si manifeste que les Verts de Paris-Ecologie portèrent plainte avec constitution de partie civile. L'enquête chemina pour aboutir, le 19 octobre 1987, à un rapport sans indulgence du commissaire Jean-Paul Bouzin, de la sous-direction des affaires économiques et financières de la direction centrale de la police judiciaire.

M. Chirac à son tour ?

On découvre dans ce rapport de quatorze pages solidement argumenté que l'Association pour l'information des citoyens n'a jamais existé, sinon pour servir, passagèrement, les desseins électoraux du RPR, et qu'elle s'est attribué un siège social « purement fictif », même si la carte de visite de son président pouvait impressionner : M. Paul d'Ornano, sénateur, représentant des Français établis hors de France. Parmi les autres membres de l'association figure aussi M. Bruno Tellenne, aujourd'hui chargé de mission au cabinet de M. Charles Pasqua.

De fil en aiguille, les enquêteurs devaient découvrir que les affiches « *Demain se joue sur un seul tour !* » avaient, en réalité, été commandées par une Société de développement et de publicité, proche du RPR, dont le PDG était M. Galley et le directeur général M. Ferrus. Association fantôme, campagne civique « bidon » l'affaire, vue par les enquêteurs, est

aujourd'hui limpide, d'où les inculpations voulues par M. Grellier. S'il le souhaite, celui-ci peut remonter plus haut encore, jusqu'à M. Chirac. C'est ce que réclament les Verts et leur chef de file, M. René Dumont. Leur avocat, M. Pierre-François Divier (Paris), soutient que rien ne fait obstacle à l'inculpation du premier ministre : 1) M. Chirac n'est pas député, et n'est donc pas protégé par une immunité parlementaire ; 2) Les faits qui lui sont reprochés ont été commis alors qu'il n'appartenait pas au gouvernement. Ils relèvent donc de la justice ordinaire et non de la procédure aléatoire et compliquée qui mène, éventuellement, en Haute Cour.

Ce qui exaspère les Verts et explique probablement la détermination de M. Grellier, ce sont les manœuvres auxquelles se sont livrés les protagonistes de cette affaire pour échapper à la justice. Lorsque les policiers ont cherché à en savoir plus sur le rôle de la Société de développement et de publicité, que préside M. Galley, ils se sont heurtés à un mur. « *Déclarations fantaisistes* », « *manœuvres folles* », « *Il est clair, se plaint le commissaire Bouzin dans son rapport, que des consignes avaient été données pour ne pas répondre aux questions de la police* ».

Même irritation des Verts contre M. d'Ornano, inculpé par M. Grellier, il a obtenu par un vote du Sénat la suspension des poursuites engagées contre lui le 17 décembre (le *Monde* du 17 décembre). Pour éviter d'avoir à répondre à de nouvelles questions du juge, il lui avait envoyé, entre-temps, se plaignant des Verts, un certificat médical daté du 10 décembre, précisant qu'il devait « *garder la chambre pendant sept jours* ». Or, dans la nuit du 15 au 16 décembre, M. d'Ornano participait au Sénat à la discussion qui a abouti au court-circuitage de la procédure pénale engagée contre lui. Le compte rendu analytique officiel en fait foi. Tenaces, les Verts ont déposé une nouvelle plainte.

BERTRAND LE GENDRE.

Le Conseil constitutionnel valide quatre lois organiques et annule le report des élections cantonales partielles

Le Conseil constitutionnel a rendu, le mardi 5 janvier, cinq décisions. Il a déclaré non conforme à la Constitution l'article 2 de la loi relative aux élections cantonales qui aurait porté de trois à six mois le délai prévu pour les remplacements de conseillers généraux « en cas de vacance survenue pendant le premier trimestre de l'année 1988 ». D'autre part, quatre lois organiques (soumises antérieurement à l'examen du Conseil constitutionnel) ont été déclarées conformes à la Constitution.

Il ne subsiste plus de la loi relative aux élections cantonales qu'un unique article qui prévoit que, « par dérogation aux dispositions des deux premiers alinéas de l'article L. 192 du code électoral, le mandat des conseillers généraux soumis à renouvellement en mars 1988 est prorogé jusqu'en octobre 1988. Le mandat des conseillers généraux de la série renouvelée en 1988 expirera en mars 1994 ».

Le second article de ce texte, aboli par la censure du Conseil constitutionnel, disposait : « *Le délai prévu au premier alinéa de l'article L. 221 du code électoral (INDLR : trois mois) est porté à six mois en cas de vacance survenue pendant le premier trimestre de l'année 1988* ».

C'est cette disposition que les députés socialistes avaient déferé au Conseil constitutionnel (le *Monde* daté 13-14 décembre 1987). Ils y voyaient une atteinte au

principe d'égalité et jugeaient exorbitant le pouvoir discrétionnaire ainsi accordé aux commissaires de la République pour la fixation des dates de certaines élections cantonales partielles, normalement prévues pour les mois de janvier, février et mars.

« En raison des garanties d'objectivité qui doivent présider à toute consultation électorale », indique dans sa décision le Conseil constitutionnel, le délai susceptible d'être retenu ne doit pas ouvrir à l'autorité administrative une possibilité de choix telle qu'elle puisse engendrer l'arbitraire ; [...] dans certains cas, par sa durée, le délai risquerait d'affecter les conditions d'exercice de la libre administration des collectivités territoriales ; [...] au demeurant, c'est en fonction de ces considérations que le délai de trois mois a été adopté par l'article 22 de la loi du 10 août 1871, dont les dispositions sont codifiées sous l'article L. 221, alinéa 1, du code électoral ».

Le Conseil constitutionnel observe ensuite que la disposition attaquée, dont le gouvernement avait justifié l'instauration par la proximité de l'élection présidentielle, « ne subordonne à aucun critère le choix de la date à retenir au cours de ce délai dérogatoire ; que, par ailleurs, l'article 2 n'édicte aucune suspension des opérations électorales partielles pendant le trimestre considéré, ni pour les vacances ouvertes au cours de ce trimestre, ni pour celles ouvertes antérieurement et qui restent soumises au délai de trois mois de l'article L. 221 : que l'article 2 ne prévoit

pas davantage de suspension des élections partielles pour les vacances qui se produiraient à l'expiration du premier trimestre de l'année 1988 [...] qu'en état des textes, l'article 2 de la loi permet à l'autorité administrative, pour les vacances ouvertes pendant le premier trimestre, de choisir pour des élections partielles toute date à sa convenance au cours d'une période de six mois suivant l'ouverture de la vacance sans qu'en appaise la nécessité ».

C'est pourquoi le Conseil constitutionnel considère qu'en prévoyant à l'article 2 un délai dérogatoire d'une aussi longue durée sans en préciser les conditions et les limites de son application, le législateur est resté en deçà de sa compétence et a méconnu la Constitution ». Cet article est donc déclaré « non conforme à la Constitution ».

Le Conseil constitutionnel, d'autre part, a examiné et déclaré conformes à la Constitution quatre lois organiques dont il avait été saisi par le premier ministre, comme l'exige la Constitution.

L'une de ces lois modifie l'article L.O. 145 du code électoral (cas d'exclusion du champ d'application de certaines incompatibilités parlementaires).

Deux autres étendent aux conseillers régionaux et aux membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger le droit de présentation des candidats à l'élection du président de la République.

La quatrième loi organique permet et organise la maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance.

(qui suppriment une lecture dans chaque chambre) s'ajoutent à une censure souvent obligée des parlementaires de la majorité : autant de péripéties rituelles du théâtre parlementaire qui facilitent les boudes semblaient à celle (doublée d'illusions) qui vient d'être signalée par le Conseil.

Plus qu'en son habileté, il restera donc à M. Charles Pasqua à espérer que la démission de l'hiver et le hasard lui épargneront dans les mois qui viennent des débois de conseillers généraux dont certains le paieront deux fois plutôt qu'une.

MICHEL KAJMAN.

Polémique autour de l'émission de TF1

« Moi, Yves Montand, recordman des galas de bienfaisance je ne travaille pas que pour le pognon »

« Il est tout à fait normal, dans un pays de l'offre et de la demande, d'exiger le maximum ! » Yves Montand a choisi, le mardi 5 janvier, de tenter d'évacuer les rumeurs suscitées par le cachet de 800 000 francs obtenu pour sa prestation, le samedi soir 12 décembre, à l'émission « Montand à domicile » sur TF 1, dans la grande amphithéâtre de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise).

Devant près de sept cents élèves et professeurs réunis pour les « Mardis de l'ESSEC », l'acteur a rappelé que cette émission, diffusée exceptionnellement un samedi soir, n'était pas seulement politique mais également « spectaculaire ». Car il n'est pas un homme politique, même si « les gens aiment bien l'entendre » sur les sujets d'actualité.

Yves Montand déplore le ton « écorché » et « sournois » employé, selon lui, par le *Canard enchaîné* pour dévoiler les faits, même s'il reconnaît « avec le recul » qu'il aurait « pu dissiper ce quiproquo » à la fin de l'émission, mais on ne lui a « pas posé la question ».

En tout cas, sur les 800 000 francs, son agent en a touché 10 %, à abandonner plus de 40 000 F au titre des charges sociales et près de 400 000 francs aux impôts et distribue 100 000 francs aux « Restaurants du cœur », 50 000 francs à l'association *Peuple-Neige* de La Varenne, 25 000 francs à SOS-Racisme et 50 000 francs à la lutte contre la sclérose en plaques. Alors, s'est-il insurgé qu'« on ne me dise pas à moi, recordman du gala de bienfaisance que, depuis quarante ans, je ne travaille que pour le pognon ! ».

De toute façon, on n'empêchera pas Yves Montand de parler car, pour lui, « à moins d'être un légume, il faut prendre parti ». « Quand quelque chose ne va pas, il faut le dire » même si cela « fait mal ». D'ailleurs, « quand Michel Noir, M^{me} Barzach, M^{me} Vél et d'autres disent des choses magnifiques, je dis que ce sont des gens bien, même si ce fait le jeu d'un parti. Ne plus pouvoir le faire relève, selon lui, du « stalinisme ».

Yves Montand estime que les hommes politiques sont « parfaitement honnêtes et dévoués » mais ils sont « prisonniers de leur époque (politique) ». Il préfère, pour sa part, « rester au contact de la vérité, même si elle compromet son idéologie ».

Si l'acteur comprend qu'un artiste appelle à voter pour tel homme politique, il fustige ceux qui « bravent, ne nous quittent pas, ne l'en va pas », car cela lui rappelle de certains de la « classe socialiste » auquel il a « déjà donné ». Même si, M. François Mitterrand, en l'occurrence, demeure « très honorable, intelligent et courageux ».

Le « petit livre bleu » de M. Le Pen

Passéport pour la victoire : le Front national va prochainement publier un livre de 60 pages portant ce titre et rassemblant les idées de M. Jean-Marie Le Pen. Ce « petit livre bleu », tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, sera présenté à Nice au cours de la convention nationale qui s'y tiendra du 8 au 10 janvier. Trois mille délégués des différents comités et organisations de soutien au candidat Le Pen se retrouveront, a expliqué, le mardi 5 janvier au cours d'une conférence de presse, M. Bruno Mégret, directeur de campagne du président du FN, à cette manifestation, « point de rencontre entre un homme, les forces qui le soutiennent et les idées qui l'animent ».

Cette convention marquera le lancement de « la deuxième étape de la campagne », a précisé M. Mégret, qui expose que l'objectif de « *salonner* » les autres candidats de la droite étant « atteint », il s'agit maintenant pour M. Le Pen de « dépasser » MM. Chirac et Barre. « Nous nous n'avons pas changé, mais la classe politique est sur un bateau qui dérive, poussé par le vent mou de la soft-idéologie », a ajouté le député FN des sujets de société « le RPR et l'UDF s'alignent de plus en plus sur la gauche, notamment avec le rapport Malthus-Hannoun sur l'immigration ».

A Nice, des manifestations d'hostilité à la venue du président du Front national ont été préparées par le MRAP (jeudi) et par le PCF (samedi).

Communication

Parution du numéro 100

« Le Sport » compte vendre 100 000 exemplaires à la fin de l'année

En entrant dans l'année 1988, le *Sport*, le quotidien sportif lancé en septembre dernier (le *Monde* du 9 septembre), dresse son premier bilan à l'occasion de la parution, le mercredi 6 janvier, de son numéro 100. Ce journal, qui entame alors le monopole vieux de quarante-cinq ans de l'Equipe en matière de presse quotidienne sportive, estime être en mesure de tenir son pari. Son directeur de publication, M. René Tissot, revendique 60 000 exemplaires vendus en moyenne chaque jour et se donne pour objectif une diffusion de 100 000 exemplaires fin 1988 (alors que l'Equipe vend plus de 255 000 exemplaires par jour). Le directeur de la publicité du quotidien, M. Eric Brame, table sur des recettes mensuelles de l'ordre de 1,5 million de francs.

Mais le *Sport*, dont l'investissement de départ représentait 70 millions de francs, est toujours en déficit. Ses actionnaires ont décidé une

nouvelle augmentation de capital dont le montant reste secret.

Outre la création récente d'un service « kiosque » télématique en liaison avec le *Nouvel Observateur* et qui comprend des actualités sportives, des jeux, des pronostics de loto sportif, etc., le *Sport* va procéder d'ici au mois de mars à un « toilettage » de sa formule tant sur le plan graphique que rédactionnel. Le rugby, sport parait pauvre du journal, va être étoffé. Le journal, qui se définissait lors de son lancement comme un « quotidien-magazine », va aussi donner plus de poids au premier aspect, en remaniant par exemple le traitement sur les trois premières pages de l'événement sportif.

Enfin, la rédaction forte de soixante-dix personnes va embaucher trois nouveaux journalistes et des opérations ponctuelles en liaison avec des radios et des télévisions sont actuellement en préparation.

Y.-M. L.

Pierre Charpy quitte « la Lettre de la nation »

En présentant ses vœux à la presse, le mardi 5 janvier, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a annoncé que Pierre Charpy avait décidé « pour raisons de santé » de cesser sa collaboration à la *Lettre de la nation*, l'organe quotidien du RPR. M. Toubon a souligné « une absence considérable » que constituerait ce départ.

On ne saurait en effet mieux souligner l'importance du rôle que jouait le directeur politique de la *Lettre de la nation*, qu'il animait depuis 1974.

Chaque matin, son éditorial sur une simple page permettait à la classe politique de connaître la pensée du RPR et souvent celle de son chef sur les sujets d'actualité. Mais Pierre Charpy est surtout un des derniers pamphlétaires de grand talent de la presse française. Son style impeccable, sa vaste culture littéraire, ses références historiques et sa mémoire politique particulièrement fidèle faisaient de ses « éditoriaux » de véritables morceaux de choix dont se régalaient les amateurs de bons textes et de frêches polémiques, et suscitaient les éloges unanimes de la gent journalistique. Gaulliste de longue date, Pierre Charpy était devenu « chèque » de conviction et, pour défendre la cause du premier ministre puis du président du RPR, il n'épar-

gnait aucun de ses concurrents ou adversaires, de Valéry Giscard d'Estaing à Raymond Barre, de François Mitterrand aux communistes. De sa voix grave, enrouillée, aux tonalités gouailleuses, il poursuivait ses assauts chaque vendredi à France-Inter en participant à une table ronde d'éditorialistes-polemistes. Journaliste chevronné et confiant toujours amical et attentif, Pierre Charpy a noué des amitiés politiques tous azimuts où dans chaque camp chacun respecte son éthique professionnelle et ses qualités humaines. Chacun lui reconnaît aussi une réelle sportivité dans son comportement, souvenir de sa carrière de rugbyman émérite.

Né à Lyon en 1919, licencié en lettres, journaliste économique en 1946, rédacteur en chef puis directeur de *Paris-Press*, il coproduit avec Henri Marquet en 1967 plusieurs magazines télévisés comme « *Tel quel* », « *Face à l'Europe* », avant de s'engager dans le journalisme militant en 1974. Conseiller municipal de Sainte-Cécile-sur-Saône (Alpes-Maritimes), Pierre Charpy fut également surcomandé « *cher Papy* », membre du comité central du RPR depuis 1977, était chaque fois désigné parmi les premiers et salués par les applaudissements reconnaissants des cadres du mouvement dont il a tant contribué à former la pensée politique et à entretenir la flamme.

ANDRÉ PASSERON.

Les Presses de la Cité prennent le contrôle du groupe Denis Jacob Médias

Dans la foulée du rachat du groupe Média qui publie notamment *Enfants*, *magazine*, etc. (le *Monde* du 5 janvier), les Presses de la Cité viennent d'acquiescer 90 % du capital de Denis Jacob Médias, qui contrôle environ 62 % des Publications Denis Jacob.

Ce groupe de presse technique, professionnelle et spécialisée a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires de 110 millions de francs et son résultat net consolidé devrait avoisiner les 12 millions de francs. Il édite des magazines (*Electronique actualités*, *Electronique industrielle*, *Micro-informatique*, etc.), des revues d'audiovisuel (*le Film français*, *Vidéo-Broadcast*, *Ciné-Chiffres*) et des journaux de photos (*Photomagazine*, *Photographie*, *le Photographe*), ainsi que le magazine *Décoration internationale*.

La filiale éditions des Publications Denis Jacob, Editions Radio, qui représente 20 % du chiffre d'affaires, édite 200 ouvrages d'électronique, d'informatique, de vidéo et de photo.

Selon M. Bruno Rohmer, PDG des Presses de la Cité, l'acquisition des Publications Denis Jacob s'inscrit dans le cadre du développement multimedial du groupe et lui permettra de gagner du temps dans la création d'un secteur de presse professionnelle et technique.

« Rachet des archives photographiques de Keystone ». La société Baschet et Co, propriétaire des archives de la revue *l'illustration*, vient de racheter à une filiale de l'Agence France-Presse la totalité des parts de l'agence photographique Keystone. La réunion des cinq millions de clichés de Keystone et du fonds iconographique de *l'illustration* couvrira la période de 1843 à nos jours et représentera donc un ensemble unique en Europe.

Commémoration

Un timbre-poste pour la FM

Fans de la FM, ex-fidélitaires des ondes ou philatélistes désœuvrés, guettez votre courrier. Vous pourriez être surpris. Un timbre pirate s'est peut-être glissé sans que vous vous en doutiez. Un timbre tricolore, qui au premier abord présente tous les gages de sérieux que l'on est en mesure d'attendre d'une telle édicte. Encore qu'il y a regardé de plus près... Le chiffre en bas du timbre n'est pas donné en francs, mais bien en mégahertz (56). L'inscription verticale présente une coquille : « *République française* », aux lieux et place de « *République française* ». Quant à la mention « Poste », la voilà affublée de deux lettres encombrantes : la lettre F et la lettre M...

Le titre du timbre — « 1977-1987 : les dix ans de la FM » — porte de lui-même. Un dessin naïf représente deux militants des radios libres juchés sur le toit d'un immeuble et qui montent, de nuit, une antenne primaire. En bas, une voiture de police munie d'un détecteur semble attendre les rebelles, tandis que dans le ciel un satellite lointain préfigure l'avenir.

Ex-pirate des ondes, aujourd'hui PDG de la radio Skyrock, Pierre Ballestrero est l'auteur de cette initiative. La FM ne méritait-elle pas son timbre de commémoration ?

A. Co.

Le Monde
THEATRE DE LA COLLINE



Comédie-Française, l'Odéon, Chaillot, le Théâtre national de Strasbourg. Il ne s'agit pas de concurrence, les moyens de chacun diffèrent d'ailleurs considérablement. Il s'agit de complémentarité.

Naturellement, les candidats ne manquaient pas. En définitive, Jorge Lavelli a été choisi. Peut-être parce que dans des institutions comme la Comédie-Française, le Théâtre de la Ville, l'Opéra, il a su, tout en le respectant, montrer le répertoire, lyrique autant que dramatique, sous des éclairages inattendus. Aussi parce qu'il a su mettre les œuvres d'aujourd'hui au même niveau que les classiques incontestés.

Pour la première fois, Jorge Lavelli prend la responsabilité d'une entreprise.

On a fait confiance à sa maîtrise, son audace. Il a décidé de consacrer aux auteurs de notre siècle ce théâtre national qui a pris pour nom la Colline. C'est un pari risqué, le seul possible, celui de l'avenir.

C. G.

Les bienfaits de l'expérience

POLYVALENCE... Vous avez dit polyvalence ? Tiens, comme c'est bizarre... L'atmosphère des années 80 est assurément revenue d'une expression qui prêtait sûrement trop d'ambition à l'architecture et sans doute trop de besoins à un théâtre qui, par pure gourmandise, confondait un peu vite nécessité et potentialité. Des erreurs ruineuses ont donc été commises au nom de la polyvalence. Mais de ces erreurs est née une somme d'expériences dont on commence aujourd'hui à mesurer l'intérêt.

Le compte de rénovation, sans doute longtemps prévalu pour des raisons similaires : l'adaptation à des nouveaux besoins scéniques, les impératifs de la sécurité venant opportunément au secours des directeurs de salle pour faire tomber les subventions. Cela a conduit à utiliser le parc des théâtres existants, notamment à Paris, et à modifier parfois considérablement les salles plutôt que d'en construire de nouvelles, ce qui n'aurait pas forcément coûté plus cher. Seule la musique a fait surgir *ex nihilo* un espace comme l'IRCAM, outil purement technique où s'est effacé l'architecte, et s'est annexé le Palais des congrès, exemple peu convaincant de ce qu'a pu produire l'architecture française des années 60.

Polyvalence et rénovation ont donc été simultanément, ou alternativement, les mots-clés de l'architecture des théâtres à Paris,

Or ce sont les mêmes, Valentin Fabre et Jean Perrotet, associés pour la circonstance à Cartani qui, après avoir fait leurs armes dans la rénovation et la polyvalence, viennent de produire ce petit bijou qu'est le Théâtre de la Colline. L'expérience acquise ? Sans doute, mais aussi une grande évolution dans les exigences de la maîtrise d'ouvrage, et surtout une évolution générale de l'architecture vers la maîtrise de l'échelle, vers le raffinement, vers la recherche d'astuces qui, mêmes imparfaites, donnent vie à l'espace, déploient un flux infini, imprévisible de circulations, engendrent un charme et une familiarité propres à la naissance des idées, du plaisir. Tel apparaît le Théâtre de la Colline.

La rénovation du Théâtre de la Ville avait consisté à vider une coquille pour la remplir à

Le plus frappant ne réside pas, pour nous, dans les qualités de visibilité (excellente) ou dans l'acoustique (heureuse), ni dans l'excellente qualité d'un « outil » qui réparti en toute justice son volume à égalité entre la salle et la scène, ni dans un matériel « up to date », qui fait désormais tenir dans la paume d'une main le jour d'orgues qui ne tenait pas entre les biceps de plusieurs gros bras... Le plus frappant ne réside pas non plus dans une polyvalence mesurée qui permet, en un temps raisonnable, d'avancer ou de reculer quelques gradins au profit d'un proscenium ou d'une fosse d'orchestre. Tout cela, au fond, relève de la normalité, du travail d'un bon directeur de salle qui aura su dialoguer au plus près avec des architectes expérimentés et d'excellents techniciens. Il y a sans doute eu des émerveillements, il

Ce n'est pas minimiser le travail de l'équipe pluridisciplinaire qui a accouché du théâtre, que de dire à quel point l'architecture lui donne un sens. Un sens qui dépasse le simple outil, la boîte à spectacles comme il a été et reste possible d'en construire à répétition, sans qualité propre, sans personnalité. Il n'y aura jamais qu'un Théâtre de la Colline, parce qu'il se définit, au-delà de la salle, par la rampe d'accès des camions qui, partant de la façade même de la rue Malte-Brun, conduit, quelques mètres plus bas, à la hauteur du plateau. Parce que la double entrée (qui s'ils biletts, qui n'en a pas ?) suffit à créer le rien de dissymétrie qui oriente un bâtiment. Parce que le théâtre est un théâtre, apparu de la rue, mais aussi un théâtre des années 80 : autrement dit, les architectes ont su renouveler la symbolique de ce type d'édifice, comme ils ont su en maîtriser la technique. Or symbolique et technique se répondent naturellement, sans bruit tapageur, sans contorsion, sans excès de couleurs. En somme, de l'architecture belle, efficace et modeste.

FREDERIC EDELMANN.

هكذا من الاجل

Entretien avec Jorge Lavelli

« Il ne faut pas que la représentation

Quand Jorge Lavelli arrive de Buenos-Aires, en 1961, il n'est pas un débutant. Il a participé aux expériences du « théâtre indépendant » et bénéficie d'une bourse pour suivre les stages à l'université du Théâtre des Nations. En 1963, il obtient le prix du Concours des jeunes compagnies, avec un spectacle grinçant, d'un tragique grotesque, d'une ironie violente : le Mariage, de Gombrowicz. Tout de suite, on l'assimile aux « enfants d'Artaud », mais voilà qu'il surprend, avec sa mise en scène somptueusement dépouillée de l'Echange, de Claudel (1966).

Jorge Lavelli reste fidèle à sa conception d'un théâtre qui part du réel et l'arrache au naturalisme. Il demeure fasciné par le caractère éphémère de la représentation — moment unique et fulgurant. Il continue à porter sur les personnages qu'il met en vie un regard plus attentif que tendre et, cependant, à chacun il offre une chance... jusqu'à ce que la vie se désagrège et que le rideau tombe.

« J'E n'ai pas été spécialement candidat à la direction de ce théâtre, mais à celle d'un théâtre à Paris, dit Jorge Lavelli. En son temps, j'avais demandé le Théâtre de la Ville. De celui-ci je ne connaissais pas les données techniques, seulement les plans. Ils m'ont paru convenir à ce que je cherchais depuis toujours. Au début, je ne voulais pas forcément un théâtre, je pensais à quelque chose comme une cellule de création. La troupe, c'était un peu une utopie, et j'ai essayé de travailler avec des acteurs d'une même famille. Nous nous sommes retrouvés dans des petits lieux, avec un répertoire « expérimental » comme on disait alors. Peu de personnages, une scénographie épurée. La conscience de l'espace est quelque chose de fondamental. Quand j'ai eu à monter la pièce de Copi, les Quatre Jumeaux, j'ai choisi le sous-sol du Palace tel qu'il était, avec ses colonnes et ses miroirs mouchetés. Mais quand je dois utiliser une scène à l'italienne, je m'adapte, et j'ai toujours aimé les grands plateaux — comme le Théâtre de la Ville ou la Cour d'honneur, à Avignon.

« Le lyrisme m'a parfois permis de conjurer l'espace élaté et grand espace. Ainsi l'opéra de Luigi Nono à Lyon, Au grand soleil d'amour chargé, un dépôt de l'armée, un hangar abandonné où ne restaient que des rails rouillés. Il a fallu détruire les cloisons, installer des toilettes pour le public et des salles d'attente, avec des portes de fer à ouvrir d'une certaine manière. Et je voulais une odeur de grillé. Même si le rapport avec la musique ne semblait pas évident, il l'était dans mon esprit, et le parcours représentait une partie importante du spectacle. Ce n'était pas seulement un spectacle mais une prise en charge des spectateurs. Dans cette situation, il faut penser aux gens qui sont debout, à ceux qui veulent s'asseoir. Il faut prévoir tous les cas de figure pour aboutir, enfin, à la rencontre. Naturellement, la confrontation du projet initial avec l'espace entraîne presque toujours des modifications.

« L'idéal serait ça : le rapport direct, immédiat avec l'architecte

ture d'un lieu. Un lieu — décor ou dispositif scénique — à inventer.

« Mais ici, le bâtiment n'est pas modulable et il n'a pas été conçu par vous.

« D'abord la grande salle est modulable, et on ne met pas plus d'une heure à la transformer, juste le temps de dévisser une centaine de strapons, devant le plateau. On joue sur l'espace dégagé. Le reste est simple : c'est comme un tiroir électrique. Comme un ascenseur. On est en droit d'attendre qu'il marche, mais il faut savoir que la salle est réduite à quatre cent cinquante places. A moins de prendre le plateau pour les spectateurs, ce qui est d'ailleurs possible, à condition de ne pas avoir un décor à utiliser. Il y a également une fosse d'orchestre pour cinquante musiciens. On peut la découvrir mais on perd la place de cent spectateurs.

« Ensuite, il faut savoir que la construction d'un théâtre national financé par l'Etat fait l'objet d'un concours. Les architectes sont soumis à des impératifs qui conditionnent les projets, y compris le projet artistique. La marge de manœuvre est plus ou moins importante, mais enfin ce n'est pas la liberté totale.

Les autres pas seulement les artistes

« Un spectacle, ce n'est pas seulement le rideau qui se lève sur une représentation plus ou moins réussie. Il y a un côté « impur » où interviennent quantité d'éléments : les rapports avec les autres et pas seulement les artistes. Les rapports avec l'argent. On ne peut pas en faire abstraction, même quand on est invité par des institutions très organisées, à l'étranger ou à la Comédie-Française. On a toutes les facilités de travail, mais on n'est pas préservé à ce point. C'est contraignant, mais excitant. De plus, quand on a la responsabilité d'un théâtre national, on a la possibilité de dépasser le spectacle et d'établir sur la continuité un ensemble cohérent. Nous faisons

un pari, celui de se dire que le moment est venu d'un nouveau théâtre national, consacré au répertoire du vingtième siècle. Un certain type de répertoire. On doit définir une identité et la sauvegarder. Sur mon bureau parviennent des dizaines de manuscrits que nous ne pouvons pas accepter, en dépit de leurs qualités. Ils ne correspondent pas à ce que je cherche.

« L'identité, c'est vous.

« C'est une orientation que je donne, évidemment, mais elle ne dépend pas entièrement de moi. Il y a les gens qui sont ici, on ne travaille jamais seul. Il y a échange d'influences.

« Quand vous avez été nommé, vous avez parlé d'inaugurer le théâtre avec une trilogie de Valle Inclán, et finalement vous commencez avec une pièce de García Lorca.

« J'en ai pris connaissance il y a deux ans, et j'ai même commencé à la faire traduire. Seulement, quand j'ai été nommé, je n'avais pas encore les droits et je me demandais si je les aurais jamais. Je ne renonce pas à Valle Inclán, mais le projet se heurte lui aussi à des problèmes de traduction, et d'autre part à des difficultés matérielles. Si je monte la trilogie, on aura un marathon de neuf heures au moins, qui me prendra la totalité de la subvention. Je ne veux pas l'exclusivité des mises en scène. Cette année, d'ailleurs, ce serait hors de question. Avant d'être nommé j'avais signé des contrats que je dois honorer comme, par exemple, en fin de saison à l'Opéra, la Cécilia, de Ohana. De toute façon, j'espère provoquer dans ce théâtre un mouvement de personnes et d'idées.

« Le lien est nouveau, mais vous y arrivez avec votre passé d'homme de théâtre, d'opéra, de spectacle. Vous avez à vos débuts monté Ionesco, Gombrowicz, Arrabal, Copi... Puis toujours Copi, Arrabal et beaucoup Shakespeare, et même Corneille, Polyucte à la Comédie-Française.

« Il y a une cohérence dans mon travail. Elle n'est peut-être pas perceptible, il est rare qu'un

spectacle soit perçu par chacun de la même façon, et c'est heureux. J'ai monté à peu près en même temps le Songe d'une nuit d'été et Polyucte. Pour moi, au-delà de l'anecdote, les deux pièces se ressemblent. Il y a un effet miroir dans les conflits intimes dus aux hasards de l'amour et au destin, à cette force extérieure et dominatrice... Dans le Songe, l'important est la jouissance. De même chez Polyucte. Si on a l'intuition de la foi, le reste paraît dérisoire. C'est comme l'idée du bonheur amoureux. La situation est différente, la démarche est la même : l'aspiration au bonheur.

« La question que je me pose est : à quel type de valeurs je dois m'attacher pour que la représentation ne soit pas seulement un objet exotique. Pour qu'elle ait un rapport avec d'autres êtres. On peut intéresser les gens par le biais de l'amour, de la chance, de la souffrance. Un cycle auquel je crois être fidèle. Même si j'évolue.

Je me suis moqué d'œuvres que finalement j'aimerais aborder. Parsifal par exemple, ou la Traviata.

« La Traviata, vous l'avez montée.

« Oui, mais je n'aurais pas monté la Dame aux camélias. Je ne le crois pas. Les deux œuvres racontent une même histoire simple : on ne peut pas impunément sortir de son milieu. Les deux « dames » sont devenues des mythes parce qu'elles resteront dans la mémoire de ceux qui ont pleuré sur leur échec. Elles aussi aspirent au bonheur, et elles sont touchantes... Ensuite il y a la manière. Je veux dire, l'apport sensible de la musique. Elle est plus parlante que le texte.

« Vous avez évolué, est-ce que vous avez changé ?

« Ce que j'étais, je ne le sais pas. Je suis peut-être toujours le même, enrichi en tout cas par ce que j'ai dû vaincre. J'ai appris à composer avec les circonstances.

Parcours scénique

- 1962 - Le Tableau, de Ionesco.
- 1963 - Le Mariage, de Gombrowicz.
- 1965 - Yvonne princesse de Bourgogne, de Gombrowicz ; Enchanted, de O'Neill.
- 1966 - L'Echange, de Claudel.
- 1967 - Le Triomphe de la sensibilité, de Goethe ; l'Architecte et l'Empereur d'Assyrie, d'Arrabal.
- 1968 - Beaucoup de bruit pour rien, de Shakespeare (inauguration du Théâtre de la Ville) ; Médée, de Sénèque Vauthier.
- 1969 - Le Concile d'amour de Penzance ; Orden, théâtre musical de Bourges et Arrigo.
- 1970 - Jeux de massacre, de Ionesco.
- 1971 - Le borge est roi, de Carlos Fuentes.
- 1972 - C'était hier, de Pinter ; l'Honnêteté, de Copi.
- 1973 - Belle Cécilia, de Arrabal.
- 1974 - L'île pourpre, de Bouleau.
- 1975 - Les Quatre Jumeaux, de Copi.
- 1976 - Idoménée, de Mozart ; Faust, de Gounod ; le Carnaval de Venise, de Campra.
- 1977 - L'Heure espagnole, l'Enfant et les sortilèges, de Ravel ; Le roi se meurt, de Ionesco ; Sur le fil, d'Arrabal.
- 1978 - Peléas et Mélisande, de Debussy ; la Traviata, de Verdi ; le Maître poète de Ravani ; Fidelio, de Beethoven.
- 1979 - Madame Butterfly, de Puccini ; Aloïse, de Handel ; Carmen, de Bizet.
- 1980 - Les Noces de Fauré ; la Tour de Babel, d'Arrabal.
- 1981 - Le Conte d'hiver, de Shakespeare.
- 1982 - Dardanus, de Rameau ; le Château de Barbe-Bleue, de Bartok.
- 1983 - La vie est un songe. Au grand soleil d'amour chargé, de Nono.
- 1984 - Norma.
- 1985 - Orphée aux enfers, d'Offenbach.
- 1986 - La Nuit de M^{me} Lucienne, de Copi ; le Retour de Casanova, d'Arrigo.
- 1987 - Salomé, de Strauss ; le Songe d'une nuit d'été, de Shakespeare.
- 1988 - Polyucte, de Corneille ; Une chambre sur la Dordogne, de Claude Rich.



Parc de la Colline.
(Bibliothèque nationale.)

La Colline

trouvée une place d'infirmière dans un hospice. Mais, très dépressive, elle se maintenait à coups de drogues. Elle vola du laudanum et d'autres choses dans l'armoire à pharmacie, elle fut chassée et partit pour Paris. Elle trouva une chambre du côté de la porte de Montreuil. Luc Dietrich, à la fin de l'année scolaire, vint la rejoindre. Après avoir marché dix minutes, entre l'arrêt de tramway et la chambre, il dit simplement à sa mère : « Je croyais que nous habitions Paris. »

Dans le livre extraordinaire qu'il publia en 1952, Paris et l'agglomération parisienne, Paul-Henry Chombart de Lauze avait donné toute une quantité de petits plans graphiques qui permettaient de saisir la vraie nature de Charonne, du vingtième arrondissement, en comparaison des autres. Il apparaissait que, dans ce quartier, la mortalité infantile était plus forte, qu'on était plus nombreux à coucher dans une seule chambre, qu'aucun natif du vingtième n'arrivait à Polytechnique et qu'aucun inspecteur des finances bien sûr n'y résidait, alors qu'ils étaient tous groupés sur Auteuil et Passy. Le vingtième venait loin en tête pour les morts par tuberculose, pour les enterrements civils.

Les choses ont beaucoup changé, témoin par exemple ces implantations de succursales de banques, dans tous les quartiers, y compris celui-ci, alors qu'en 1952 il y avait, pour le vingtième, sept points de banque seulement contre des centaines dans le huitième, le neuvième, le seizième. Tout change, bien sûr...

Autrefois, jusque vers 1800, la rue Malte-Brun, la place Gambetta, le Père-Lachaise, c'était une très belle campagne. Beaucoup de vignes. Des propriétés magnifiques, qui appartenaient surtout à des moines. Mais aussi des châteaux, biens de particuliers, aristocrates. Ou de belles maisons de campagne. Fouquier-Tinville, par exemple, en possédait une. En semaine, il expédiait les propriétaires à l'échafaud, et le dimanche il venait faire la sieste, au soleil, dans son jardin.

Du temps de Molière, la rue Malte-Brun n'était qu'un sentier qui n'avait pas de nom. Puis elle devint la rue des Champs, puis la rue des Prairies. Du temps de Musset, les animaux savants d'un cirque ambulancier entraient dormir rue des Prairies.

Du temps de Beaumarchais, un géographe danois vint travailler à Paris. Il participa à la création de notre Société de géographie. C'est son nom, un peu abrégé, que porte la rue du Théâtre de la Colline : Malte Conrad Brunn (le géographe avait deux n).

Avant le Théâtre de l'Est parisien, il n'y a eu qu'un théâtre dans le quartier : le Théâtre de Belleville, qui ouvrit le 25 octobre 1828. Il était alors situé hors de Paris, il avait donc le droit de reprendre les succès des Boulevards quarante jours après la première. Frédéric Lemaître y a joué.

Lorsque Charonne et Belleville furent annexées à Paris, en 1860, ce droit de reprise cessa. La qualité tombe. Dans son livre Faubourgs de Paris, Eugène Dabit dit quelques mots de ce théâtre, où il allait enfant : « Des couloirs poussiéreux, des escaliers minables... Des affiches décolorées annonçant « Immense succès ». Les spectateurs des galeries, ceux des loges à cent sous la chaise, rappellent ma tante Tollard et ses commères. La clarté verdâtre du

lustre rend plus étranges les visages. Le rideau se lève. Tout est faux, noble, dramatique. Des vieux, calés dans leur fauteuil, écoutent le ronronnement des acteurs. » Aujourd'hui, ce théâtre (48, rue de Belleville) est un supermarché.

La tante d'Eugène Dabit, M^{me} Tollard, avait un petit fonds miteux de mercerie-papeterie, rue de Ménilmontant. Elle racontait à son neveu ses souvenirs de la Commune : « On se battait à Belleville, au Père-Lachaise, partout, jusque devant ma porte ! Les Versaillais arrivaient, pan ! pan ! les fusillades... Moi j'ai sauvé un communard en le cachant dans notre puits tandis qu'on perquisitionnait ; je lui ai donné des vêtements de mon mari. »

Deux grands écrivains seulement ont écrit des choses qui touchent à ce quartier. Deux hommes qui, comme ce quartier, ne roulaient pas sur l'or : Dabit et Luc Dietrich. Il y a un peu, pas beaucoup, de gens pour lire Hôtel du Nord, parce que Camé en a tiré un film, en 1938. Mais les chefs-d'œuvre d'Eugène Dabit, le Mal de vivre, son Journal, ne sont pas réédités.

Luc Dietrich, lui, n'a pas passé son enfance, comme Dabit, près du Père-Lachaise. Il était collégien en province, il l'a raconté dans le Bonheur des tristes. Sa mère avait

soit seulement un objet exotique»



puis la pièce sera jouée en espagnol à Madrid et en anglais à New-York.

En revanche, nous produisons entièrement le *Public*, évidemment, les *Chaises*. Il y a aussi le *Cheval de Balthaz*, de Gert Hoffman, que nous a apporté Philippe Mercier, qu'il coproduit et va mettre en scène. Avec lui, nous allons tenter l'expérience des spectacles de 12 h 30.

Une expérience très risquée.

Nous sommes là pour ça. Nous n'avons pas fait de sondage ni d'enquête mais j'y crois. Les changements d'horaires dans le travail ont modifié les habitudes de vie. Pratiquement plus personne ne revient à la maison pour le déjeuner. On peut imaginer que de temps en temps les gens préfèrent le théâtre plutôt que le fast food. On offre des spectacles courts, évidemment, mais montés avec la même exigence que s'ils étaient joués le soir, et des prix de places très compétitifs. Le *Cheval de Balthaz* sera donné dans la grande salle, devant le plateau. La formule a servi pour des concerts et ne paraît pas extravagante. Mais enfin, il faut voir. Nous sommes responsables de nos subventions.

Le plaisir de partager l'espace

Ouvrir un théâtre avec deux salles, est-ce que ça n'est pas trop risqué quand on constate la désaffection du public ?

Il y a des expériences indispensables que seul le service public peut se permettre. Par exemple se consacrer un répertoire de notre temps. Il y a une désaffection du public, pourtant il demeure disponible. Nous voudrions essayer de nouveaux moyens de communication. Les groupes traditionnels, les comités d'entreprise sont plutôt saturés. J'aimerais des contacts plus individuels. Là aussi les habitudes changent. Il faut arriver à établir des relations avec des associations nouvelles qui se sont formées autour d'une personnalité. Il y a comme ça des gens qui ne réunissent pour des soirées à passer ensemble, et revendiquent la possibilité de choisir leurs distractions artistiques. Nous avons inauguré une formule d'abonnements libres, on va voir ce que ça va donner. Si le théâtre est connu comme un endroit convivial où l'on peut amener des amis, pour une soirée passionnante, je pense que nous aurons gagné.

Le théâtre n'est pas agressé par la télévision autant que le cinéma. Rien ne remplace le plaisir de partager un espace, un moment de vie. Evidemment, si on annonce Shakespeare et Tolstoj, une partie du travail est déjà faite. Mais j'ai choisi autre chose. Je mets cartes sur table, je propose des auteurs, des textes, des spectacles qui construisent la mémoire du théâtre.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Difficile à dire. Je vis un engagement, voilà tout. Je ne sais pas si le Théâtre de la Colline va me ressembler ni même si c'est souhaitable. Je vais essayer d'imprimer une pensée. Rien n'est plus fort que la pensée. Si je commence par cette pièce de Lorca, le *Public*, qui creuse le réel comme un bistouri, ce n'est ni caprice ni hasard. Je considère comme un miracle d'avoir obtenu les droits, au moment où j'ai la disposition d'un lieu où je peux monter cette pièce. Elle rassemble ce pour quoi je fais du théâtre.

Quelles sont vos raisons de faire du théâtre ?

Le public. Comme Garcia Lorca. Il n'écrit pas pour ses amis, il se pose des questions. Quel est le rôle du public ? Il n'a pas le droit d'entrer dans la cuisine de l'artiste. Il voit ce qu'on lui montre et qu'il accepte ou non, car il est le reflet de nos censures. Il faut savoir jusqu'à quel point ce qu'on lui propose est acceptable. Si ça ne l'est pas, il faut se demander pourquoi. Finalement, le public, c'est la loi. Pour la transgresser on doit payer de sa vie, presque.

Mais il s'agit toujours de raconter des histoires. Une seule et même histoire dans une infinité d'éclairages. Par-delà le temps, les auteurs se tiennent et se rejoignent. Dans le *Public*, Lorca fait appel au personnage de Juliette. Il aimait Shakespeare comme tous, comme moi, on en revient toujours à lui. Tout particulièrement il aimait le *Sonnet d'une nuit d'été*, qui traite des interdits de l'amour, l'amour impossible de Titania, la reine des fées, pour un être. Pour justifier ce scandale, Shakespeare se sert de magie. Lorca dit : l'amour est un jeu de hasard dans lequel existent un grand nombre d'éléments, y compris l'homosexualité. On ne peut pas en parler, on se brûle. Le *Public* est responsable par ses autres pièces. C'est comme si on avait retrouvé un inédit de Brecht, un *Baal* plus sauvage, plus moderne. Le *Public* est d'une fantaisie moderne, même si la question posée est éternelle. La question posée est : doit-on couronner ou montrer la vérité, risquer la condamnation ou utiliser un masque, faire jouer l'illusion ?

Lorca s'interroge sur lui-même et sur tout ce qu'il a fait. Quand il écrit le *Public*, il a connu la gloire avec le *Romancero gitano*, il est une star chez lui et hors des frontières. Et il se

révolte, contre lui-même. Il n'est pas heureux, car l'homosexualité symbolise la stérilité. Il décrit des relations frustrantes, mais finalement la pièce n'est pas si pessimiste, parce que, à un moment donné, chacun rencontre sa chance.

Auriez-vous trouvé la même inspiration dans Valle Inclán ?

Pas de la même manière. La trilogie est une œuvre formidable, une sorte d'épopée. Les personnages sont marqués comme toujours chez lui par la superstition, la magie. Ils sont en rapport étroit avec la terre. L'amour qu'ils éprouvent est violent, sauvage. Le théâtre de Valle Inclán se place hors du temps. Il traite de grands thèmes mythiques et aussi de l'argent, des problèmes concrets. Le langage de Valle Inclán est parfois difficile à comprendre. Il y a des expressions, on ne sait pas s'il les a inventées, ou recomposées. En Espagne, on considère ses pièces comme des romans dialogués plus que comme du théâtre. Et puis il est galicien, Lorca est andalou, un homme du Sud avec un esprit un peu canaille. Ils sont très différents, ils n'ont pas le même humour.

Comme Argentin, vous vous sentez plus proche de lui ?

Moi, en Espagne, de toute façon, je me sens exotique. Mes origines sont italiennes. Comme 50 % des habitants de Buenos-Aires, je suis né dans une famille très italienne.

L'Espagne était à Buenos-Aires

Vous êtes venu en France, est-ce que vous aviez envisagé de vous installer en Espagne, c'était plus pratique quand même pour parler, se faire comprendre ?

Pas du tout. D'ailleurs à l'époque, l'Espagne était à Buenos-Aires. Lorca lui-même y a créé une pièce. L'une de ses grandes interprètes s'est installée là-bas, avec toute une troupe. Il y avait beaucoup d'acteurs espagnols, qui chez nous sont devenus des têtes d'affiche. Avant la guerre civile, l'Argentine était un voyage obligé, puis les séjours sont devenus définitifs.

Par la suite, ce sont les Argentins qui se sont exilés en Europe. Beaucoup sont restés à Madrid. Les acteurs ont été han-

dicapés par l'accent. Comme si des Américains allaient jouer au National Theater. Mais pour certaines professions libérales, ça n'avait pas d'importance. Il y a eu des centaines de psychiatres et psychanalystes, d'autres ont pris la direction de journaux. Par ailleurs les Argentins possèdent une grande faculté d'adaptation. Les Espagnols se sont sentis envahis, il y a eu un phénomène de rejet. J'ai monté des spectacles là-bas, mais pour moi ça allait. J'ai même lu dans un journal que j'étais « un Argentin pas comme les autres ». Probablement parce que j'étais de passage.

Quand vous êtes arrivé en France, vous vous êtes mêlés au milieu argentin et hispanique, et vous avez obtenu votre Prix des Jeunes Compagnies avec le *Marriage de Combarrovec*, qui a vécu la majeure partie de sa vie à Buenos-Aires.

Mais ma première mise en scène à Paris est celle du *Tableau de Ionesco*, qui fait partie de cette demi-saison, avec les *Chaises*. Ionesco correspond à la liberté d'écriture que j'aime. Il est un pilier du théâtre de l'après-guerre, comme François Billeloux, dont nous allons monter au début de la saison prochaine une pièce nouvelle, *Réveille-toi, Philadelphie*, qu'il m'a fait lire il y a trois ans. A l'époque, je n'avais pas trouvé de

production. Pourtant, c'est un texte formidable, une fable insolite sur le thème du vieillissement prématuré.

Billeloux s'est arrêté d'écrire pour le théâtre pendant des années, et Ionesco, bizarrement, est resté presque marginal jusqu'aux années 70. Je suis heureux de le mettre en parallèle avec Copi, qui, lui, n'a jamais quitté la marginalité. On a trop souvent confondu le personnage et le poète. Il est temps de faire le point. A cause de ses dessins, on a vu ses textes comme des bulles. Maintenant que son théâtre est publié, chez Bourgois, on peut se rendre compte à quel degré d'acuité et de rigueur il est parvenu. Il met en scène des personnages de fiction à la recherche de leur réalité, des déracinés. Ils portent en eux la blessure qui ne guérit jamais. La limite entre ses personnages et lui n'est pas bien nette, il est trop amoureux du théâtre, et son théâtre fait la synthèse de la vie, comme si les objets et les êtres avaient été abandonnés et que cet abandon les oblige à décider d'eux-mêmes, à se transformer de manière inattendue.

Vous avez également mis en programme Gilles Bourdet, qui est très loin de Copi et de Ionesco.

Je ne sais pas, je ne dirais pas ça. J'ai été ébloui par les inventions de langage dans le *Saperleau*. J'ai aimé *Station-Service* et les *Crachats de la lune*. Là aussi j'ai vu des marginaux, des gens perdus mis ensemble par les effets d'une fantaisie qui dépasse le naturalisme. Gilles Bourdet a de l'humour, et c'est tellement important. J'aime son écriture, je lui fais confiance, je lui ai commandé une pièce.

Ce sont entièrement des productions de la Colline ?

Pas le spectacle de Gilles, l'*Audition*, coproduit avec la Salamandre, Centre dramatique du Nord, ni celui de Copi, ni celui d'Arrabal, la *Traversée de l'Empire*, qui a été proposé par le ministère espagnol de la culture. La création devait avoir lieu à Madrid et venir ensuite chez nous. En définitive, c'est le contraire qui se produit, et nous devenons en quelque sorte producteurs exécutifs. La *Traversée de l'Empire* met en scène une guerre entre un Etat technologique et un pays sauvage avec des combattants en cours de mutation. En fait, il s'agit d'un Arrabal assez inhabituel. On y retrouve sa force poétique, avec un esprit plus concret, moins de provocation, davantage de tendresse. La première aura donc lieu chez nous.

La Colline et la Montagne

A Belleville, les membres d'une Société des amis de la Constitution, qui pour imiter ceux du Club des Jacobins, portaient le bonnet rouge, émettent le vœu, le 18 vendémiaire an II, d'appeler désormais leur village « la Montagne ». — « A jamais redoutable aux ennemis de la Liberté », ajoutent-ils en sous-titre. L'autorisation ne fut pas accordée.

L'une des hauteurs du Père-Lachaise s'est appelée longtemps Mont-Louis, parce que, le 2 juillet 1652, Louis XIV s'y était fait transporter pour assister, espérail, à la défaite des princes de la Fronde. Cette ultime bataille allait avoir lieu à la porte Saint-Antoine. Les troupes du roi, conduites par Turenne, comptaient douze mille hommes, celles de la Fronde, commandées par Condé, n'étaient que cinq mille. Mais des tirs d'artillerie, partis des tours de la Bastille, donnèrent la victoire à Condé.

Le roi ne comprenait pas qui avait obtenu l'ouverture de la Bastille, qui avait obtenu l'ordre de tirer contre ses troupes. C'était simplement sa cousine, petite-fille d'Henri IV, mademoiselle de Montpensier. Elle a écrit dans ses *Mémoires* : « Je m'en allai à la Bastille, où je n'avais jamais été ; je me promenai longtemps sur les tours et je fis charger le canon : j'en fis mettre du côté de l'eau et du côté du faubourg pour défendre le bastion. Je regardai avec une lunette d'approche : je vis beaucoup de monde sur la hauteur de Charonne, et même des carrosses ; ce qui me fit juger que c'était le roi, et j'ai appris depuis que je ne m'étais pas trompée. »

Plus tard, à Versailles, il arrivait à mademoiselle de Montpensier de jeter des regards noirs, à table, au roi, qui ne lui permettait pas d'épouser le duc de Lauzun ; alors le roi lui disait de calmer le feu de ses yeux, de ne plus se croire sur le toit de la Bastille.

C'est le 21 mai 1804 que le Mont-Louis devint le cimetière du Père-Lachaise, dont une entrée se trouve à cent mètres du Théâtre de la Colline.

Des auteurs dramatiques, tels Beaumarchais ou Molière, des acteurs et actrices, tels Talma, M^{lle} George, M^{lle} Mars, Debureau, reposent là, nombreux. Sarah Bernhardt aussi.

Il a été souvent dit que cet immense cimetière est le plus beau jardin de Paris, et c'est vrai, surtout en automne. Mais un autre cimetière, petit celui-là, tout proche aussi du Théâtre de la Colline, est plus touchant, celui de Charonne. Le seul cimetière de Paris, avec celui du cimetière de Montmartre, qui entoure son église, comme souvent dans les campagnes. Des Fédérés de la Commune sont inhumés près des murs. Deux statues dominent les quelques tombes : celle d'une jeune femme en capeline de paille, celle d'un réveur du dix-huitième siècle. Tous deux tiennent des roses à la main. Dans l'allée du milieu, sur une dalle blanche, ces seuls mots : Robert Brasillach, 6 février 1945.

Toute cette région de Charonne, Belleville, Gambetta, autour du Théâtre de la Colline, a été défigurée par des destructions et des constructions faites sans vue d'ensemble aucune. C'est un fouillis de bâtiments sans caractère, jetés là. Seules cette église de Charonne, sa place, et, devant elle, sur quelques mètres, la rue Saint-Blaise, gardent la figure d'une ville humaine, où les habitudes des vies répondent à l'ordre des maisons, celle jusque dans les pâtisseries sises à la sortie de l'église de Charonne, qui rappellent une page de la si belle préface que Proust a écrite pour sa traduction de Ruskin : « L'église villageoise et pourtant historique, séjour magique du Bon Dieu, de la brèche béante, des saints multicolores et des dames des châteaux voisins qui, les jours de fête, faisant, quand elles

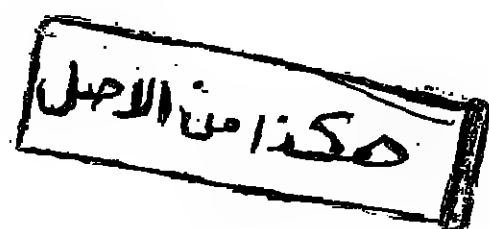
traversaient le marché, pénétrer les poutres et regarder les commères, venaient à la messe dans leurs attelages, non sans acheter au retour, chez le pâtissier de la place, juste après avoir quitté l'ombre du porche où les fidèles en poussant la porte à tambour semblaient les rubis errants de la nef, quelques-uns de ces gâteaux en forme de tours, protégés du soleil par un store, — « manqués », « saint-honoré », et « génoises », — dont l'odeur oléale et sucrée est restée mêlée pour moi aux cloches de la grand-messe et à la gaieté des dimanches. »

C'est dans la section du Père-Lachaise toute proche de la rue Malte-Brun qu'est inhumé Marcel Proust. C'est juste une dalle de marbre noir, sans rien. Les noms de Proust et des membres de sa famille sont inscrits en petites lettres, sur le côté. Nous voici souvent dans les cimetières, mais est-ce notre faute s'il n'y a qu'eux de visitables, près de ce théâtre, si eux seuls ne sont pas disparus ?

« Aie compassion de l'antique ville et ne la détruis pas », dit Lila à Avare, au second acte de la *Ville*, que Claudel situe dans « un cimetière sur une colline dominant la ville ». Cinquante ans plus tard, dans Paul Claudel interroge l'Apocalypse, Claudel, évoquant le Rastignac de Balzac au Père-Lachaise, écrit : « J'ai éperné avec horreur les épouvantables quartiers de Charonne, de Belleville... Et ce n'est rien auprès de ce qui arrive le soir quand une affreuse musique se met à braire, quand on est roulé, bousculé, entraîné, sur les trottoirs par le torrent d'une humanité impure qui débouche des théâtres... Et comme le serviteur du prophète, Serais, immergé dans l'Euphrate de la part de son maître une brique chargée de malédictions, moi aussi, avant de m'en aller pour ne plus à vrai dire revenir, j'ai jeté dans la Seine mon second livre, ce drame de la Ville. »

MICHEL COURNOT.

صلى الله عليه وسلم



UN NOUVEAU THÉÂTRE DANS PARIS SAISON INAUGURALE

Depuis des dizaines d'années, on n'avait pas construit de théâtre dans Paris. Jorge Lavelli, qui en est le directeur, a choisi de consacrer le Théâtre national de la Colline aux auteurs du XX^e siècle.

LE PUBLIC de Lorca

Texte français d'Armando Llamas
Mise en scène de Jorge Lavelli
avec la collaboration
de Dominique Poulange
Musique de Zygmunt Krauze
Décors de Louis Bercut
Costumes de Francesco Zito

du 7 janvier au 25 février 1988
à 20 h 30
Création

Avec : Daisy Amias, Lucie Arnold, René Bazinet, Charles Berling, Alain Berlioux, Daniel Bertioux, Marcel Bozonnet, Olimpia Carisi, Michel Didym, Julien Dubois, Christian Fischer Naudin, Charles Gonzales, Rudy Laurent, Maria de Medeiros, Philippe Nahon, Charles Nelson, Jean-François Perrier, Caddy Raffalli, Jean-Jacques Scheffer, Laurent Schuh, Patrick Serraf et l'Atelier musical de Varsovie

Pour inaugurer le Théâtre national de la Colline, Jorge Lavelli a choisi de mettre en scène une pièce de Federico Garcia Lorca qui n'a jamais été représentée en France. Ecrit en 1930, retrouvé en 1976, le *Public* appartient à une partie encore mal connue de l'œuvre de Lorca, novatrice, iconoclaste, surprenante. La pièce est un voyage à travers le temps et l'espace du théâtre : elle parle de la vérité et des masques, du dévoilement et de l'illusion, de la révolution des formes et de la révolution des valeurs, dans une langue flamboyante qui met à nu « l'impuissance de Lorca à s'asseoir totalement, sans compromissions » (J. Lavelli).

UNE VISITE INOCCUPÉE de Copi

Mise en scène de Jorge Lavelli
avec la collaboration
de Dominique Poulange
Décors et costumes de Louis Bercut
du 16 février au 16 mars 1988 à 21 h
Création

Avec : Michel Duchaussoy, Catherine Hiégel, Jean-Claude Jay, Philippe Jorin, Judith Magre, Jean-Luc Moreau

Un hôpital mis sous des yeux de mort par l'agonie d'un grand comédien (peut-être imaginaire), son vieux sosie et une cantatrice hystérique, dont la folie se communique au médecin et à l'infirmerie... Après la *Journée d'une rêverie*, les *Quatre Jumeaux*, l'*Homme qui se fait*, *Le Difficile de s'exprimer* et la *Nuit de madame Lucienne*, Lavelli retrouve l'univers de Copi, ses marginaux en quête d'identité, en déséquilibre entre réalité et fiction, ses situations imprévues, drôles et cruelles, et son humour, plus fort et plus touchant que jamais. Copi vient d'obtenir le Grand Prix de littérature dramatique de la Ville de Paris. Il nous a quittés le 14 décembre 1987.

LA TRAVERSÉE DE L'EMPIRE de Arrabal

Mise en scène
de Fernando Arrabal
Décors et costumes
de Radu et Miruna Bonuzescu
Lumières d'André Collet

du 11 mars au 14 avril 1988
à 20 h 30
Création

Avec : Françoise Bertin, Albert Delpy, Paula de Oliveira, Daniel Rialet

Sur fond de guerre apocalyptique, violente et désolée, ultra-moderne et médiévale, la rencontre de deux déserteurs, Virgile et Isabelle, d'un étrange homme-loup et du docteur Iago, guerrier et homosexuel... Quatre serviteurs qui s'aiment, se dévouent, ou rêvent de l'initiation proposée par la princesse Sakoto. L'univers fantastique de Radu et Miruna Bonuzescu devrait particulièrement convenir à cette « fable philosophique qui nous annonce un troisième millénaire à la fois brutal, mystique et sentimental » (F. Arrabal).

LES CHAISES de Ionesco

Mise en scène de Jean-Luc Boutté
Décors et costumes de Louis Bercut
du 15 avril au 22 juin 1988
à 21 h

Avec : Pierre Dux et Denise Gence

La pièce peut-être la plus célèbre du « grignol tragique » de Ionesco, trente-cinq ans après sa création, nous éduite d'abord par l'efficacité de sa forme, l'étonnante dynamique de sa construction, et la fraîcheur intacte de son invention verbale : le « théâtre de l'absurde » nous apparaît désormais comme un théâtre poétique et visionnaire.

L'AUDITION de Bourdet

Mise en scène de Gildas Bourdet
Décors de Gildas Bourdet

du 22 avril au 26 mai 1988
à 20 h 30
Création

Distribution en cours

Après avoir mis en scène les paumés de *Station-service* ou des *Crachats de la lune*, Gildas Bourdet s'intéresse dans sa dernière pièce à une autre forme de marginalité : l'*Audition* raconte le tournage d'un film sur le tournage d'un film, dans l'espace mythique d'une ville de luxe de la Méditerranée. Dans cet Olympe moderne, qui met en jeu notre rapport à la richesse et à ses représentations, la fille sourde et muette d'un milliardaire peut-elle être sauvée par l'amour du machiniste (chef) ? Un conte de fées d'aujourd'hui, forcément désolatoire.

LE CHEVAL DE BALZAC de Hofmann

Adaptation de Philippe Mercier
d'après la traduction
de Martine Keyser
Mise en scène et scénographie
de Philippe Mercier

du 9 mai au 11 juin 1988
à 12 h 30
Création

Avec : Roger Jendly
et Jean-Paul Roussillon

Le 18 juin 1850, avant-veille de sa mort, Honoré de Balzac a voulu assister à la première représentation de sa nouvelle pièce, *Les Bourgeois*. En attendant en vain que la salle et la fosse d'orchestre se remplissent, il assiste ses considérations sur l'insatiable théâtre ou le rapport entre réalité et fiction à un interlocuteur impassible, l'inspecteur des cloaques de Paris, qui se révèle peu à peu être lui-même un fantastique créateur de spectacles.

15, rue Malte-Brun
métro : Gambetta
abonnement location :
43-66-43-60
Relâche le dimanche
Matinée le samedi à 15 h

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-71-22-33).

LUCCIO FONTANA. Métroscopie. Musée (2^e étage). Jusqu'au 11 janvier.

CENSURES. De la Bible aux Lignes d'Essai. Le livre et la censure en France. Galerie de la BPI (2^e étage). Jusqu'au 11 janvier.

MÉMOIRES DU FUTUR. Photographies et documents. Galerie du CCL. Jusqu'au 18 janvier.

IMMIGRATION D'EN FRANCE. Galerie du Forum. Jusqu'au 4 janvier.

LUCIAN FREUD. Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier.

LES MACHINATIONS DE SIMON DE SAINT-MARTIN. Atelier des enfants. Jusqu'au 5 mars.

Musées

TRÉSORS DES PRINCES CELTES. Grand Palais. Galeries nationales. Avenue du Général-Eisenhower (42-55-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEINRICH LANTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

Exposition-débat (1912) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Espace Beaudouin. Dossiers inédits. Remontages photographiques. Costumes d'Emmanuel Fournier pour « Les Femmes d'Alceste », opéra de Meyerbeer. Paris de Chateaubriand et de Balzac et la Pléiade. Jusqu'au 27 janvier. Musée d'Orsay, 1, rue de la Bibliothèque (45-40-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 21 h 15. Entrée : 21 F ; le dimanche 11 F.

MODERNISME. Art italien de la XX^e siècle. Jusqu'au 14 février. **DONALD JUDY.** 1909-1957. ARC. Jusqu'au 7 février. **LYMAKOSSE DE MICHEL TOURNIER.** Jusqu'au 14 février. **NEMUNOKI.** Musée des enfants. Jusqu'au 24 janvier. Musée d'Art moderne. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40 ; mercredi jusqu'à 20 h 30.

REGALIA. Reconstitution de la sacro-sainte à la Renaissance. Les bijoux de la Couronne. Département des objets d'art. Entrée : Saint-Germain-l'Auxerrois. Jusqu'au 11 janvier. **NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES PEINTURES.** 1903-1982. Pavillon de Flore (entrée principale sur la rue de la Tour, face au Pont-Royal). Jusqu'au 25 avril. **CHEFS-D'ŒUVRE DE LA COLLECTION SAINT-MORIS.** Cabinet des estampes. Jusqu'au 15 février. **LA COLLECTION D'ALBERT P. DE MERI-MONNE.** Jusqu'au 25 avril. Musée de la Louvre (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h ; mercredi 20 F (entrée le dimanche).

JOUEUR, DULLIN, BATTY, FLORENT, L'ÉCARTE. Bibliothèque municipale. Galerie Marmottin. 58, rue de Richelieu. Sauf dimanche et jours fériés, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier.

ELIZABETH SUNDAY. Jusqu'au 16 janvier. **LES PAPIERS-MARBRÉS FRANÇAIS.** À 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 mars.

JEAN-BAPTISTE DEBRET. Un peintre philosophe au Brésil. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-56-40-17). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 20 février.

DONATION DUBOIS. Musée Marmottin, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30.

LA MODE AU MUSÉE. Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-45-46). Jusqu'au 10 janvier.

ILSE BING-PARIS 1931-1952. Jusqu'au 31 janvier ; samedi Courmarcel, 22, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40.

WAGONS-LITS À L'AFFICHE. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-15-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 janvier.

L'AFFICHE DE LIBRAIRIE AU XIX^e SIÈCLE. Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 janvier.

LE JOUEUR DE BOULE. De tous les temps, de tous les pays. Jusqu'au 14 février. **EDMANUEL COLEIN.** Jusqu'au 31 janvier. **LA TABLE D'UN ROI.** L'œuvre de la XVIII^e siècle à la cour de Dussan. Jusqu'au 31 janvier. **ARNE JACOBSEN.** Architecte et sculpteur. 1902-1974. Jusqu'au 31 janvier. Sauf lundi et mardi, de 10 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de

Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES SOULIERS DE ROGER VIVIER. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 mars.

DESSINS DE RODIN. Musée Rodin. Hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 14 mars.

LA MAISON INTELLIGENTE. Maison de l'habitant. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou (40-05-72-72). Jusqu'au 17 janvier.

UNE AVENTURE ARCHITECTURALE. Cité des sciences et de l'industrie. (Voir ci-dessus). Jusqu'au 15 mars.

AUX ARMES CITIZENNES. Les armes à feu de la Révolution. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-71-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 janvier.

ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES. Nouvelles acquisitions. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-71-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 janvier.

L'ART DE LA RELIURE (XVI^e-XVIII^e siècles). Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin (42-71-24-14). Jusqu'au 15 janvier.

LE JARDIN DES PORCELAINES. Musée Guimet, 6, place d'Iéna (47-23-61-67). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 15 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 15 février.

ANCIEN PÉROU : Vie, pouvoir et mort. Jusqu'au 29 février. **JOUEURS D'ÉCHECS.** Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-71-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 janvier.

LE MAROC DE BELACHOU. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-71-24-14). Jusqu'au 15 janvier.

L'AVENTURE HUMAINE. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-71-24-14). Jusqu'au 15 janvier.

JEAN FELTER. Musée des arts décoratifs, 107, rue de la Harpe (42-71-24-14). Jusqu'au 15 janvier.

PAUL KALLOS. Galerie Leif Ståhle, 37, rue de Charonne (42-71-24-14). Jusqu'au 23 janvier.

PER KIRKBY. Galerie Lager-Salomon, 37, rue de la Harpe (42-71-24-14). Jusqu'au 31 décembre.

LAGNAUL. Tapisseries. Galerie du Roi de Sicile, 2, rue du Roi-de-Sicile (40-27-07-27). Jusqu'au 16 janvier.

K. LIMOWICZ. Galerie des Orfèvres, 66, quai des Orfèvres (42-61-81-30). Du 4 au 17 janvier.

PIERRE MARILLÉ. Galerie Georges Lacroix, 42, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Jusqu'au 9 janvier.

MARYAN. Galerie Arlet, 21, rue Guisard (42-54-57-01). Jusqu'au 15 janvier.

ANDRÉ MASSON. Pastels et dessins, 1931-1963. Jusqu'au 31 décembre. Galerie Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (42-59-71-24). 17 heures seulement. Artcuriel, 9, avenue Marignan (42-59-16-16). Jusqu'au 9 janvier.

ALBERT MÉRZ. Galerie Krieff, 50, rue Marignan (42-59-32-57). Jusqu'au 9 janvier.

RICARDO MOSNER. Serrurerie d'art. Galerie Laft, 3 bis, rue des Beaux-Arts (46-33-18-00). Jusqu'au 9 janvier.

MARIA NORDMAN. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quinquempoix (42-77-38-57). Jusqu'au 7 janvier.

BERNARD FLOUQUET. Galerie Michèle Chabrier, 24, rue de Valenciennes (47-78-02-52). Jusqu'au 16 janvier.

WILLY BONES. Compositeur de la photographie. Cour de la Harpe, 56, rue de Valenciennes (42-44-11-36). Jusqu'au 10 janvier.

GÉRARD SCHNEIDER. Galerie Raymond-Michel Semmler, 56, rue de Valenciennes (42-22-58-09). Jusqu'au 20 février.

PIOTR STASIEWICZ. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai Montebello (43-54-56-79). Jusqu'au 23 janvier.

PASCAL TOUKAMAKIAN. Galerie Etienne de Crousas, 25, rue de Seine (42-54-48). Jusqu'au 12 janvier.

NIELS UDO. Galerie Claire Buvry, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 15 janvier.

BRAM VAN VELDE. Maquette d'éditeur, 36, avenue Marignan (42-52-38-18). Jusqu'au 10 janvier.

YANKEL. Galerie Yoshii, 8, rue Marignan (42-59-72-46). Jusqu'au 5 février.

LE DIVIN BARBOL. Exposition de papier à opéra d'opéra. Galerie Gérard Lory, 17, rue de la Harpe (42-61-26-55). Jusqu'au 30 janvier.

PEINTURES DES PAYS-BAS ESPAGNOLS (XVI^e-XVIII^e siècles). Galerie Jan de Maere, 22, galerie Véro-Dodat (42-36-59-99). Jusqu'au 9 janvier.

IMAGES ET TERRES. Galerie Philip, 16, place de Valenciennes (48-04-58-22). Jusqu'au 25 janvier.

PAYSAGES, PAYSAGES. Galerie Jacqueline Feltz, 8, rue Popincourt (47-00-67-71). Jusqu'au 13 février.

GIOVANNI ANSELMO. Galerie Liliane et Michel Durand-Dumont, 3, rue des Harpistes (42-77-63-60). Jusqu'au 30 janvier.

BAZINE. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 16 janvier.

JAÏCE BALAI. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 25 janvier.

CHRISTINE CANETTI. Galerie Beauvilliers, 27, rue de Charonne (48-07-77-79). Jusqu'au 16 janvier.

LEFRED COUBINES. Galerie Jean Basse, 23/25, rue Guisard (43-26-5-51). Jusqu'au 23 janvier.

DEGOTTET. Galerie de France, 52, rue de la Vierge (42-74-38-00). Jusqu'au 10 janvier.

CERROS DIAS. Peintures de 1956-1965. Galerie Denise-René, 196, boulevard Saint-Germain. Jusqu'au 31 janvier.

AURIE ELLEQUET. Peintures d'élites. Collages. Galerie L. Croisance, 9, rue Dauterive (42-55-18-66). Jusqu'au 31 janvier.

JOEL FERRER. Galerie Frédéric Cadet, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 15 janvier.

RUTH FRANKEN. Peintures. Galerie J. et J. Dossy, 7, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 23 janvier.

RAFAEL GRAY. Galerie Du Jour. Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 15 janvier.

CHRISTIAN JACCARD. Galerie Brownson & Co, 9, rue Saint-Gilles (42-78-45-21). Jusqu'au 9 janvier.

PAUL KALLOS. Galerie Leif Ståhle, 37, rue de Charonne (42-71-24-14). Jusqu'au 23 janvier.

PER KIRKBY. Galerie Lager-Salomon, 37, rue de la Harpe (42-71-24-14). Jusqu'au 31 décembre.

LAGNAUL. Tapisseries. Galerie du Roi de Sicile, 2, rue du Roi-de-Sicile (40-27-07-27). Jusqu'au 16 janvier.

K. LIMOWICZ. Galerie des Orfèvres, 66, quai des Orfèvres (42-61-81-30). Du 4 au 17 janvier.

PIERRE MARILLÉ. Galerie Georges Lacroix, 42, rue de Valenciennes (42-71-24-14). Jusqu'au 9 janvier.

MARYAN. Galerie Arlet, 21, rue Guisard (42-54-57-01). Jusqu'au 15 janvier.

ANDRÉ MASSON. Pastels et dessins, 1931-1963. Jusqu'au 31 décembre. Galerie Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (42-59-71-24). 17 heures seulement. Artcuriel, 9, avenue Marignan (42-59-16-16). Jusqu'au 9 janvier.

ALBERT MÉRZ. Galerie Krieff, 50, rue Marignan (42-59-32-57). Jusqu'au 9 janvier.

RICARDO MOSNER. Serrurerie d'art. Galerie Laft, 3 bis, rue des Beaux-Arts (46-33-18-00). Jusqu'au 9 janvier.

MARIA NORDMAN. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quinquempoix (42-77-38-57). Jusqu'au 7 janvier.

BERNARD FLOUQUET. Galerie Michèle Chabrier, 24, rue de Valenciennes (47-78-02-52). Jusqu'au 16 janvier.

WILLY BONES. Compositeur de la photographie. Cour de la Harpe, 56, rue de Valenciennes (42-44-11-36). Jusqu'au 10 janvier.

GÉRARD SCHNEIDER. Galerie Raymond-Michel Semmler, 56, rue de Valenciennes (42-22-58-09). Jusqu'au 20 février.

PIOTR STASIEWICZ. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai Montebello (43-54-56-79). Jusqu'au 23 janvier.

PASCAL TOUKAMAKIAN. Galerie Etienne de Crousas, 25, rue de Seine (42-54-48). Jusqu'au 12 janvier.

NIELS UDO. Galerie Claire Buvry, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 15 janvier.

BRAM VAN VELDE. Maquette d'éditeur, 36, avenue Marignan (42-52-38-18). Jusqu'au 10 janvier.

YANKEL. Galerie Yoshii, 8, rue Marignan (42-59-72-46). Jusqu'au 5 février.

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT. Les cent cinquante. 1987-1987. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Foaille. Jusqu'au 31 janvier. **Jean Gré et les Dimanches de Boulogne.** Musée municipal, 64, rue de la Santé (46-84-77-39). Jusqu'au 9 janvier.

LA DÉFENSE. Art d'Asie. La Galerie. Esplanade de la Défense (42-56-14-70). Jusqu'au 17 janvier.

FIVEY-SUR-SEINE. Carte blanche à Yves Miché. Ouverture biennale. Centre d'art contemporain. Galerie Fernand Léger, 93, avenue Georges-Clemenceau (46-70-15-71). Jusqu'au 31 janvier.

MONTROUGE. Typhie aux éditions Adrien Maugé (1957-1987). Galerie A. Maugé, 11, place Jules-Ferry (45-49-45-15). Jusqu'au 30 janvier.

NEUILLY-SUR-MARNE. Les Méditerranéens. Musée de l'Aracine, château Guérin, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). Jusqu'au 14 février 1988.

PONTOISE. Les marches de Pontoise aux par André Frençois. Musée Tave-Delaunay, 4, rue Lemaître (30-38-02-40). Jusqu'au 28 février. Ou voir les usages de Pontoise par Camille Frençois. Musée Pissarro, 17, rue du Château (30-38-02-40). Entrée libre. Jusqu'au 28 février.

SAINT-DENIS. par Doisson. Musée d'art et d'histoire, 23 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). Jusqu'au 31 janvier.

VERNON-SUR-EURE. Bénédictine. Musée municipal. Alphonse-Georges-Paulin (32-21-28-09). Jusqu'au 10 janvier.

En province

AIX-EN-PROVENCE. 4^e Festival d'art de l'Est. Musée d'art contemporain, 26, rue du Maréchal-Joffre (42-38-54-64). Jusqu'au 24 janvier.

ARRAS. Raoul Ullac, 1932-1985. Centre culturel Nord, 9, rue des Capucins (21-72-30-12). Jusqu'au 7 février.

BORDEAUX. D'après XIX^e siècles. Musée des beaux-arts. Galerie des beaux-arts, place du Colonel-Raynal (56-90-91-60). Jusqu'au 11 janvier. Robert Barry, Joseph Kosuth. Fonds régional d'art contemporain, 81, cours d'Alsace-Lorraine (56-24-71-36). Jusqu'au 23 janvier. Gérard Garouste. Musée d'art contemporain. Europe Laid. Rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 21 février.

BOURGES. Donation de Musique et Musique. Musée Esclap. Hôtel des Eclapins, 13, rue d'Édouard-Branly (48-57-81-18).

CAEN. Jacques Deschamps. Le fil et les trappes dans l'œuvre peinte de 1950 à 1987. Musée des beaux-arts. Château (31-85-28-63). Jusqu'au 6 février.

CANNES. Hommage au peintre Jeanne Castel. Musée de la Croisette (93-99-04-04). Jusqu'au 14 février.

CHARTRES. Talery Delacroix. Musée des beaux-arts, 29, cloître Notre-Dame (37-36-41-39). Jusqu'au 15 février.

DAX. Francis Falton, Richard Long. Dossiers Oppenheim. Centre culturel, 3, rue du Palais (58-74-43-17). Jusqu'au 20 janvier.

DIJON. Alphonse Legros. Musée des Beaux-Arts. Place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11). Jusqu'au 15 février. Gérard Mère. Interim. Centre d'art contemporain, 16, rue Quentin (80-30-75-23). Jusqu'au 28 janvier.

DOUAI. Le paysage français au XIX^e siècle. Musée de la Chartreuse, 130, rue des Chartreux. Jusqu'au 15 février. Jusqu'au 15 février. Centre d'art contemporain, 16, rue Quentin (80-30-75-23). Jusqu'au 28 janvier.

GRENOBLE. J.-P. Bertrand et R. Long. Centre national d'art contemporain. Magasin, Site Bouchard-Vallée, 155, cours Berlioz (76-21-95-94). Jusqu'au 14 février. Tableaux indiens. Pavillon de la XX^e siècle. Musée de peinture et de sculpture. Place de Verdun (38-74-43-17). Jusqu'au 20 janvier.

LAGRE. Per Kirkeby. Métroscopie. LaBouche-Lapoppe, rue Rastin (47-66-50-00). Jusqu'au 24 janvier.

L'ISLE-SUR-SEINE. René Dely. Hôtel Donat de Campredon. Jusqu'au 13 mars.

LYON. Les Indes de Saint-Etienne. Musée Saint-Pierre - Art contemporain, 16, rue de Président-Eugène-Herriot (78-30-40-66). Jusqu'au 11 janvier.

MARCO-EN-BARCEL. Chefs-d'œuvre des impressionnistes. Fondation Septentrion (50-46-26-37). Jusqu'au 21 février.

MARSEILLE. La peinture en Provence au XVI^e siècle. Jusqu'au 21 février. Germaine IV. Salle du FRAC. Jusqu'au 31 janvier. Centre de la Vieille-Charité (91-90-81-92). Gérard Traquand. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-34-77-75). Jusqu'au 31 janvier.

MONTBELLON. Joseph et Adrienne Lambert. Musée d'Alard (77-38-33-07). Jusqu'au 28 janvier.

MULHOUSE. Les manifestations flammanes entre 1775 et 1830. Musée de l'histoire au musée de la 3^e rue des Bonnes-Oues (89-45-51-20). Jusqu'au 17 avril. Véronique Flouquet. Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell (89-32-58-46). Jusqu'au 20 janvier.

NICE. Enzo Cucchi. Texte. Galerie des Péniches, 77, quai des États-Unis (93-42-31-24). Galerie d'art contemporain des musées de Nice, 59, quai des États-Unis (93-42-37-11). Jusqu'au 21 février.

NIMES. Collection du Musée d'art contemporain. Musée des Beaux-Arts, 10, rue Cuvier (66-67-38-21). Jusqu'au 30 janvier.

PÉRIEUX. Clady Sherman. Chapelle des Augustins. Musée de Périgueux (33-53-16-42). Jusqu'au 30 janvier.

RENNES. Riopelle. Auteur d'un tableau. Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola (99-28-55-85). Jusqu'au 29 février.

LA ROCHE-SUR-YON. Barbeau et Michel Léger : œuvres photographiques. Musée rue Georges-Clemenceau (51-05-54-23). Jusqu'au 31 janvier.

LES SABLES-D'OLONNE. Jacques Vieille. Musée de l'abbaye de Sainte-Croix. Jusqu'au 10 janvier.

SAINT-ETIENNE. L'art en Europe 1945-1953. Musée d'art moderne. La Terrasse (77-93-59-58). Jusqu'au 28 février.

SAINT-PIERRE. De la photo comme peinture. Galerie municipale d'art contemporain. Centre culturel Théo-Argeon, place F. Buisson (78-20-02-50). Jusqu'au 24 janvier.

TOULOUSE. Le portrait national de 1850 à 1900. Musée des Augustins, 21, rue de Metz (61-23-55-07). Jusqu'au 7 janvier.

TOURS. Per Kirkeby. Œuvres récentes. Centre de création contemporaine. Rue de la Bazouche (47-66-50-00). Jusqu'au 24 janvier.

TROYES. Métroscopie Charles-Dufresne (1878-1938). Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 24 janvier.

VILLEURBANNE. La collection d'art contemporain du Musée de Saint-Etienne. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Delord (78-84-55-10). Jusqu'au 21 février.

1^{er} DÉCEMBRE 1987 - 23 JANVIER 1988

PAUL KALLOS

ŒUVRES SUR PAPIER

GALERIE LEIF STÅHLE

CINEMA

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.a.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76).

LES NOCES BARBARES (C. Bel-fr.): Sept Parassiens, 14 (45-20-32-20).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-pal.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-all. v.a.): L'Espresso, 14 (45-20-32-20); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

NOYADE INTERDITE (Fr.): Epée de Bois, 9 (45-62-45-76); George V, 9 (45-62-45-76); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20).

L'ORIGINE DU BEURRE NOIR (Fr.): George V, 9 (45-62-45-76); UGC Boulevard, 9 (45-20-32-20).

OU QU TU SOIS (Fr.): Studio 43, 9 (45-62-45-76).

LA PASSION BEATRICE (Fr.-it.): L'Espresso, 14 (45-20-32-20); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

PRICK UP YOUR EARS (Fr.): L'Espresso, 14 (45-20-32-20); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

PROMIS, JURÉ... (Fr.): Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76); Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76); Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76).

RENEGADE (Fr.-v.f.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76); Marseille, 9 (45-62-45-76); Marseille, 9 (45-62-45-76).

ROXANNE (A. v.a.): Cinéma, 9 (45-62-45-76).

SENS UNIQUE (A. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

LES NOCES BARBARES (C. Bel-fr.): Sept Parassiens, 14 (45-20-32-20).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-pal.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-all. v.a.): L'Espresso, 14 (45-20-32-20); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

NOYADE INTERDITE (Fr.): Epée de Bois, 9 (45-62-45-76); George V, 9 (45-62-45-76); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20).

L'ORIGINE DU BEURRE NOIR (Fr.): George V, 9 (45-62-45-76); UGC Boulevard, 9 (45-20-32-20).

OU QU TU SOIS (Fr.): Studio 43, 9 (45-62-45-76).

LA PASSION BEATRICE (Fr.-it.): L'Espresso, 14 (45-20-32-20); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

PRICK UP YOUR EARS (Fr.): L'Espresso, 14 (45-20-32-20); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

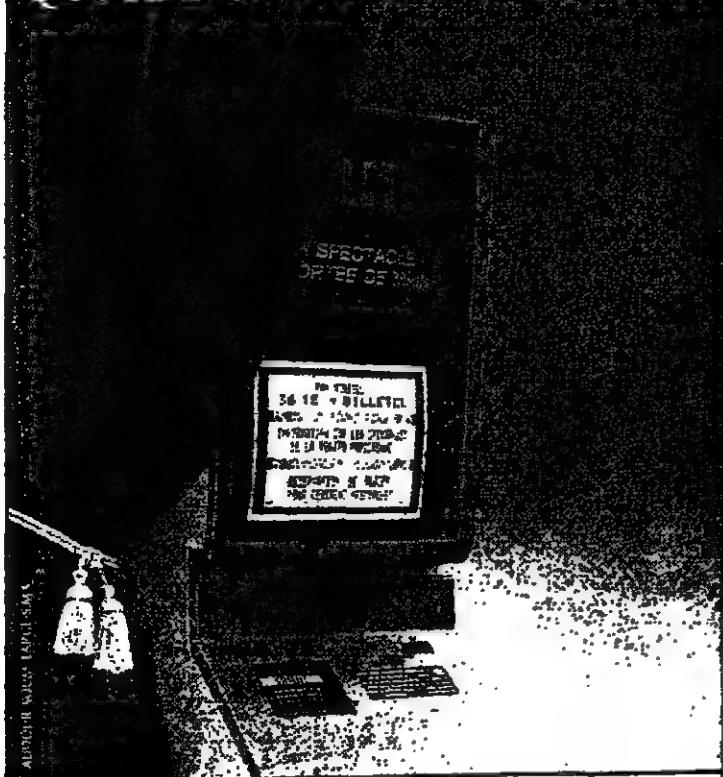
PROMIS, JURÉ... (Fr.): Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76); Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76); Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76).

RENEGADE (Fr.-v.f.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76); Marseille, 9 (45-62-45-76); Marseille, 9 (45-62-45-76).

ROXANNE (A. v.a.): Cinéma, 9 (45-62-45-76).

SENS UNIQUE (A. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20).

BILLETTEL, LE GUICHET QUI SE DONNE EN SPECTACLE.



A la Fnac, Biletel

vous offre instantanément trois services: le guide des spectacles sur écran, le choix et la réservation automatique des places et le paiement par carte bancaire des billets délivrés. Aux heures d'ouverture de la Fnac, des billets faciles à obtenir, sans temps perdu dans les files d'attente. Consacrez pour le moment à certaines manifestations sélectionnées par la Fnac (Cités-Cinés, festival de cinéma...) Biletel s'ouvrira très bientôt à tous les spectacles.

Biletel, le premier distributeur automatique de places de spectacles.

هكذا من الاصل

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-v.a.): Accorson (ex-Studio Cujas), 9 (45-62-45-76).

LE PRÊTE-NOM (A. v.a.): Action Rive Gauche, 9 (45-62-45-76).

SCARFACE (A. v.a.): Elysée Lincoln, 9 (45-62-45-76); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A. v.a.): Action Christine, 9 (45-62-45-76).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (R. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A. v.a.): Action Eclois, 9 (45-62-45-76).

Les grandes reprises

AMADEUS (A. v.a.): Grand Pavois, 15 (45-62-45-76).

L'ARME FATALE (A. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BEANCA (A. v.f.): Forum Arc-en-Ciel, 14 (45-20-32-20); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

PRICK UP YOUR EARS (Fr.): L'Espresso, 14 (45-20-32-20); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

PROMIS, JURÉ... (Fr.): Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76); Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76); Gaumont Opéra, 9 (45-62-45-76).

RENEGADE (Fr.-v.f.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76); Marseille, 9 (45-62-45-76); Marseille, 9 (45-62-45-76).

ROXANNE (A. v.a.): Cinéma, 9 (45-62-45-76).

SENS UNIQUE (A. v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20); Pathe Marignan, 14 (45-20-32-20).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-v.a.): Accorson (ex-Studio Cujas), 9 (45-62-45-76).

LE PRÊTE-NOM (A. v.a.): Action Rive Gauche, 9 (45-62-45-76).

SCARFACE (A. v.a.): Elysée Lincoln, 9 (45-62-45-76); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A. v.a.): Action Christine, 9 (45-62-45-76).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (R. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A. v.a.): Action Eclois, 9 (45-62-45-76).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-v.a.): Accorson (ex-Studio Cujas), 9 (45-62-45-76).

LE PRÊTE-NOM (A. v.a.): Action Rive Gauche, 9 (45-62-45-76).

SCARFACE (A. v.a.): Elysée Lincoln, 9 (45-62-45-76); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A. v.a.): Action Christine, 9 (45-62-45-76).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (R. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A. v.a.): Action Eclois, 9 (45-62-45-76).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-v.a.): Accorson (ex-Studio Cujas), 9 (45-62-45-76).

LE PRÊTE-NOM (A. v.a.): Action Rive Gauche, 9 (45-62-45-76).

SCARFACE (A. v.a.): Elysée Lincoln, 9 (45-62-45-76); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A. v.a.): Action Christine, 9 (45-62-45-76).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (R. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A. v.a.): Action Eclois, 9 (45-62-45-76).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-v.a.): Accorson (ex-Studio Cujas), 9 (45-62-45-76).

LE PRÊTE-NOM (A. v.a.): Action Rive Gauche, 9 (45-62-45-76).

SCARFACE (A. v.a.): Elysée Lincoln, 9 (45-62-45-76); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A. v.a.): Action Christine, 9 (45-62-45-76).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (R. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A. v.a.): Action Eclois, 9 (45-62-45-76).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-v.a.): Accorson (ex-Studio Cujas), 9 (45-62-45-76).

LE PRÊTE-NOM (A. v.a.): Action Rive Gauche, 9 (45-62-45-76).

SCARFACE (A. v.a.): Elysée Lincoln, 9 (45-62-45-76); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A. v.a.): Action Christine, 9 (45-62-45-76).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (R. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A. v.a.): Action Eclois, 9 (45-62-45-76).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-v.a.): Accorson (ex-Studio Cujas), 9 (45-62-45-76).

LE PRÊTE-NOM (A. v.a.): Action Rive Gauche, 9 (45-62-45-76).

SCARFACE (A. v.a.): Elysée Lincoln, 9 (45-62-45-76); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A. v.a.): Action Christine, 9 (45-62-45-76).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (R. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A. v.a.): Action Eclois, 9 (45-62-45-76).

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-v.a.): Accorson (ex-Studio Cujas), 9 (45-62-45-76).

LE PRÊTE-NOM (A. v.a.): Action Rive Gauche, 9 (45-62-45-76).

SCARFACE (A. v.a.): Elysée Lincoln, 9 (45-62-45-76); v.f.: Saint-Germain-Hochette, 9 (45-62-45-76).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A. v.a.): Action Christine, 9 (45-62-45-76).

LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL (R. v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (45-62-45-76).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A. v.a.): Action Eclois, 9 (45-62-45-76).

MUSIQUE

Les concerts

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Turkménistan, jusqu'au 17 janv., 20 h 30, mar. (pro-mièr.). Musiques rares d'URSS.

MAISON DE RADIO-FRANCE (45-30-15-16). Renaud François, Bruno Pasquier, Iva Hovda, 18 h 30, mar. Genevieve Joy (flûte, alto, cello et piano). (Œuvres de Honegger, J. Cocteau, Y. Taur et F. Bayer. Entrée libre. Kei Koito, 20 h 30, mar. (orgue). Œuvres de Jullien, Franck et Durand. Entrée libre. - Arto Noras et Aloha Eha, 22 h 30, mar. (violoncelle et piano). Œuvres de Beethoven, Schöcher, Rachmaninov et Paganini. Entrée libre. - Alain Neveu, 20 h 30, mar. (piano). Œuvres de Schubert et Weber. Entrée libre.

NOTRE-DAME-DE-PARIS (entrée libre). Jean-François Devilliers, 17 h 45, dim. (orgue). Chalon-sur-Saône. - Tableaux d'une exposition, de Montsergi.

PÉNICHES (opéra) (45-45-15-30). Les Péniches du Palais, jusqu'au 31 janv. 21 h, mer. - Jean, ven. sam. lun. 17 h, dim. Or - Oh? Ils chantent la bouche pleine, opéra de bouche qui teste d'associer le plaisir de chanter au plaisir de la bouche. Chœurs de l'XVI^e siècle. Mise en scène de M. Laroche, avec l'ensemble de Beethoven, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Mais qui a tué Harry? - mar. séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CHARLES CHAPLIN, Studio 43, 9 (45-62-45-76). Un roi à New York, mar. ven. 18 h; Monsieur Verdoux, jeu. sam. dim. 18 h; Les Temps modernes, sam. 14 h, dim. 16 h; Le Kid, mer. 14 h, sam. 16 h; La Rue sans Loi, mer. 16 h, sam. 14 h; Le Dictateur, dim. 14 h; Les Femmes de la rue, mar. 17 h 30; Le Pécuniaire, Charlot soliste, jeu. de paye, mar. 14 h, sam. 16 h; Charlot, Charlot, Charlot, mer. 16 h, dim. 14 h.

CYCLE JACQUES TATI, Saint-Michel, 15 (45-62-45-76). Jour de fête, film 13 h 55, 17 h 10, 22 h 50; Les Vacances de M. Hulot, film à 15 h 20, 21 h + star. 0 h 20; Mon Oncle, film à 18 h 45.

THEATRE 14 JEAN-MARIE SEREAU (45-43-49-77). Orchestre de chambre Bernard Calmet, 20 h 45, lun. Œuvres de Vivaldi et Bach, 90 F, 60 F.

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45-70-36-77). Quatuor Irati-Dumy-Cassé-Ménier, 20 h 30, mar. Dir. par V. Neumann, avec C. Ludwig (mésopran) et T. Maser (t.). Œuvres de Mahler. - Orchestre Colonne, 20 h 30, mar. Chœur de l'Orchestre Colonne, chef de chœur: J. Sourisse, avec P. Enroson, E. Heberich, E. Tuschoff, C. H. Abouja et F. Vassar. Œuvres de Haydn et Mozart. - Nouvel Orchestre philharmonique, 20 h 30, jeu. Dir. par J. Nelson. Le Chœur de Radio-France dir. par M. Tranchesi, avec S. Walker (mésop.). F. Planat (t.) et L. Albert (b.). - Rondo et Juliette, de Berlioz.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (45-61-83-73). Trio Rostropovitch, 20 h 30, lun. Œuvres de Beethoven, De 44 F à 265 F. - Christiane Eda-Pierre et Alexandre Tharaud, 18 h 30, lun. (soprano et piano). Œuvres de Schubert, Ravel et Chopin. 49 F.

THEATRE RENAUD-BARRAULT (45-50-00-00). Hommage à Michel Foulon, 20 h 30, lun. Par l'ensemble intercontinental, dirigé par Pierre Boulez. Œuvres de Stockhausen, Weber, Messiaen, Boulez, Schoenberg, Berlioz, P. 195 F et 80 F.

LES PREMIERS FILMS DES GRANDS RÉALISATEURS, Paulincois, 9 (45-54-15-04). Terre sans pain, les Veuves de Verdun, les Femmes de la vie d'un clown. Tous les garçons s'appellent Patrick, la Vengeance d'une orpheline russe, séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h.

MARILYN MONROE (v.a.). Le Champ, 9 (45-54-51-60). Chérie le me sens rajeunir, mar. à 14 h, 16 h, 20 h; Les hommes préfèrent les blondes, dim. à 14 h, 16 h, 20 h; Sept ans de rébellion, lun. à 14 h, 16 h, 20 h; Comment épouser un millionnaire, jeu. à 14 h, 16 h, 20 h; Le Milliardaire, sam. à 14 h, 16 h, 20 h; Marilyn, mar. à 14 h, 16 h, 20 h.

MONTY PYTHON (v.a.). Saint-Germain Studio, 9 (45-63-33-20). Monty Python, la vie de Brian, mar. ven. film à 14 h 25, 16 h 15, 18 h 05, 19 h 55, 21 h 50; Jéhovah, jeu. dim. film à 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45; Monty Python, sacré Graal, sam. lun. film à 14 h 25, 16 h 15, 18 h 05, 19 h 55, 21 h 50; Monty Python, le sens de la vie, mar. film à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 50, 19 h 55, 21 h 55.

QUE VIVA EISENSTEIN (v.a.). Casanova, 9 (45-54-25-30). Océan, mar. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 15 min après: le Journal de Gionnon, la Grève, jeu. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45; 19 h 45, 21 h 45 film 15 min après: Que viva Mexico 1, ven. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 15 min après: le Pré de l'été, Alexandre, Nouvel, sam. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 15 min après: Ivan le Terrible, dim. film à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45; le Cairense, dimanche, lun. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 15 min après: la Ligne générale, mar. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 15 min après.

RÉGARD SUR LE CINÉMA SOVIÉTIQUE (v.a.). Le Triomphe, 9 (45-62-45-76). L'Épaveur, mar. film à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Mon ami Ivan Lapchine, ven. film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Adieux à Maudslaw, sam. film à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Le Thème, dim. film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Le Récepteur, lun. film d'un homme mort, mar. film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

RÉTROSPECTIVE NANNI MORETTI (v.a.). 14 Juillet Parassiens, 9 (45-62-45-76). Rive d'or, lun. film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Ecco bomba, ven. film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Je suis un anarchiste, jeu. dim. film à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; La messe est finie, sam. mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

SIX CONTES MORUAUX, Reflet Logis 1, 9 (45-54-43-34). Ma nuit chez Maud, dim. film à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45; la Collectionneuse, jeu. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 10 min après: l'Amour l'appelle, ven. mar. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 10 min après; le Genou de Claire, sam. lun. séances à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 film 10 min après.

Jazz, pop, rock, folk

RAISER SALE (45-33-77-11). Dérègent, 20 h, mer. ven. sam. Marie-Jeanne Leche (chants, textes), Bruno de Lyle (guit. comp.), François Ostapowicz (sax. alto), Denis Chauvet (basse), Benjamin Henocq (batt.). Franck Vrotop (effets spéciaux). Tlénco, jusqu'au 10 janv., 23 h, mer. jeu. ven. sam. dim. Olivier Montiel (batt.), Patrick Tillman (violin), Bertrand Brinet (basse), Laurent Vernerey (clavier).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (45-36-65-05). Pierre Solita, Benny Vasseur, jusqu'au 17 janv., 21 h 30, lun. mar. Benny Waters et J.-P. Sasson Quartet, 21 h 30, mer. jeu. ven. sam. dim.

LA CIGALE (45-23-38-00). Michel Jansz, jusqu'au 2 mars, 15 dim. lun., 20 h, mer. jeu. ven. sam. dim.

DUNOIS (45-84-72-00). Yves Robert Trio, 20 h 30, ven. sam. Yves Robert (trombone), Bruno Chevillon (tbn), Arnon Scott (bass.), Alan Silver & le Celestial Communication Orchestra, 19 h 30, dim. avec les invités: Bobby-Few (piano), Bruno Grand (violin), Francis Wright (sax. alto).

EXCALIBUR (45-04-74-52). Chacoe orchestra R'n'B, 23 h, mer. Styles et le Bunch, 23 h, jeu. blues, country: Alist Terrell, Ghada de Palma et les gangsters, 23 h, ven. Blues, jazz, pop, 23 h, sam. 23 h, Animation: Christian Donadieu, Linda Hopkins Sextet, à partir de lun. jusqu'au 23 janvier, 22 h, lun. mar. Linda Hopkins (chant), Les Allen (sax. alto), Irvin Stokes (tromp.), Harold Brevin (piano), Peter Brown (basse), Peter Grant (batt.), The Loud Hampton (sax. alto), Doug Miller (tbn), Rob Middleton (baryton), Gerry Weldon (alto) et deux chanteuses.

LE LOUISIANA (45-36-58-98). Philippe de Prusse, 21 h, mer. mar. Bozo's (alto), Doug Miller (tbn), Rob Middleton (baryton), Gerry Weldon (alto) et deux chanteuses.

MAGNETIC TERRACE (45-36-26-44). Patty Lavette, jusqu'au 16 janvier, 22 h 30, mer. jeu. ven. sam. mar.

LE MONTANA (45-48-93-08). Raed Urzger Trio, 22 h 30, mer. jeu. ven. sam. Avec Eric Dervin et Ricardo Galvan. José Lacroix en trio, jusqu'au 9 janvier, 22 h 30, mer. jeu. ven. sam. Claude Luter Quartet, 22 h 30, lun. mar. Duo François Rillanc & invités surprises, 22 h 30, dim.

MUSEE D'ART MODERNE (petit auditorium) (entrée libre). Open Air Quartet, 15 h, dim. Eric Lohrer (guit.), David Patrois (violin), Laurent Camoussat (basse), Emmanuel Judith (batt.).

NEW MORNING (45-23-51-41). Dixie Gillespie Quintet, 19 h, dim. 22 h, dim. avec Sam Rivers, Ed Cherry, John Lee, Jesse Berres & Cartoon en première partie.

OLYMPIA (45-61-82-25). Pao Pao Pao, 20 h 30, mer. jeu. ven. sam. 17 h, dim.

PETIT JOURNAL, MONTMARTRE (45-21-56-70). Alain Mion, 21 h 30, lun.

mer: Libertad Bouhen, 21 h 30, jeu. mar. au club-club; Northill, orchestre de Louis Vigneron, 21 h 30, ven; Launo-Jazz, 21 h 30, sam.; Orchestre de l'Île-de-France, 21 h 30, mar. solistes: Claude Bolling, Roger Guérin.

PETIT JOURNAL, SAINT-MICHEL (45-26-38-59). Watergate swing & One, 21 h 30, mer.; Alan Bouchet Sextet, 21 h 30, jeu. (tromp.); Jacques Doudelle Swing Orchestra, 21 h 30, ven. soirée consacrée à Sidney Bechet: Clarinet Conscience Quintet, 21 h 30, sam.; Alligator Jazz Band, 21 h 30, lun. - Années 30: Claude Luter Sextet.

PETIT OPPORTUN (45-36-01-36). Mark Levine Trio, 23 h, Mark Levine (piano), Michel Gaudry (tbn), Al Levitz (batt.).

PULLMAN SAINT-JACQUES (bar Tahome) (45-89-89-80). Georges Arvan-tinos Trio, 22 h 30, jeu. ven. sam. Georges Arvan-tinos (piano), Claude Guillot (violin), Albi Cuzak (tbn), Numidia, 22 h, mer. lun. mar. pianiste cubaine.

SLOW-CLUB (45-33-34-30). René Franc Hot Jazz Sextet, 21 h 30, mer. jeu. ven. sam. mar.

SUNSET (45-61-46-60). Didier Makaga Group, 23 h, mer. jeu. ven. sam. dim. Didier Makaga (vib. claviers), Khalil Chahine (guit.), François Moutin (tbn), Thierry Arpinon (batt.), John Handelman, 23 h, lun. mar. (sax.), Patrick Fratet (guit.), Thierry Colson (basse), Michel Bouquie (batt.).

THEATRE DE LA BASTILLE (45-57-42-14). Denis Levaillant et Friends en trio, 21 h, jeu. ven. sam. 17 h, dim. Barry (alto), Denis Levaillant (piano), Barre Phillips (tbn).

THEATRE DE LA VILLE (45-74-22-77). Lili Luch, jusqu'au 16 janvier, 18 h 30, ven. sam. mar. (piano, synth., guit.). Laura Almerich (guit. harpe, guit. électrique), Carlos Cases (synth. électronique), Manuel Rubinfeld (flûtes), Pao Rodriguez (basse électr.), Andrew L'back (perc.), Choua Gascas, Robert Garrigou, Immaculada Ines, Naria Jene, Berna Oja.

TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (45-58-58-73). Gomina, 22 h, lun. tango; Raul Barboza, jusqu'au 6 février, 22 h, mer. jeu. ven. sam. mar. 24 h, ven. sam. Bal tango, 17 h, dim.

UTOPIA JAZZ CLUB (45-32-78-66). Vincent Abail, 22 h, mer. Blues et country: Blue Wave, 22 h, jeu. Blues-grass: Cathie Gravelle, 22 h, ven. Rhythm and blues: Wolfgang, 1 h, ven. Blues et country: Guillaume Honky Tonk Petite, 22 h, sam. Blues et boogie: Erik Krissy, 1 h, sam. Blues et country: Patrick Verbeke, 22 h, mar. Blues.

CITY ROCK (45-59-52-09). Freddy Meyer & Surprise, 23 h, jeu. Soirée Elvis Presley, 23 h, ven. Avec plusieurs invités: Look de Paris, 23 h, sam.; Studs, 23 h, dim.; Duncan Calton, 23 h, lun.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (45-52-25-15). Miroslav, 18 h, lun. h. h. h.

OLYMPIA (45-61-82-25). Sapho, à partir de mar. jusqu'au 17 janvier, 20 h 30, h. h. h.

PALACE (45-46-10-87). Ros « la Fiesta », 23 h, jeu. Flamenco-rock. Espans vidéo de René Llorca: Soirée French kiss, 23 h, mer. Soirée The Mix, 23 h, mar.

SENTIER DES HALLES (45-08-46-91). Jean Kaniok, du 12 au 30 janvier (af dim et lun.), 22 h 30, mar. (chant), Edouard Perrochon (claviers), Claude Gomez (claviers), Jean-Luc Lopez (batt.), Simon Vasserman (guit.).

ZENTRA (45-08-60-00). John Cougar, 20 h, lun.

THEATRE NATIONAL OPERA DE PARIS

PALAIS GARNIER

OPHÉE AUX ENFERS

OFFENBACH/ZAGROSEK/MARTINOTY
19, 20, 23, 24 (mat.), 25, 28, 31 Janvier

HOMMAGE A SERGE LIFAR

avec les Étoiles, le Ballet et l'École de Danse de l'Opéra
30 Janvier, 1, 9, 10, 17, 19, 23, 25, 26, 29 Février

SALLE FAVART

ARTE BLANCHE A VENET ET ARMAN

PEINTRES ET SCULPTEURS A L'OPERA
16, 19, 20, 21, 22, 23 (m. et s.) Janvier

Renseignements:
47425750
Minitel:
3615 Code COM21

Location par téléphone 47425371
13 jours à l'avance.

VO: PATHE MARIGNAN - PATHE HAUTEFEUILLE - FORUM HORIZON - LES PARNASSIENS - LES MAILLOT
14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE
VF: PATHE FRANÇAIS - PATHE MONTMARTRE - LES NATIONS - FAUVETTE - MISTRAL - PATHE WEPPLER

Périphérie: PATHE BELLE ÉPINE - CYRANO VERSAILLES - C2L SAINT-GERMAIN - VELIZY
4 TEMPS LA DÉFENSE - GAMMA ARGENTEUIL - FRANÇAIS ENGHEN - ARTEL NOGENT - ARTEL CRÉTEL

«Une grande puissance d'émotion»

Si «Gardens of Stone» est l'anti-«Apocalypse Now», c'est aussi parce que COPPOLA ne montre plus de militaires déchaînés, cédant au vertige de l'horreur. Mais simplement des hommes... des hommes qui aiment, des hommes qui doutent, des hommes qui pleurent...

JAMES CAAN fantastique... plus vrai que nature... Il y a longtemps qu'on n'avait vu personnage aussi humain sur un écran.

Studio Magazine

«FRANCIS COPPOLA n'a jamais eu une telle puissance, projeté à l'écran tant de force, de passion, de beauté.»

Actuel



Derrière l'uniforme d'un soldat
exemplaire: la peur, l'espoir, l'amour.

UN FILM DE FRANCIS COPPOLA JARDINS DE PIERRE (GARDENS OF STONE)

LES FILMS TRI-STAR MICHAEL I. LEVY «GARDENS OF STONE» JARDINS DE PIERRE
JAMES CAAN ANJELICA HUSTON JAMES EARL JONES
D.B. SWEENEY DEAN STOCKWELL MARY STUART MASTERSON
CARMINE COPPOLA BARRY MALKIN DEAN TAVOLARIS
JORDAN CRONENWETH A.S.C. DAVID VALDES
STAN WESTON JAY EMMETT FRED ROOS NICHOLAS PROFFITT
RONALD BASS MICHAEL I. LEVY FRANCIS COPPOLA

ARTS ET SPECTACLES

THEATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LA DERNIÈRE BANDE. Théâtre de la Cité internationale (43-89-38-69) (dim. 1, 20 h 30).

LE PRINCE DES RATS. Théâtre Esplanade de Paris (43-78-46-42), 21 h, dim. 17 h 16.

QUAND J'AVAIS CINQ ANS, JE N'ÉTAIS TUE. Théâtre du Rond-Point, 2, rue des Vignes (42-88-64-44), 20 h 30, dim. 17 h 17.

LE PUBLIC. Théâtre national de la Colline (43-46-43-60), 20 h 30, dim. 15 h 20.

RUE BLANCHE. UN MIROIR POUR LA MÉMOIRE. Petit Théâtre (48-74-44-30). Les 7 et 8 à 10 h 30 et 18 h 30.

TOMAS. TEREZA. SABENA. FRANZ ET LES AUTRES. Théâtre 347 (48-74-44-30). Les 8, 9, 11, 12 à 20 h 30, le 9 à 15 h.

DIEU A MORT. Théâtre de Molière (43-78-46-42), 20 h 30, dim. 15 h 20.

FEMMES DE CIRQUE. Porte de la Villette (2, rue de la Cléme), 20 h 30, dim. 15 h 20.

LINE. OU LE PREMIER. Théâtre Marie-Sœur (45-08-17-80). Dim. 20 h 30.

LA TAUPÉ. Théâtre de la Porte-Saint-Martin (46-07-37-53). 20 h 45, dim. 18 h à 21 h, dim. 15 h 30.

MÉRIER ET CAMIER. MOGART AU CHOCOLAT. Maison des arts de Créteil (48-99-18-88). 20 h 30, dim. 15 h 30.

L'AVARE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philips (42-43-17-17). 20 h 30, ven. et sam. à 14 h 15, dim. à 20 h 30, dim. à 16 h 15.

SUZANNA ANDLER. Théâtre 13 (45-88-16-30). 20 h 45, dim. 15 h 30.

LA GUERRE DE TROIE N'AURA PAS LIEU. Comédie-Française (40-15-00-15). Sam. lun. mar. à 20 h 30, dim. à 14 h 15.

UNE SOIRÉE PAS COMME LES AUTRES. Théâtre des Nouveautés (47-70-52-76). 20 h 30, sam. 18 h à 20 h 30, dim. 15 h 30.

LE HIBOU. Montreuil. Studio Bérthelot (48-57-57-72) (11).

LES LIANES DANGEREUSES. Théâtre Edouard-Vaillant (47-43-57-49). 20 h 30 (12).

JEAN-PIERRE CHABROL JOUE. Théâtre Grévin (42-46-84-47). 21 h (12).

LES CARIERS TANGO. Théâtre Antoine (42-06-77-11) (12).

AGLAVINE ET SELVETTE. Théâtre Athénée-Louis-Jouvet (47-42-67-27) (12).

JE CHERCHE UN ÊTRE À ENVAHIR. Guichet Montparnasse (43-27-86-41) (12).

LE JARDIN DE TCHERKOV. Théâtre Renaud-Barrault (43-56-60-70) (12).

FINIR LA COMÉDIE. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80) (12).

LE CID IMPROVISÉ. Théâtre du Musée Grévin (42-46-84-47) (12).

LES FEMMES DÉNATURÉES. Cité internationale universitaire (45-89-38-69) (12).

HORS PARIS

BOURGEOIS. Woyzeck. Les 7 et 8 à la Maison de la culture.

DIJON. L'AMOUR EN TUBES. Théâtre du Parc Saint-Jean (80-30-63-58). Du 12 au 24 janvier.

MARSEILLE. LA RÉPUBLIQUE. Théâtre d'Essai (91-42-45-33). Du 11 au 16 janvier.

MONT-SAINT-AIGNAN. L'UNIVERS ACTIF. Théâtre (35-74-18-70). Du 8 au 17 janvier.

TOURS. Woyzeck. Théâtre Louis-Jouvet. Du 12 au 16 janvier.

Les salles à Paris

ARCAN (43-38-19-70). D. Le Roman: lun. 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (45-89-43-22). O. Ne rentez que l'Amour: 20 h 30 (sam. ven. dim. dernière).

ARTS-HÉBERTOT (43-57-23-23). Daphnis et Chloé + l'île de Tulipatan: 20 h 30, dim. 15 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). D. Aglavaine et Selysette: mar. 18 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). Zou: 20 h 45. Rel. dim. lun. D. Match d'été: 21 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-34). O. L'Exécuteur: 20 h 45 (sam. ven. lun. 18 h et 21 h 30).

CARÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). D. Chant d'amour et d'origine: dim. 17 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). D. l'ipogée: ven. sam. 20 h 30, lun. 19 h 30, dim. 16 h. Rel. mar. jeu. mar.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-08-39-74). D. Volpone ou le remède: jeu. ven. sam. 20 h, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle 1. La Vierge à la fontaine: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun. Les Fragments: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SILENCE (43-74-24-08). L'Inde ou l'Inde de leurs rêves: 18 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun. mar.

CHATELAIN. WALLONIE-BRUXELLES (42-96-12-27). La Revue Paris-Glory (Festival d'automne à Paris): 21 h. Rel. dim.

CHATELAIN. ANNIE-FRATTELLI (48-45-20-20). D. Femmes de cirque: ven. sam. mar. 20 h 30, dim. 15 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. La Dernière Bande: 20 h 30. Rel. dim. lun. D. Les Femmes démenties ou la rencontre imaginaire de Molière et Flaubert: 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). D. Revue d'été à l'Élysée: ven. sam. lun. mar. 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. mar.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Mon Faust: 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-23-22).

Casanova ou la Dissipation: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. La Poudre aux yeux: 14 h, jeu. 20 h 30. O. Monsieur de Pourcergnac: 14 h, jeu. 20 h 30. O. Monsieur de la Roche: 20 h 30 (Dim.). D. La Guerre de Troie n'aura pas lieu: sam. lun. (salle réservée), mar. 20 h 30, dim. 14 h. Rééditions: les galaneries du duc d'Osouze: lun. 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). D. Monsieur Masure: ven. sam. lun. mar. 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. mar.

DIX-HUIT THÉÂTRE (43-26-47-47). S.O.S.: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun.

EDGAR (43-20-65-11). Les Babes-Cadoux: 20 h 30. Rel. dim. Nous on fait où on nous dit de faire: 22 h. Rel. dim.

ELDORADO (42-49-60-27). O. L'As-tu de cheval blanc: 15 h, jeu. sam. dim. 15 h, sam. 20 h 30.

ESPACE KIRON (43-73-50-25). D. Le Temps. Le feu: ven. sam. 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (43-78-46-42). 17 h. Rel. dim. soir. lun.

FONTAINE (48-74-74-40). Au secours, tout va bien: 21 h, sam. 18 h. Rel. dim. lun.

GATE-MONTMARTRE (43-22-16-18). D. L'Élégance: ven. mar. 21 h, sam. 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

GALERIE 55 (43-26-63-51). D. You're good man Charlie Brown: mar. 20 h 30.

GAULI-THÉÂTRE (SALLE GAULI) (45-43-20-30). O. La petite chatte est morte: 19 h (Jeu. ven. sam. dernière) 15 h 30.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-86-41). La Colombe. Aux abysses: 20 h 30. Rel. dim. lun. D. Le chœur de la nuit: à partir de mar. et jusqu'en février 6, mar. 19 h.

LE BEAUBOURGEOIS (42-72-08-51). Claude Végé: 22 h 30. Rel. dim. lun.

LE GRAND EDGAR (43-20-69-05). Wm. décapé autour des oreilles. V. vous plaît: 20 h 15. Rel. dim. Carmines Cro: 22 h. Rel. dim.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). O. Alou bonheur: 19 h. L'Étonnant Fa-mille Broussé: 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir. lun. D. Baby Sitting: lun. mar. (dernière) 19 h. Fous-moi la paix avec Gainsbourg: jeu. ven. sam. (dernière) 19 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre sol. Paroles en commode d'un créateur à un autre: 20 h. Rel. dim. Nous. Thé et Vincent Van Gogh: 21 h 15. Rel. dim. Théâtre rouge. Le Petit Prince: 20 h. Rel. dim. Voulez-vous marier?

quais cherche catholique chauve: 21 h 15. Rel. dim.

MADEIRA (42-64-07-09). Les Pieds dans l'eau: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). D. Les yeux-encore: mar. 20 h 30.

MARAS (43-78-03-53). En famille. on s'arrange toujours: 20 h 30. Rel. dim. s'arrange toujours: 20 h 30. Rel. dim.

MARIE STUART (45-08-17-80). D. Line ou le Premier: jeu. ven. sam. mar. 20 h 30. Rel. dim. lun. Finie la comédie: mar. 21 h 45.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). D. La Montagne: jeu. ven. sam. mar. 21 h. sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

MICHEL (42-45-35-02). D. La Chanson d'été: ven. mar. 21 h 15, sam. 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

MOGADOR (42-85-28-80). Cabaret: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

MONTMARTRE (43-22-77-74). D. Le Secret: jeu. ven. mar. 21 h. sam. 21 h 15 et 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). D. Une soirée pas comme les autres: sam. 21 h 30, mar. 20 h 30, sam. 18 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

ODÉON (COMÉDIE-FRANÇAISE) (43-25-70-32). Le Marchand de Venise (Festival d'automne à Paris): 19 h 30, dim. 14 h. Rel. dim. soir. lun.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). O. L'Ange de l'information: 18 h (Jeu. ven. sam.).

OEUVRE (48-74-42-52). D. Léopold le bien-aimé: mar. 20 h 45. Rel. dim. soir. lun.

PALEIS DES GLACES (46-07-49-93). D. La Mésolite Promis à Paris: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir. mar.

PALEIS DES SPORTS (48-28-40-90). O. L'Adieu du coureur de Lyon: 14 h, dim. 14 h, sam. 15 h et 20 h 30, dim. 18 h 30, ven. sam. mar. 20 h 30. Rel. jeu. lun.

PALEIS ROYAL (42-97-59-81). D. L'Heure du caillou ou le Démon de l'homme: ven. mar. 20 h 30, sam. 21 h et 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Y'a bon Bamboula: 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir. lun.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle 1. Route noire: 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

PORT SAINT-MARTIN (46-07-37-53). D. La Taupé: ven. mar. 20 h 45, sam. 21 h et 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

RANKLACH (42-88-64-44). D. Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué: jeu. ven. sam. mar. 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir. lun.

Cinéma



Vous aimez le cinéma.
Vous suivez les festivals.
Vous ne regardez que les
films à la télé.
Nous aussi.

Pour le plaisir
du cinéma
nous vous offrons
4 numéros
gratuits

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
Bon à retourner à CINÉMA 88 - 48, rue du Fag Poissonnière - 75008 Paris - Tél. (1) 42 46 37 50.

CONCERT DE MUSIQUES AFGHANES

Rebab - Ney - Tambour - Table



au bénéfice de
Médecins du Monde

Samedi 9 Janvier 1988 à 20 h 30
Fondation Mona BISMARCK
34, avenue de New-York - 75016 Paris

Prix: 78 F

Réservation 3 FNAC et Fondations:
47 23 38 88 (12 h - 19 h)
Exposition de tapis, photos, aquarelles,
jusqu'au 14 Janvier.

هكذا من الامم

Météorologie

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 janvier à 0 h TU et le jeudi 7 janvier à 24 h TU.

Après les épisodes pluvieux des jours derniers, un régime de nord-ouest nous apportera un temps instable et plus frais.

Éclaircies, averses et fraîcheur.
L'ensemble de la France sera soumise à un temps variable et frais où nous passerons rapidement du soleil aux nuages et aux averses.

Des orages pourront éclater par endroits (en donnant parfois de la grêle) particulièrement près des côtes.

Au cours de la journée se produira un passage de pluies et d'averses plus marquées. Il se situe le matin du Sud-Ouest au Centre, au Nord-Est et aux Alpes. On le retrouvera le soir près des frontières du

Nord-Est. Les éclaircies y seront moins nombreuses que sur les autres régions.

La neige apparaîtra à basse altitude, à partir de 400 mètres environ (un peu plus haut dans les Pyrénées).

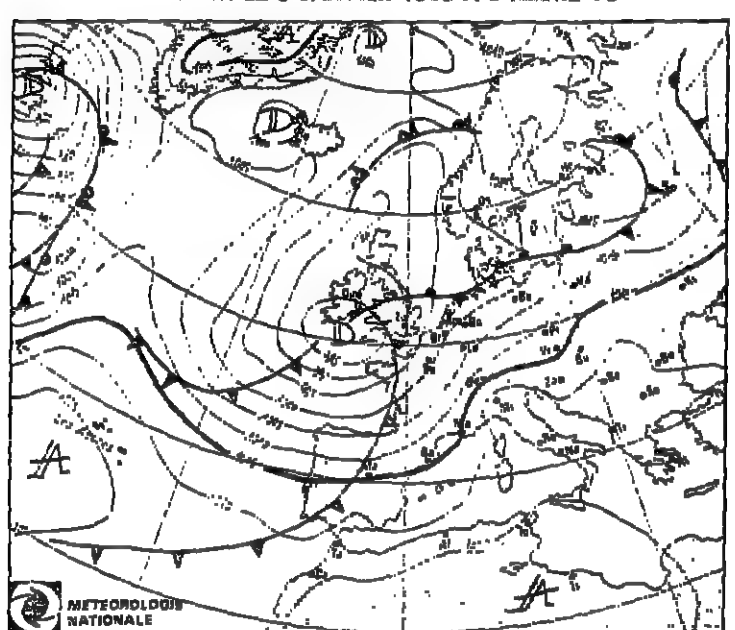
Le mistral et le tramontane se lèveront dans la journée.

Le soir, les nuages reviendront plus nombreux sur la Bretagne.

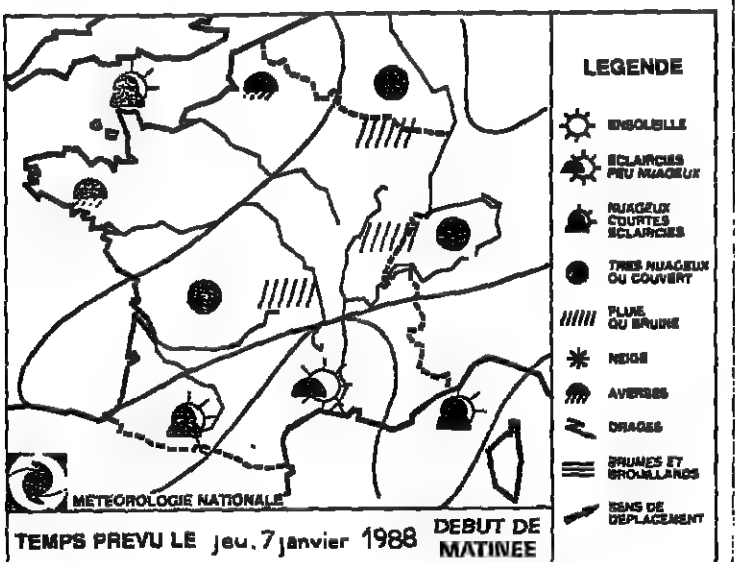
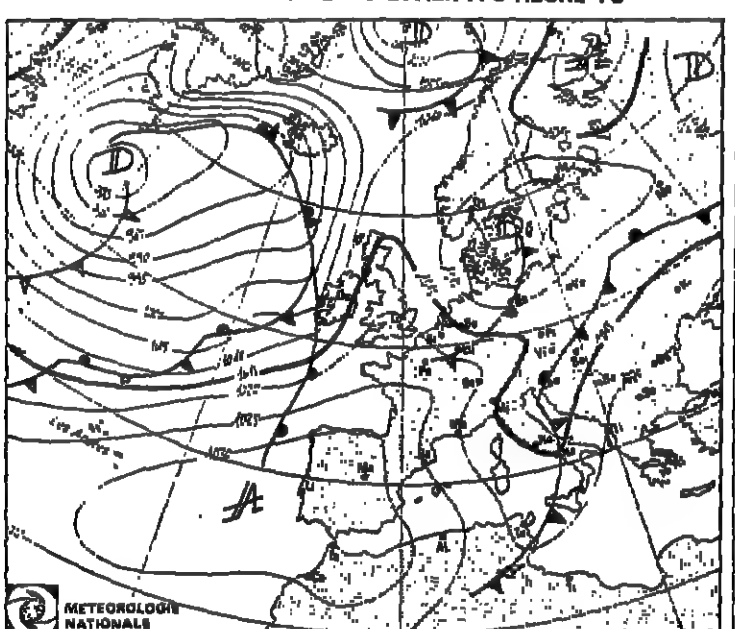
Les températures minimales sont en baisse dans le Nord-Ouest. Il fera de 3° à 5°. Dans le Sud-Est, il fera également frais le matin : de 3° à 4°. Sur les autres régions, les températures seront voisines de 6° à 8°. L'après-midi, les températures seront plus uniformes sur toutes les régions : de 9° à 10° dans le Nord-Ouest, de 10° à 11° dans le Sud-Ouest, de 9° à 10° sur les autres régions.

C'est sur le littoral méditerranéen qu'il fera le plus chaud : 12° à 14°.

SITUATION LE 8 JANVIER 1988 A 0 HEURE TU



PREVISIONS POUR LE 8 JANVIER A 0 HEURE TU



| TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés | | | | | | | | | | | |
|---|-------|--------------|-------------|----------------|-------|-------|---------|----------------|----|----|---|
| Valeurs extrêmes relevées entre le 05-01 à 6 heures TU et le 06-01-1988 à 6 heures TU | | | | | | | | | | | |
| FRANCE | | | | | | | | | | | |
| ALGER | 18 | 8 | D | TOULOUSE | 14 | 9 | P | LYON | 10 | 10 | P |
| ANGERS | 16 | 9 | A | POINTE-À-PITRE | 30 | 22 | A | MAURIZIO | 12 | 8 | P |
| BORDEAUX | 16 | 8 | P | ÉTRANGER | | | | | | | |
| BREIZH | 11 | 7 | P | ALGER | 24 | 6 | N | MARRAKECH | 20 | 11 | N |
| CAEN | 12 | 8 | P | AMSTERDAM | 11 | 9 | P | MEXICO | 23 | 4 | B |
| CHERBOURG | 11 | 7 | P | ATHÈNES | 17 | 10 | D | MONTREAL | 11 | 17 | A |
| CLERMONT-FERRAND | 16 | 9 | N | BANGKOK | 33 | 22 | N | NOUVOU | 1 | 1 | + |
| DIJON | 16 | 6 | C | BARCELONE | 18 | 6 | D | PARIS | 27 | 18 | N |
| GRENOBLE-SAHM | 9 | 5 | D | BERLIN | 13 | 0 | B | NEW-YORK | 9 | 10 | D |
| LYON | 13 | 5 | P | BRUXELLES | 12 | 7 | P | OSLO | 3 | 0 | + |
| LYONS | 12 | 6 | P | COPENHAGUE | 12 | 10 | P | PALMA-DE-MAJOR | 17 | 9 | C |
| LYONS | 13 | 5 | P | DANMARK | 17 | 12 | D | PERIN | 3 | 9 | + |
| MAURIZIO | 12 | 8 | P | DELHI | 24 | 17 | P | RUSSIANIA | 30 | 26 | C |
| NANCY | 14 | 9 | C | DIJON | 20 | 11 | B | ROME | 16 | 11 | M |
| NANTES | 13 | 8 | A | GENEVE | 13 | 5 | C | SINGAPOUR | 32 | 23 | O |
| NICE | 16 | 10 | P | HONGKONG | 20 | 15 | N | STOCKHOLM | 2 | 1 | + |
| PARIS-MONTY | 14 | 9 | C | ISRAËL | 13 | 7 | P | SYDNEY | 26 | 20 | D |
| PARIS | 12 | 7 | P | JERUSALEM | 13 | 7 | P | TOKYO | 8 | 1 | N |
| PERPIGNAN | 13 | 8 | A | LISSONE | 16 | 10 | N | TUNIS | 30 | 27 | N |
| RENNES | 13 | 8 | A | LONGRES | 10 | 8 | A | VARSOVIE | 3 | 6 | P |
| STRASBOURG | 15 | 10 | C | | | | | VENISE | 3 | 5 | C |
| | | | | | | | | VIENNE | 14 | 2 | B |
| | | | | | | | | | | | |
| A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L |
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige | | | |

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France - heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Naissances

Judith LAMBERGER
et
Pierre BERNBAUM

ont la joie de faire part de la naissance de

Léa,

le 30 décembre 1987, à Paris.

Michel CHAVERONNIER,
Marie-Émile DESARMAGNAC,
son épouse,
et **Anne-Laurie,**

ont la joie d'annoncer la naissance de

Roxane, Sophie,

le 28 décembre 1987, à Aix-en-Provence.

Laurence et Denis HAUTIN-CURRAUT,
Solen et Maë,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Fanny,

à Paris, le 5 janvier 1988.

Éric MANDEL
et **Isabelle, née Marcem,**

ont la joie de faire part de la naissance de

Robin,

Paris, le 5 janvier 1988.

7, rue Degas,

75007 Paris.

Décès

M^{me} Frédéric Bos,
sa fille,
M. Bernard Bos,
Le docteur Paul-Louis Bos,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Émile AMBLARD,
née Marguerite Thoenes,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancienne directrice des écoles
de la Chambre syndicale
de la couture,

survenue à Noyers (Yonne), le 2 janvier 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 janvier, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-aux-Neiges, à Aurillac (Cantal).

Cet avis tient lieu de faire-part.

42, quai des Orfèvres,
75001 Paris.

Le conseil national d'administration de la Météorologie nationale des personnels civils de l'aviation
fait part du décès de

M. Daniel AMIOT,
président général,

survenu le 30 décembre 1987.

Les obsèques auront lieu le 8 janvier 1988, à 10 h 30, à l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris.

M^{me} Pierre Barbier,
née Françoise Baileguier,
ses enfants et petits-enfants,
Et sa famille,
font part du décès de

Pierre BARBIER,
président de chambre honoraire
à la cour d'appel de Paris,
Vice-doyen de la faculté libre
d'économie et de droit,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 30 décembre 1987, à Paris, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Joseph-Bara,
75006 Paris.

Geneviève Birgé,
Jean-Jacques Birgé,
Agnès Montcellier,
Leur famille et amis,

ont le regret de faire part du décès, le 2 janvier 1988, de

Jean BIRGÉ,
PDG de Birgépub.

L'incinération aura lieu le lundi 11 janvier, à 15 h 15, au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M^{me} Jean-Claude Bunoust-Roquère,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Alexis Feit,
M^{me} Sophie Bunoust-Roquère,
M. Christophe Bunoust-Roquère,
Olivier et Romain Bunoust-Roquère,
ses enfants,
Emilie, Christopher, Tatiana Feit,
ses petits-enfants,
M. Pierre Bunoust,
M^{me} Christine Bunoust,
Valérie Pastor,
son oncle et ses cousines,
Toute sa famille et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Claude BUNOUST-ROQUÈRE,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,
ancien membre
du Conseil économique et social,
ancien président d'Entreprise et Progrès,
ancien conseiller municipal
de la Ville de Paris,
ancien conseiller général de la Seine,

survenu le samedi 2 janvier 1988, à Saint-Tropez, dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 janvier, à 8 h 30 précises, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

57, boulevard Lannes,
75116 Paris.

1, place de Bagatelle,
92000 Neuilly-sur-Seine.

15, avenue de la Pommeraye,
92210 Saint-Cloud.

17, rue du Belvédère,
92100 Boulogne.

Les cadres et le personnel des cabinets Service Européen d'Assurances et SECORA du groupe SIACI (Société Intercontinentale d'Assurances pour le Commerce et l'Industrie)
ont la douleur de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. Jean-Claude BUNOUST-ROQUÈRE,
survenu le samedi 2 janvier 1988, dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 janvier, à 8 h 30 précises, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} et M^{me} Jacques Israël,
Le professeur et M^{me} Lucien Israël,
Le docteur et M^{me} Isidore Salusky,
M^{me} et M^{me} Christian Biet,
M^{me} et M^{me} Salvador Molin,
Le docteur et M^{me} Jean-Claude Cholet,
M. Eric Cholet,
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Guillaume-Jacques ISRAËL,
leur petit-fils, fils, frère, beau-frère, neveu et cousin,
survenu à Paris le 31 décembre 1987, à l'âge de vingt-sept ans.

Il survira dans la mémoire de tous ceux qui l'ont aimé.

L'inhumation aura lieu le 5 janvier 1988, au cimetière du Montparnasse.

36, rue du Mont-Thabor,
75001 Paris.

355 South Bundy Drive, CA 90049,
Los Angeles.

On nous prie d'annoncer la mort de

M^{me} KRAFFT,
née Mariette Hébert,

survenue en son domicile le 5 janvier 1988, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

En font part :
Mario-Thérèse Krafft,
sa fille,
Éliane et Liann Krafft,
son fils et sa belle-fille,
Philippe et Isabelle Krafft,
Edmond et Marie-Laure de Geoffroy,
ses petits-enfants,
Marine de Geoffroy,
son arrière-petite-fille.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 9 janvier, à 10 h 30, en la basilique Sainte-Clothilde, sa paroisse.

Paris-Strasbourg.

M^{me} Anne Schwab,
sa fille,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Denis SCHWAB,
survenu le 2 janvier 1988, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Eustache, place du Jour, Paris-1^{er} (métro les Halles). On se réunira à l'église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, avenue Rachel, Paris-18^e, vers 11 h 45.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

107, rue de Reuilly,
75012 Paris.

M^{me} et M^{me} Yves Kallmann,
M^{me} et M^{me} Philippe Bernheim,
M^{me} et M^{me} Charles Dreyfus,
M^{me} Bernard Dufournier,
leurs enfants et petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre DREYFUS,
née Marie Baur,

survenue le mardi 29 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

12, avenue Paul-Doumer,
75116 Paris.

M^{me} Marie Dreyfus était la veuve de Pierre Dreyfus, fils du capitaine Alfred Dreyfus. Pierre Dreyfus avait trouvé la mort dans un accident d'avion le 28 décembre 1948.

M^{me} Régine Frisch,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Uriel Frisch,
M^{me} et M^{me} Gérard Schiffmann,
M^{me} et M^{me} Marc Frisch,
M^{me} et M^{me} Pierre Frisch,
ses enfants,
Anne, Thomas, Viole, Olivier, Lucie,
Camille et Julien,
ses petits-enfants,
ont le regret de faire part du décès de

M. Maurice FRISCH,
fondateur et ancien directeur
de la société Procombur,
ancien conseiller
du commerce extérieur,

survenu le 3 janvier 1988, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'incinération aura lieu le vendredi 8 janvier 1988, à 13 h 30, au crématorium des Jaconchelles, 95, rue Marcel-Sembat, 93430 Villeneuve.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Vésinet, chemin du Tour-des-Bois, ce même jour, à 15 h 45.

8, boulevard de Belgique,
78110 Le Vésinet.

M^{me} et M^{me} Alain Gründ,
et leurs enfants,
M^{me} Patricia Gründ,
M^{me} Micheline Andrieu,
Les collaborateurs de la librairie Gründ,
ont la tristesse de faire part du décès de

Michel GRÜND,
éditeur,

survenu le 23 décembre 1987.

Selon sa volonté ses obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité le 26 décembre 1987.

Une messe sera célébrée à son intention le 22 janvier 1988, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris.

M^{me} Victor Guez,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Charles Guez,
M^{me} et M^{me} Claude Guez,
ses enfants,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor GUEZ,
survenu le 5 janvier 1988, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 7 janvier, au cimetière parisien de Bagneux, dans le caveau de famille, à 10 h 30.

1, avenue Mary-Dormoy,
94110 Arcueil.

M^{me} et M^{me} Jacques Israël,
Le professeur et M^{me} Lucien Israël,
Le docteur et M^{me} Isidore Salusky,
M^{me} et M^{me} Christian Biet,
M^{me} et M^{me} Salvador Molin,
Le docteur et M^{me} Jean-Claude Cholet,
M. Eric Cholet,
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Guillaume-Jacques ISRAËL,
leur petit-fils, fils, frère, beau-frère, neveu et cousin,
survenu à Paris le 31 décembre 1987, à l'âge de vingt-sept ans.

Il survira dans la mémoire de tous ceux qui l'ont aimé.

L'inhumation aura lieu le 5 janvier 1988, au cimetière du Montparnasse.

36, rue du Mont-Thabor,
75001 Paris.

355 South Bundy Drive, CA 90049,
Los Angeles.

On nous prie d'annoncer la mort de

M^{me} KRAFFT,
née Mariette Hébert,

survenue en son domicile le 5 janvier 1988, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

En font part :
Mario-Thérèse Krafft,
sa fille,
Éliane et Liann Krafft,
son fils et sa belle-fille,
Philippe et Isabelle Krafft,
Edmond et Marie-Laure de Geoffroy,
ses petits-enfants,
Marine de Geoffroy,
son arrière-petite-fille.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 9 janvier, à 10 h 30, en la basilique Sainte-Clothilde, sa paroisse.

Paris-Strasbourg.

M^{me} Anne Schwab,
sa fille,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Denis SCHWAB,
survenu le 2 janvier 1988, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Eustache, place du Jour, Paris-1^{er} (métro les Halles). On se réunira à l'église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, avenue Rachel, Paris-18^e, vers 11 h 45.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

107, rue de Reuilly,
75012 Paris.

M^{me} et M^{me} Yves Kallmann,
M^{me} et M^{me} Philippe Bernheim,
M^{me} et M^{me} Charles Dreyfus,
M^{me} Bernard Dufournier,
leurs enfants et petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre DREYFUS,
née Marie Baur,

survenue le mardi 29 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

12, avenue Paul-Doumer,
75116 Paris.

M^{me} Marie Dreyfus était la veuve de Pierre Dreyfus, fils du capitaine Alfred Dreyfus. Pierre Dreyfus avait trouvé la mort dans un accident d'avion le 28 décembre 1948.

Georges et Nicole Rostand,
ses parents,
Christophe et Inès Pelissie du Raupas,
Renaud et Marie-Claire Pelissie du Raupas
avec Romain et Muriel,
Éric Pelissie du Raupas,
Matthieu Pelissie du Raupas,
ses enfants et petits-enfants,
Madeline Pelissie du Raupas,
sa belle-mère,
Vianney et Maya Rostand,
Jérôme et Bernadette Rostand,
Bénédict et Bernard Mingasson,
Sophie et Alain de Kermel,
Calixte et Jean Parpeis,
ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la grande douleur de faire part du décès, le 30 décembre 1987, dans sa cinquante-deuxième année de

Angélique PELISSIE DU RAUPAS,
née Rostand.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Saint-Vincent-d'Antéjac (

هكذا من الاصل

SOMMAIRE

■ La Banque de France a abaissé d'un quart de point son taux d'intervention. Handicap pour les entreprises françaises : les taux d'intérêt à long terme, hors inflation, continuent d'approcher les 8 % (lire ci-dessous).

■ La remontée du dollar, due à l'intervention massive des ban-

ques centrales, provoque une reprise sur les marchés boursiers (lire ci-dessous).

■ En poursuivant l'assainissement de la gestion de la Bourse de Hongkong, les autorités s'attaquent à l'« establishment » financier chinois de la colonie (lire ci-dessous).

■ Pernod-Ricard cherche à se séparer de Coca-Cola et rachète 5 % de son capital (lire page 24).

■ Une banque soviétique va émettre un emprunt de 100 millions de francs suisses à Zurich. Son exemple devrait être suivi (lire ci-contre).

BILLET

M. Madelin patron des patrons

En présentant ses vœux, le mardi 5 janvier, devant un parterre fourni de journalistes et de dirigeants d'entreprises, privées et publiques, M. Alain Madelin s'est fait, comme on pouvait s'y attendre, le thuriféraire zélé du credo libéral. Un credo qui, selon lui, doit davantage s'inspirer de « pragmatisme » que d'« idéologie », surtout lorsqu'on est chef d'entreprise.

L'Etat doit se limiter à créer ou recréer un environnement favorable aux entreprises, à poursuivre la rupture avec l'économie administrée, à fermer les innombrables « guichets à subventions », à faire sauter les blocages de notre société. « Le grand marché de 1992 nous y aidera ».

Médions-nous des pronostics et des scénarios, a dit le ministre de l'Industrie, « l'histoire est un cimetière des prévisions »... M. Madelin, qui aime bien les formules inégales, avait, il y a un an, dans les mêmes circonstances, exprimé le souhait que 1987 ne soit « ni l'année de la pause ni celle de l'overdose, mais celle de la bonne dose ». 1988 devrait être, plus simplement, « l'année des entreprises »... avec des entreprises de plus en plus compétitives. « Et quand je dis entreprises, j'associe évidemment les entreprises nationales dont je félicite les dirigeants pour leurs efforts remarquables de redressement », a-t-il ajouté.

Europe, compétitivité, libertés retrouvées pour les chefs d'entreprise, recherche systématique de l'innovation, reconstruction du tissu industriel autour de quelques grands pôles d'excellence et de performance constitués par des entreprises de haut niveau : tels sont les thèmes qui marqueront au début de 1988 l'activité du ministre de M. Madelin. Des thèmes qui recouvrent exactement les priorités que rebâtit depuis un an le patronat.

Bref, par la bouche de M. Madelin, on a beaucoup entendu le ministre des entreprises et très peu celui de l'Industrie. M. Madelin avait revêtu le manteau du président du CNPF.

F. G.

La remontée se poursuit sur les marchés financiers

La fête continuait, le mercredi 6 janvier, sur les marchés des changes et les marchés boursiers, avec la poursuite de la reprise du dollar. Ce dernier est passé de 1,6130 DM mardi à plus de 1,63 DM, de 125 yens à 127 yens, 5,45 F. A la Bourse de New-York, l'indice Dow-Jones ajoutait, mardi, encore 16 points à son gain, considérable, de 76 points la veille, tandis qu'à Tokyo le Nikkei Cho faisait un bond de près de 6 %, le second en importance de son histoire, l'indice Nikkei progressait de 215 points à 22 790. Ce bond donne la mesure du soulagement des milieux financiers japonais, qui, malgré la bonne santé de l'économie nipponne, redoutent tout de même la

poursuite de la baisse du dollar en dessous de 120 yens. A Paris, toutefois, les valeurs financières ne gagnaient qu'un demi-point. Outre les rachats massifs de dollars vendus à découvert, qui provoquent une hausse mécanique du billet vert, on note un changement de l'état d'esprit des opérateurs. Les derniers sont à peu près convaincus qu'en 1988 le commerce extérieur américain va commencer à se redresser. Les chiffres du déficit commercial de décembre, annoncés à la mi-février, devraient être meilleurs que ceux du mois de novembre, rendus publics le 15 janvier et pour lesquels une fourchette de 10 à 15 milliards de dollars circule, contre 17,5 milliards de dollars en octobre.

La bonne tenue du franc permet à la Banque de France d'abaisser ses taux d'intervention

La Banque de France, le mardi 5 janvier en début d'après-midi, a abaissé d'un quart de point son taux d'intervention, le ramenant de 7,75 à 7,50 % pour son taux d'appel d'offre (plancher) et de 8,25 à 8 % pour son taux de pension à sept jours (plafond). Elle achève donc d'annuler la hausse temporaire de trois quarts de point décidée le 5 novembre dernier pour soutenir le franc vis-à-vis du mark. Après deux baisses successives d'un quart de point, le 24 novembre et le 3 décembre, celle du 5 janvier a été facilitée par la bonne tenue du franc vis-à-vis du mark, dont le cours à Paris est retombé à 3,38 F. La Banque de France a pu même, à ce cours, racheter des marks pour reconstituer ses réserves.

Sur le long terme, c'est-à-dire sur le marché des obligations, le surplus est un peu moins élevé, 1,5 point à 2 points (10 % environ à Paris pour les emprunts d'Etat à plus de dix ans et 6,45 % à Francfort). Un tel surplus pénalise l'économie française, pour laquelle il constitue un handicap. Il pénalise non seulement les acheteurs de logements, mais aussi, et surtout, les industriels de l'Hexagone, qui paient leurs crédits beaucoup plus cher que leurs concurrents allemands tout en se battant sur les mêmes marchés : qu'on en parle aux constructeurs français d'automobiles !

On est donc conduit à s'interroger sur le coût véritable du soutien du franc vis-à-vis du mark et sur celui de la coexistence entre deux économies structurellement très différentes qui dégagent un énorme excédent commercial de l'autre côté du Rhin et un déficit de ce côté-ci.

Des écarts incongrus

On peut également s'interroger sur l'aberration que constituent, en France, des taux d'intérêt à long terme de 10 % et plus au moment où le rythme d'inflation est retombé à 2 %, au plus bas depuis vingt ans. Cet écart fait recourir des taux d'intérêt réels, c'est-à-dire hors inflation, de près de 8 %, record historique, écart totalement incongru au moment où notre pays, bientôt pris dans l'état américain-japonais, comme le sera l'Europe tout entière, cherche à minimiser un taux de croissance convenable.

Il faut dire qu'à Paris le marché de l'argent à long terme, surtout celui des obligations, a les yeux fixés non pas sur le rythme de l'inflation nationale mais sur le niveau des taux pratiqués aux Etats-Unis. Les taux américains à long terme, qui mesurent la confiance de prêteurs étrangers dans la solidité de la devise américaine, évoluent depuis un an en fonction du cours du dollar, c'est-à-dire qu'ils montent lorsque ce dernier baisse, et réciproquement. Mais de toute façon, à moins de 9 % pour une inflation de 5 %, ils sont bien inférieurs aux taux français. Mais qu'importe ! Si les rendements de l'emprunt à trente ans du Trésor américain montent à New-York, il faut que Paris s'aligne et même surmonte l'effrayant !

Ce comportement, typiquement parisien, a pu conduire à d'autres aberrations : lorsque, au début d'octobre dernier, le rendement des emprunts d'Etat s'éleva à 12 %, avec un marché à terme (MATIF) décalé de 10 % les opérateurs perdaient tout sens commun, le taux d'intérêt réel avait alors frisé les 10 %.

Il serait temps que, là aussi, la « bulle financière » crève, celle qui consiste à rémunérer l'épargne à des taux aussi outrageusement élevés qu'ils avaient été scandaleusement faibles dans le passé. La politique actuelle de taux chers, qui aboutit à rémunérer les placements financiers bien davantage que l'investissement industriel, est une véritable insulte au bon sens et à la rationalité économique.

FRANÇOIS RENARD.

Démission du président de la Banque centrale du Brésil

Le président de la Banque centrale brésilienne, M. Fernando Milhet, a présenté, mardi soir 5 janvier, sa démission au nouveau ministre des finances, M. Mailson da Nobrega, qui l'a acceptée. M. Da Nobrega venait d'être nommé en remplacement de M. Luiz Carlos Bresser Pereira, qui avait quitté ses fonctions le 18 décembre en raison d'un désaccord avec M. Sarney sur les moyens de réduire le déficit public.

PHILIPPE PONS.

Wall Street en fête

NEW-YORK
de notre correspondant

Sourires, champagne, vœux de prospérité : Wall Street n'en revient pas de son bonheur retrouvé après les deux premières séances de l'année 1988, alors que les points de l'indice Dow Jones volent dans l'air comme autant de palettes d'or. La nouvelle année fait oublier la précédente. L'irrésistible envie de gagner, comme le naturel, revient au galop. En deux séances — le lundi 4 et le mardi 5 janvier — l'indice Dow Jones a gagné 92 points pour s'établir à 20 311, un niveau d'autant plus respectable que rien n'a réellement changé sur le fond : la valeur du dollar, poussée par l'intervention massive des banques centrales, est, certes, considérée comme la raison première de ce revirement boursier, mais les mises en garde contre la fragilité d'une telle reprise ne manquent pas.

« Too Much, too Soon » (Trop et trop vite), assure Lawrence Wachol, de la charge Prudential Back, qui pense qu'il serait plus prudent de contrôler le degré de résolution des banques centrales avant de conclure à la fin de la chute du dollar.

« Nous ne parvenons toujours pas à déterminer dans quelle mesure la tenue du dollar constitue une priorité pour le pouvoir fédéral », constate M. Wachol. Une Mills de la Banque Citicorp. Bien que la Maison Blanche annonce que les marchés financiers se trouvent désormais à

un point tournant (positif, bien entendu), les cambistes rappellent que la publication des statistiques mensuelles, à commencer par celle du déficit commercial du mois de novembre (35 milliards de dollars ?) pourrait refroidir plus d'un investisseur.

D'autres analystes new-yorkais affirment la même retente et ne croient pas que le geste d'une petite banque (Southwestern Bank de Saint-Louis), qui vient d'abaisser son taux d'escompte d'un quart de point, puisse être perçu par d'autres établissements. William Griggs, un expert indépendant, souligne qu'il est particulièrement malaisé de prévoir l'évolution des taux bancaires, étant donné que ceux-ci dépendent, dans une large mesure, du comportement de la monnaie.

« Tant que le dollar ne s'est pas stabilisé, spéculer au moyen de mois, il ne faut pas toucher aux taux d'intérêt », affirme-t-il. De même, M. Griggs estime qu'il serait erroné de manipuler des données macro-économiques avant de connaître les premières véritables indications sur les conséquences de la « semaine noire » d'octobre dernier. « Si les rendements du premier trimestre 1988 sont mauvais, il sera toujours temps de prévoir des actions au niveau fédéral », affirme-t-il à l'adresse de ceux qui, notamment en Europe, demandent un relèvement du taux d'escompte américain.

C. L.

La lutte contre la corruption sur le marché financier

Le gouvernement de Hongkong s'attaque aux grands « brokers » chinois

La rentrée boursière à Hongkong a été placée sous le signe d'une nouvelle crise. L'arrestation, le 2 janvier, sur ordre de la commission anti-corruption, de M. Ronald Li, ancien président de la Bourse de Hongkong, et de deux de ses collaborateurs (ils ont été tous trois libérés sous caution), et la suspension de leurs fonctions de sept des vingt et un membres de la commission générale de la Bourse, dont le président, M. Charles

Sin, successeur de M. Li, témoignent de la volonté du gouvernement de la colonie de rétablir sa crédibilité.

Jusqu'à présent, le contrepoint sur l'indice Hang Seng a été modéré, la Bourse de Hongkong bénéficiant de la remontée du dollar, mais le « bras de fer » entre les autorités et les grands « brokers » chinois paraît loin d'être terminé.

Une des trois personnalités les plus riches de la colonie (sa fortune accumulée dans des opérations boursières est estimée à quelque 2 milliards de dollars américains) vient à la fois à la dissonance et à démontrer que personne ne peut se considérer comme « inviolable ».

Les charges contre M. Li n'ont pas été précises. Les autorités se sont bornées à déclarer que l'enquête concernait des opérations antérieures au krach d'octobre. Depuis sa décision le « lundi noir » (19 octobre) de fermer pour quatre jours la Bourse de Hongkong, une décision qui se révèle avoir eu pour effet une accélération de la chute des cours, M. Li était devenu une personnalité très controversée. On lui reproche cette mesure qui a entamé la crédibilité de Hongkong mais aussi d'avoir peut-être été motivée par des considérations d'intérêt privé (la fermeture permit à quelques gros opérateurs de se débarrasser d'actions sur le marché parallèle).

Des rumeurs circulent en outre sur des malversations et des « coups boursiers » auxquels se serait livré M. Li qui a d'autre part défrayé la chronique lorsqu'il chercha à faire coter en Bourse l'un des grands night-clubs de Hongkong, le Club Volvo, connu pour la complicité

de ses hôtes, dont il est actionnaire. Surtout, bien qu'il ait démissionné de ses fonctions de président de la Bourse, M. Li continuait à exercer un pouvoir qualifié d'« autoritaire » sur sa gestion par l'entremise de son successeur, M. Sin.

Derrière la mise en cause de M. Li, de l'ex-chef du bureau exécutif, M. Jeffrey Sun, et de l'ancien responsable du bureau des cotations, M. Donald Tsang, ainsi que, indirectement, de membres de la commission générale de la Bourse suspendus de leurs fonctions, c'est un peu l'establishment chinois qui est touché.

La volonté de reprise en main manifestée par les autorités satisfait assurément les grands opérateurs étrangers qui critiquaient la gestion de la Bourse de Hongkong, qui relève à leurs yeux d'une sorte de « comptine à la chinoise », et dont les leviers de commande sont entre les mains de quelques personnes. Mais le « coup de force » du gouvernement de Hongkong ne semble pas très bien vu par Pékin, où l'on n'aime guère ce remue-ménage et la mise en cause de personnalités comme Ronald Li qui a toujours épousé les conceptions de la Chine sur l'avenir de la colonie.

PHILIPPE PONS.

Pour la première fois depuis soixante-dix ans

L'URSS lance un emprunt public sur le marché international des capitaux

La rupture avec les traditions est de taille. Pour la première fois depuis soixante-dix ans, l'URSS ne passera pas par un prêt syndiqué bancaire pour se procurer des capitaux mais lancera directement un emprunt public sur le marché international.

Cet emprunt sera de 100 millions de francs suisses (415 millions de francs français) sur dix ans, a annoncé le mardi 5 janvier la banque qui dirigera l'émission, la Bank für Kredit und Aussenhandel, filiale de banques ouest-allemandes travaillant avec les pays de l'Est. Les conditions exactes de l'émission seront précisées le 13 janvier, permettant l'ouverture de la souscription au public du 19 au 22 du même mois.

Les milieux financiers européens ne cachent pas leur surprise de voir l'URSS choisir la Suisse comme premier test pour une telle émission. Connu pour leur prudence et leur conservatisme, les Suisses risquent d'être hésitants à acheter du papier soviétique et, à Zurich, on estime qu'en dehors des institutions peu d'acheteurs belgiques se présenteront. Cette réticence explique que certains estimant insuffisant le taux de 5 % dont pourrait être assorti l'émission, les emprunteurs les mieux cotés étant généralement accompagnés d'un taux de 4,5/5 %. Mais depuis l'accord mis au point entre Londres et Moscou et mettant un terme au lent et contentieux sur les emprunts russes, les observateurs s'attendaient à un retour des

soviétiques sur le marché public des euro-obligations.

Cet accord signé en bonne et due forme en juillet 1986 permettait à l'URSS de percevoir 2,6 millions de livres (26 millions de francs) sur les fonds bloqués depuis que les Soviétiques avaient décidé de dénoncer les dettes de Nicolas II en 1918. Ces versements étaient attribués à titre de compensation pour l'intervention de l'armée britannique au cours de la révolution, de 1918 à 1921.

Par contre, les 46 millions restants — principal et intérêts — devaient servir à indemniser les quelque 37 000 Britanniques faisant valoir des créances. Un accord de ce type n'a toujours pas été mis au point avec la France, dont le contentieux sur les emprunts russes reste entier.

A vrai dire, Moscou avait besoin de cette crédibilité auprès du grand public pour élargir ses possibilités d'emprunts, au moment où l'ameusement de ses ressources pétrolières se conjugue à de sérieuses difficultés économiques internes. Une telle nécessité n'existait guère auprès des instituts de crédit occidentaux qui continuent de considérer l'URSS comme un excellent payeur. Mais aujourd'hui, c'est un autre qualificatif d'un tout autre ordre que tente Moscou en lançant une émission publique à Zurich. Les experts estiment d'ores et déjà que si cette tentative est couronnée de succès elle sera suivie d'autres opérations, peut-être sur d'autres places financières.

F. C.

Dévaluation de la monnaie et baisse des droits de donane

Le Chili dope ses exportations

SANTIAGO-CHILI
de notre correspondant

Deux semaines après la suppression par la Maison Blanche des droits de douane préférentiels accordés à certains produits chiliens — parce que le gouvernement de cette nation n'a pas tenu son engagement de modifier la législation du travail en vigueur —, le ministre des finances, M. Hernan Buchi, vient d'annoncer des mesures favorables aux exportateurs, parmi lesquelles la dévaluation de 4 % de la monnaie nationale.

Les tarifs douaniers seront, d'autre part, réduits de 15 à 20 %, cette mesure devant permettre de contrebalancer les effets inflationnistes de la dévaluation, mais aussi de donner un coup de pouce supplémentaire aux exportateurs, dont les composants importés représentent parfois jusqu'à 50 % du coût de production.

Résolument ouverte sur le marché mondial, l'économie chilienne fonctionne de plus en plus au rythme du secteur exportateur. Le tiers du produit national est vendu à l'étranger. Le cuivre et ses dérivés ne « pèsent » plus que 40 % du total, face aux produits de la pêche, de l'exploitation forestière, des fruits, dont les ventes ont connu ces dernières années une croissance soutenue. L'excédent commercial, d'un peu plus de 1 milliard de dollars en 1987, permet au Chili de s'acquitter pour la moitié du service de sa dette extérieure.

La mesure de réduction adoptée par le gouvernement américain

n'affecte qu'une faible partie du commerce extérieur chilien : 60 millions de dollars pour un total exporté de 5 milliards.

GILLES BAUDIN.

Première application de l'accord sur la dette mexicaine

La mise en place du plan élaboré par Mexico et Washington pour permettre aux banques d'échanger une part de leurs créances sur le Mexique en obligations garanties sur les bons du Trésor américain prend forme. La Securities and Exchange Commission (SEC, équivalent de la Commission des opérations de Bourse en France) a demandé, dans une circulaire aux instituts de crédit intéressés par cette conversion, d'inscrire leurs créances en dessous de leur valeur nominale. Cela pour tenir compte de la décade des créances sur le Mexique. Cette recommandation vient d'être appliquée par l'une des principales banques régionales des Etats-Unis, la NCBC Corp., sise à Charlotte, en Caroline du Nord. Un porte-parole de cette banque a annoncé que sa direction s'était basée sur une décade de 56 % pour ses créances sur le Mexique. L'annonce de cette décision, qui réduira de 68 % les bénéfices de la NCNB pour le quatrième trimestre 1987, a été saluée par une hausse de dollar du cours de cette banque à Wall Street.

هكذا من الاصل

Affaires

Un seul européen dans les dix premiers producteurs

Les semi-conducteurs sous le signe du Japon

La domination japonaise dans l'industrie mondiale des semi-conducteurs devient écrasante : les entreprises nippones ont réalisé en 1987 48 % de la production mondiale, soit une progression de 27 % en un an, selon les dernières estimations fournies par Dataquest. Alors que six de leurs groupes apparaissent parmi les dix premiers fabricants mondiaux, les industriels japonais ont largement distancé les entreprises américaines, qui n'assuraient plus l'an passé que 39 % de la production mondiale (+ 21,7 %). L'Europe, comme les États-Unis, a connu une croissance moins rapide que celle de l'ensemble du marché mondial (20,8 % contre 24,3 %). La place des pays d'Asie-Pacifique reste modeste dans le concert international (2 %), mais ils font un bond de 64 % en un an.

Trois grands groupes japonais (NEC, Toshiba et Hitachi) se placent en tête du palmarès des cinquante premiers groupes mondiaux, établis selon leurs chiffres d'affaires. Ils affichent une croissance allant de 29 à 20,5 % et des chiffres d'affaires oscillant autour des 3 milliards de dollars. Néanmoins, les Américains Motorola et Texas Instrument conservent leurs quatrièmes et cinquièmes places, avec des progressions voisines des 20 %. Meux, tirant profit de sa domination dans les

microprocesseurs 32 bits, Intel (USA) progresse de trois places, se hissant au huitième rang mondial et affichant la plus belle augmentation de chiffre d'affaires (+ 51,4 %).

Le hollandais Philips reste le seul européen présent dans le peloton de tête, à la septième place. Son chiffre d'affaires dans les semi-conducteurs est deux fois moins élevé que le champion mondial. Il faut attendre le treizième rang pour trouver un autre industriel du Vieux Continent, l'italo-français SGS-Thomson. L'allemand Siemens porte le dossier numéro seize. Le premier producteur britannique, Plessey, n'arrive qu'en trente-septième position. Pour redynamiser sa croissance (+ 14 % en 1987), il vient de décider de s'allier à Ferranti (quarante-huitième fabricant mondial), dont le chiffre d'affaires n'a augmenté que de 4 % l'an passé.

Parmi les faits saillants de l'année, dominée par la guerre commerciale entre le Japon et les États-Unis et des mouvements de concentration (le Monde du 20 novembre 1987), il faut encore noter l'apparition dans le hit-parade mondial du sud-coréen Samsung, qui ravit la vingt-deuxième place, avec un chiffre d'affaires de 316 millions de dollars, en hausse de... 85 %.

FRANÇOISE VAYSSE.

| RANG | | ENTREPRISE | CHIFFRE D'AFFAIRES | CROISSANCE |
|------|------|-----------------------------|--------------------|---------------|
| 1986 | 1987 | | En milliards de \$ | 1987/1986 (%) |
| 1 | 1 | NEC | 3,19 | + 21 |
| 2 | 2 | Toshiba | 2,94 | + 29,1 |
| 3 | 3 | Hitachi | 2,78 | + 20,5 |
| 4 | 4 | Motorola | 2,45 | + 21 |
| 5 | 5 | Texas Instruments | 2,12 | + 19,3 |
| 6 | 6 | Fujitsu | 1,9 | + 39,1 |
| 7 | 7 | Philips | 1,6 | + 26,9 |
| 11 | 8 | INTEL | 1,5 | + 51,4 |
| 10 | 9 | Mitsubishi | 1,481 | + 30,4 |
| 9 | 10 | Matsushita | 1,479 | + 22,6 |

Source: Dataquest.

Pernod-Ricard rachète 5 % de son capital et cherche à rompre avec Coca-Cola

« Le hasard de l'actualité a voulu que nous annonçons des mesures n'ayant aucun lien entre elles. » Par ces propos les responsables de Pernod-Ricard commentent deux événements majeurs : le rachat prochain de 5 % du capital et les divergences de leur groupe avec Coca-Cola, dont ils sont concessionnaires pour la France de plusieurs marques.

La firme que préside M. Patrick Ricard envisage de rompre le contrat qui le lie avec le fabricant américain de boissons en raison des désaccords existant sur le développement de ses marques (Coca-Cola, Sprite, Fanta et Finley) sur certains territoires du marché français. Si le divorce est consommé, il mettra fin à une collaboration qui dure depuis 1949 et qui ne fut pas sans quelques désaccords, toujours surmontés jusqu'à... « Nous ne nous quitterons que si les conditions de la séparation sont très intéressantes. » Les indemnités versées par Coca-Cola pourraient être élevées, car le chiffre d'affaires réalisé par Pernod-Ricard dans ce seul domaine a atteint 1,429 milliard de francs en 1987. Il représente environ 10 % de l'activité globale du groupe.

D'autre part, le conseil d'administration a décidé de procéder du 12 janvier au 12 février prochain au rachat de 515 000 titres (5 % du capital) au prix unitaire de 678 F pour les annuler ensuite. Cette décision est dictée par le souci de soutenir le cours du titre de la firme. Comme la plupart des sociétés françaises, celle-ci a été frappée de plein fouet par le krach du 19 octobre. L'action qui avait atteint son plus haut niveau de 1 195 F à la fin de l'été dernier a perdu brutalement près de 44 % de sa valeur pour tomber un plus bas de 648 F. Le 4 janvier, elle cédait à 678 F.

Actions détreuées

Les actions acquises par le groupe seront immédiatement détruites. Le capital sera ainsi réduit comme l'autorise la loi sur les sociétés commerciales du 24 juillet 1966. A côté de cette réduction « non motivée par des pertes » une société peut égale-

ment, pour régulariser le cours de son action, acheter au maximum 10 % de son capital sans l'annuler pour autant. Dans les deux cas, une assemblée générale ordinaire doit déterminer les modalités exactes de l'intervention. Jusqu'à présent, la deuxième solution était la plus prise, la première n'ayant été utilisée jusqu'alors principalement que par Préalbail-Sicomi en... 1978.

Infatigable vient de remettre à la mode ce procédé qui inspirera sans doute plus d'une firme, et notamment celles cotées sur le second marché. Ce groupe proposera à l'assemblée du 21 janvier le rachat de 8,5 % de son capital (le Monde daté 20-21 décembre 1987). Paradoxalement Pernod-Ricard, qui vient de présenter sa décision, aura déjà lancé son opération. Et pour cause. La firme de boissons et de spiritueux a obtenu l'accord, en juin 1986, de son assemblée pour acheter jusqu'à 20 % de ses actions. A l'époque, cette mesure, qu'ont adoptées d'autres sociétés, était considérée avant tout comme un système de protection face à un « raid » potentiel. Elle l'est encore car elle permet de concentrer le capital dans les mains des principaux actionnaires. Mais ce ne serait plus sa finalité première.

DOMINIQUE GALLON.

La société Aérospatiale a exporté en 1987 les trois quarts de sa production

En dépit de la crise du dollar, qui, depuis 1985, a perdu 44 % de sa valeur, la société Aérospatiale aura réussi, en 1987, à exporter les trois quarts de sa production. Cette précision a été donnée, mercredi 6 janvier à Paris, par le PDG, M. Henri Martre, de cette entreprise nationale qui fabrique, notamment, l'Airbus, des hélicoptères, des missiles et des satellites. En 1987, les prises de commandes se sont, en effet, élevées à 29 milliards de francs, dont environ 72 % à l'exportation, dans les secteurs civils et militaires.

M. Martre a rappelé que sa société s'était fixée un objectif de 28 milliards de francs de prises de commandes en 1987. Le fait qu'elle ait dépassé cet objectif malgré la dépréciation du dollar, qui demeure la monnaie internationale en matière aéronautique et spatiale, est en réalité « une performance » pour cette société nationale.

Au total, le carnet de commandes de l'Aérospatiale se monte à environ 50 milliards de francs, soit l'équivalent de deux années pleines de travail devant elle. Ce résultat est surtout sensible avec les ventes d'Airbus (de tous les modèles), qui portent sur cent quatre-vingt-quatre commandes fermes et cent onze options, et avec les ventes de l'avion de transport régional ATR.

A ce marché de l'aviation civile, qui est en forte expansion (de l'ordre de 6 % par an pour les années à venir), il convient d'ajouter en 1987 les commandes de quatorze lanceurs Ariane-4 (soit l'équivalent de 1 160 millions de francs aux conditions économiques de la mi-1985).

Un début d'exécution de ces commandes en 1988 laisse entrevoir la perspective d'une augmentation de 10 % du chiffre d'affaires de l'Aérospatiale, qui, en 1987, s'est élevé à environ 25 milliards de francs, selon des premières estimations qui devront être confirmées en avril.

M. Martre a, enfin, souligné que, jamais depuis la Libération, sa société n'avait lancé autant de programmes civils et militaires en une seule année. C'est le cas pour les nouveaux Airbus A-330 et A-340, l'hélicoptère de combat franco-allemand, le système Orpheus de surveillance aéroportée du champ de bataille, le missile anti-aérien et anti-missile Aster, le missile balistique léger S-4, le satellite d'observation Helios, le lanceur européen Ariane-5 et l'avion spatial Hermes. D'autres projets sont à l'étude comme l'avion de transport hypersonique ou le système de transport spatial STS 2000. L'Aérospatiale consacre 7 500 millions de francs (soit 30 % du chiffre d'affaires) à la recherche et développement.

Cdf-Chimie va devenir numéro trois mondial des encres industrielles

Cdf-Chimie ne vend pas à la firme britannique Coates Brothers sa filiale Lorilleux International (encres industrielles), comme le décret paru prématurément au Journal officiel du 1^{er} janvier (le Monde du 3 janvier), l'avait laissé croire. Dans le cadre d'une opération croisée très complexe, le groupe chimique d'Etat va devenir, si les mécanismes mis en place fonctionnent convenablement, l'actionnaire majoritaire de Coates à plus de 40 %. De fait, en plus du règlement sous forme d'actions nouvelles émises par Coates - représentant 33,4 % de son capital - est rémunération des actifs de Lorilleux (privatisés à cet effet), Cdf-Chimie lance une OPA partielle sur 10 % environ des actions de la

firme britannique au prix unitaire de 5,05 livres.

Si l'opération d'un coût de 180 millions de francs réussit, Cdf-Chimie détiendra près de 43 % du capital de Coates, la participation de la famille Coates (30 % actuellement, 50 % avec les droits de vote) revenant à 18 %. La part de l'autre actionnaire de Coates, l'Australian Mark Heath, ne sera plus que de 14 % (20 % actuellement). Suspendue depuis quarante-huit heures, la cotation des actions Coates (dernier cours : 3,4 livres) reprendra ce jour à la Bourse de Londres.

Le nouveau groupe constitué autour de Coates et Lorilleux Inter-

national réalisera 3,2 milliards de francs de chiffre d'affaires et dégage 200 millions de bénéfices net. Il se situera au troisième rang mondial dans les encres et vernis derrière l'allemand BASF, numéro un avec un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs environ dans cette spécialité et derrière le japonais Daiippon (4 milliards de francs). C'est un véritable challenge industriel que lance Cdf-Chimie, avec la bénédiction de la famille Coates, en priant le ciel que l'Australian Mark Heath ne lance pas une contre-OPA. Rien ne prouve que ce dernier ait les 2 milliards de francs nécessaires à une telle contre-attaque.

ANDRÉ DESSOT.

SOCIAL

1988, année de dangers ou de mutations pour les syndicats

Depuis 1979, ils ont été confrontés à quatre grandes consultations sociales nationales, avec le double inconvénient de leur faire battre la campagne - ce qui n'est pas leur rôle premier - et de les embarquer dans la grande roue de l'audience électorale nationale, ce qui n'est pas sans risques en périodes de désyndicalisation. 1988 peut être l'occasion de mutations nécessaires si les centrales veulent échapper aux dangers qui minent leur audience.

Les élections prud'homales du 9 décembre ont, en ce cas, eu un effet négatif. A l'exception de la CGC, pour des raisons qui servent à défaire, et de la CFTC, toutes les confédérations ont miné le phénomène d'abstentions. Mais les chif-

fres sont sans appel. Sur cent électeurs inscrits à cette consultation, pour l'ensemble des sections du collège salarié sur la France entière, 54,1 % se sont abstenus, 16,08 % ont voté pour la CGT, 10,16 % pour la CFTC, 9,02 % pour FO, 3,66 % pour la CFTC, 3,27 % pour la CGC, 1,94 % ont voté pour d'autres syndicats et 1,77 % ont mis dans l'urne un bulletin blanc ou nul.

On peut toujours attribuer ce phénomène à la montée de l'individualisme, à un désintérêt pour l'institution prud'homale ou même pour le social, ou encore à une insuffisante sensibilisation. Mais il n'en demeure pas moins que les salariés n'ont pas saisi cette occasion pour manifester leur confiance aux syndicats. Cette désaffection est d'autant plus cruelle qu'elle est intervenue à un moment où le débat sur le droit de grève aurait pu faire mieux percevoir l'utilité du syndicalisme.

Les syndicats peuvent toujours se défendre en soulignant qu'une consultation sociale, fût-elle nationale, ne peut suffire à donner la mesure de leur représentativité. Le président des États-Unis n'est-il pas élu avec seulement un tiers des électeurs américains inscrits ? L'argument n'est pas dénué de fondement. Mais quelle mesure prendre ? Si l'on se réfère à la population active salariée, le taux de syndicalisation est, avec un peu moins de 3 millions de syndiqués, de 16 % au mieux mais vraisemblablement plus proche de 15 %. Là aussi, les syndicats peuvent répliquer qu'ils comptent beaucoup plus d'adhérents actifs que les partis politiques.

A coups de chiffres - plus ou moins fiables pour ce qui est des effectifs syndiqués - le débat pourrait être sans fin. La vraie mesure de la présence syndicale est, à bien des égards, l'implantation des sections

syndicales dans les entreprises. Or au 31 décembre 1985, sur les 25 072 entreprises ayant au moins 50 salariés, 55,5 % avaient au moins un délégué syndical. A contrario, 44,5 % n'en avaient aucun. En début d'année, une telle situation est plus dangereuse pour le syndicalisme que la faiblesse du taux de syndicalisation ou la désaffection électorale des salariés. Dans le contexte actuel en effet, le débat social se déplace, de plus en plus dans l'entreprise, où la rigueur au niveau d'une branche professionnelle, ce qui contribue à faire jouer aux confédérations, - le constat est, par conséquent, valable pour la CNPF - un rôle moins important.

Le profil bas des confédérations

Les lois Auroux, comme la décentralisation, ont impulsé ce mouvement que la vague libérale a parachevé. 1988 pourrait fournir une nouvelle illustration de cet amoindrissement du rôle des confédérations. Dans trois mois et demi aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle. Ne symboliserait-elle pas aussi une certaine absence syndicale ? Deux éléments risquent d'accroître cette idée. Telle qu'elle est lancée, la campagne électorale a peu de chances de faire une grande place à des débats sur le chômage ou l'avenir de la Sécurité sociale. Ces deux terrains, sur lesquels les confédérations pourraient intervenir, ne sont pas ceux sur lesquels les candidats semblent décidés à prendre des engagements précis. En second lieu, aucune confédération ne devrait prendre clairement position, même si c'est sous-jacent au moins pour la CGT, en faveur d'un candidat. La conséquence - et ce n'est pas le moindre danger pour 1988 - est que les confédérations pourraient donner alors le sentiment de se retirer sur l'Avant.

L'autre carte à jouer pour les confédérations, afin de peser dans les choix futurs, serait de sortir de ce climat de division, de concurrence et d'absence d'unité qui atomise leur action au moment même où elles prouvent le besoin de se faire mieux entendre. L'année 1987 a montré qu'il y a bien des velléités d'unité : on l'a vu dans la fonction publique, avec le front commun de six fédérations sur sept ; on l'a vu aussi lors de la négociation sur l'assurance-chômage, avec une

alliance CFTD-FO-CFTC-CGC, qui s'est avérée efficace face au patronat. Mais ce qui est possible dans le secteur ou ponctuellement pour une association est loin d'être érigé en code de bonnes conduites.

Dans une récente interview à la Croix, M. Denis Bonvalot, ancien permanent de la CGT auprès de la Fédération syndicale mondiale (FSM) et membre de l'état-major de M. Juquin, a plaidé pour une « centrale syndicale unique ». Aussi utopique soit-elle, l'idée n'est pas absurde. Il ne serait pas plus absurde de regrouper dans une même confédération la CGT, la FEN, la CFTD et FO que de voir se poursuivre au sein de l'UIC britannique une étrange coexistence entre l'aile gauche des mineurs et l'aile droite des électriciens, qui se déchirent de plus en plus. Mais une telle vision n'est pas conforme à la tradition syndicale française. Une plus grande unité est d'autant moins à l'ordre du jour que les confédérations vont devoir, autre danger de 1988, veiller à préserver chacune leur unité interne face aux successions qui se profilent.

Proches successions

A la CFTD, le successeur de M. Edmond Maire devrait être connu au congrès de Strasbourg en novembre prochain pour n'entrer en fonctions qu'environ un an après. Actuellement, M. Jean Kaspar, auréolé du succès de sa négociation à l'UNEDIC, est nettement favori, mais rien ne dit que M. Nicole Notat, jusqu'à présent soutenu par M. Maire, ne remontera pas son handicap. A FO, le compte à rebours devant passer la main en février 1989. Dans l'immédiat, M. Claude Pélous semble avoir de meilleures chances que son rival, M. Marc Blondel, mais il serait d'autant plus prématuré de considérer que les jeux sont faits que l'objectif est de n'avoir, in fine, qu'un candidat à la succession.

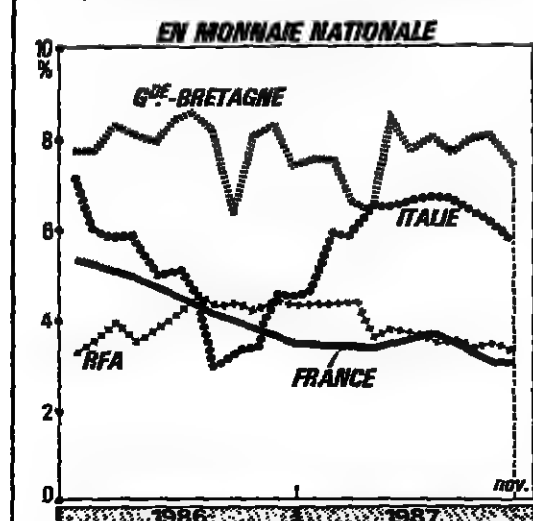
A la CGT, dont le prochain congrès devrait avoir lieu début 1989, M. Krasucki, conforté par la bonne tenue relative de sa centrale aux élections prud'homales, sera tenté de faire un nouveau mandat, alors que les actions de son successeur potentiel, M. François Duteil, sont en hausse. La situation du PCF au lendemain de l'élection présidentielle pèsera d'une façon décisive dans le cas de succession.

En retrait par rapport au débat politique, hésitantes à aller plus loin dans l'unité (à quatre), empêtrées dans les batailles successorales - souvent purveyantes, - les confédérations peuvent cependant contourner les dangers de 1988 en retrouvant une capacité à agir ou à négocier. Mais, sur ce plan, elles se sont pour l'essentiel réparties les rôles : à la CGT, qui se veut l'unique défenseur de la classe ouvrière, l'action (avec des résultats souvent limités), aux quatre autres confédérations la négociation, avec des difficultés de plus en plus grandes à démontrer leur capacité à contracter. On retrouve, en effet, sur ce plan l'amoindrissement du rôle des confédérations. Le chat se mord la queue. A l'exception de l'UNEDIC et des retraites complémentaires, on ne négocie plus au niveau national interprofessionnel. En 1988, la négociation sociale, porte avant tout sur les salaires, le temps de travail, les mutations technologiques, la formation, des problèmes qui se discutent de plus en plus dans l'entreprise alors que dans près de la moitié d'entre elles, les syndicats n'ont pas de section.

La vraie mutation pour les confédérations en 1988 sera donc de sortir du cercle de plus en plus restreint où l'on veut les encastrer. Pour cela, elles devront profiter de l'élection présidentielle pour rappeler les valeurs qui réunissent au sein d'une même centrale les syndicats d'entreprise et faire entendre leurs voix sur les choix de société en débat. Elles devront aussi devenir de véritables guides de la négociation sociale en balisant la route de leurs syndicats d'entreprise et de branches. Le 3 juin 1987, un accord « de méthode » avait été conclu entre le CNPF et quatre syndicats pour inciter les branches puis les entreprises à négocier sur la formation et les mutations technologiques. Ne faut-il pas persévérer dans cette voie ? Pour ouvrir quelques chemins nouveaux...

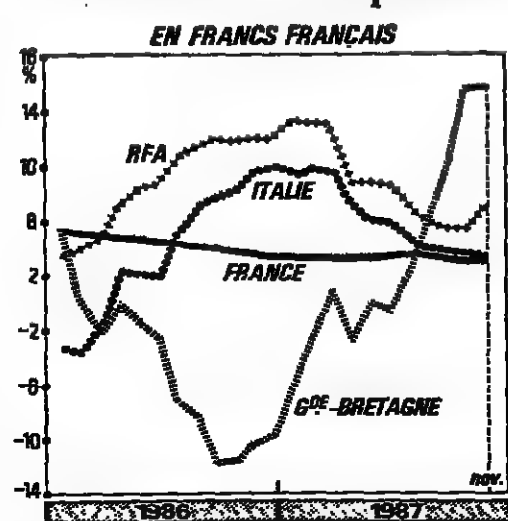
MICHEL NOBLECOURT.

Les coûts de la main-d'œuvre : la France améliore sa compétitivité



Le graphique de gauche représente l'évolution des coûts salariaux dans quatre grands pays industrialisés (dont la France), évolution exprimée en monnaie nationale (taux horaire de la main-d'œuvre, ouvriers et employés, cotisations sociales, primes et congés payés inclus). Le graphique de droite représente lui aussi l'évolution des coûts salariaux mais exprimée en francs français, ce qui est un indicateur de compétitivité des prix français sur les marchés étrangers.

On voit notamment que les coûts allemands exprimés en francs augmentent très vite en 1986 et donc que notre compétitivité s'améliore beaucoup. Puis les coûts allemands augmentent très lente-



ment en 1987. Ces mouvements expriment le double jeu de l'appréciation du DM par rapport au franc et de l'évolution des coûts salariaux. L'impression d'un fort rétablissement de la compétitivité allemande en 1987 est un peu trompeuse parce que les chiffres utilisés expriment des glissements annuels. En fait, la compétitivité française s'améliore fortement en 1986 sous l'effet de la hausse des salaires allemands et de la dépréciation du franc (7,8 % en 1986). Cette amélioration se ralentit en 1987 et même plafonne en fin d'année, le franc n'ayant perdu que 2,8 % par rapport au DM de fin 1986 à fin 1987.

Le Monde EMPLOI

Les banquiers de demain

La grève des employés de la Banque de France a mis à nouveau à l'ordre du jour les changements profonds qui vont affecter l'emploi dans les banques. Les qualifications, les problèmes sont plus qualitatifs que quantitatifs. Les banques françaises doivent améliorer les qualifications de leurs cadres. Une éventuelle récession ne pourrait qu'amplifier la concurrence internationale. Olivier Bertrand, du Centre d'études et de recherche sur la qualification nous dresse ici les portraits-robots des banquiers de demain.

listes : les golden boys sont tombés de leur piédestal et quelques entreprises ont annoncé des licenciements.

A côté de ces ex-votés, les banques emploient davantage de spécialistes dans deux domaines qui sont de plus en plus liés : l'international et les opérations financières.

Dans le domaine international, ils sont chargés du montage, de la négociation, du suivi ou du conseil apporté aux entreprises pour le financement d'opérations commerciales ou de transactions internationales. Dans le domaine des opérations financières, leur rôle est d'apporter des solutions aux problèmes de financement des entreprises (par émission d'actions, d'obligations, crédits ou autres formes nouvelles de financement) et éventuellement d'investir les fonds propres de la banque.

Les informaticiens constituent une autre catégorie de spécialistes. Le développement rapide de la monnaie et des banques de données, la naissance des systèmes experts et les nouveaux problèmes

Un niveau de recrutement plus élevé

Pour les cadres, cette mobilité peut s'étendre à l'international. De manière générale, l'internationalisation et le développement des opérations avec l'étranger signifient qu'une maîtrise suffisante d'une langue étrangère — essentiellement l'anglais — constitue une exigence de plus en plus fréquente.

Jusqu'au début des années 80, les banques recrutèrent en grand nombre des jeunes dont le niveau de formation était souvent inférieur au bac et une petite minorité de diplômés de l'enseignement supérieur. Elles s'attachaient d'autant moins à leur spécialisation initiale qu'elles se chargeaient elles-mêmes d'une formation apportant à la fois un complément de culture générale et une formation professionnelle à tous les niveaux. Avec l'évolution des emplois et la baisse des recrutements, le niveau exigé au départ s'est sensiblement relevé. Le bac est désormais un minimum, tandis qu'une grande partie des recrutements se font au niveau bac + 2, à la sortie de l'université, des grandes écoles et des écoles spécialisées dans les domaines en développement. De ce fait, la formation bancaire est moins orientée vers la culture de base et plus vers des techniques spécifiques, la connaissance des produits de la banque, la vente et l'approche de la clientèle ou l'utilisation des moyens informatiques. La formation continue jouera un rôle de plus en plus important dans la réparation du temps de travail et dans les carrières professionnelles.

L'accès aux emplois supérieurs par la promotion interne, traditionnelle dans la banque, sera sans doute désormais soumis à des conditions plus strictes : une bonne formation de base (supérieure au niveau bac) et une capacité ainsi qu'une disponibilité à s'adapter, et éventuellement à se spécialiser ou à s'internationaliser.

Comme dans les autres services, les emplois de la banque sont très féminisés, puisque les femmes représentent 51 % des effectifs dans les banques de l'AFB. On peut envisager que ce taux, après s'être élevé constamment, tende à se stabiliser par suite de deux tendances contradictoires :

- baisse des emplois les moins qualifiés, dans lesquels les femmes sont largement majoritaires ;
- augmentation régulière de la proportion de femmes chez les cadres et surtout chez les cadres (18 % de femmes, mais croissance de 6,6 % en un an), qui sont les catégories en progression.

Cette féminisation va de pair avec un développement du travail à temps partiel, qui risque de se poursuivre à l'avenir. Les dirigeants des banques le considèrent en effet d'un œil favorable, voyant en lui un bon moyen d'augmenter la flexibilité de leur entreprise.

OLIVIER BERTRAND
Centre d'études et de recherches sur les qualifications
(*) Voir l'article sur les « Mille licenciements chez Kidder Peabody (le Monde du 6 et 7 décembre) ». Sur ce sujet de l'emploi dans les banques, on pourra lire aussi, de O. Bertrand et T. Noyelle, « L'impact des transformations des services financiers sur le travail, les qualifications et la formation », Formation emploi, janvier-mars 1987. Mêmes auteurs : Ressources humaines et stratégies d'entreprises. Changements techniques dans les banques et les assurances. Publication de l'OCDE à Paris.

S'inspirer de Sud Tarn...

Sud Tarn, une région pas comme les autres, née de la volonté de l'homme et d'un terrain qui a décidé de faire cause commune pour relancer, proposer, agir.

Sud Tarn, c'est le Tarn des créateurs, celui qui innove. Le Tarn qui avance. Aujourd'hui, le développement économique est l'affaire de tous.

Sud Tarn regroupe des villes, Auzillon, Castres, Graulhet, Mazamet, les CCJ de Castres et de Mazamet ainsi que de nombreuses entreprises.

Le Sud du Tarn, premier bassin industriel de Midi-Pyrénées après celui de Toulouse, a tout au long de son histoire, forgé une réalité économique et humaine basée sur le travail, la passion, la créativité. Aujourd'hui, tous les partenaires du Sud du Tarn entrent ensemble dans la course au développement économique.

Chefs d'entreprises, créateurs, un nouvel élan est donné, avec vous Sud Tarn va éblouir, avec vous Sud Tarn va gagner. Profitez de l'opportunité Sud Tarn.

Pour que les régions s'inspirent de Sud Tarn...

SUD TARN

LE TARN DES CRÉATEURS

CASTRES CCJ : 03.59.05.17 Maire : 03.59.62.63 GRAULHET Maire : 03.34.30.77 MAZAMET CCJ : 03.61.00.33 Maire : 03.61.02.55 AUZILLON Maire : 03.61.04.23

L'EMPLOI dans la banque et les métiers pour lesquels elle recrute ont beaucoup évolué depuis une dizaine d'années et vont continuer à se transformer. L'industrialisation et l'automatisation sont une des causes de cette évolution. L'intensification de la concurrence allant de pair avec l'ouverture internationale et avec des réformes de structure, qui redéfinissent et élargissent le champ d'activité des banques, en sont une autre.

Les effectifs de l'ensemble des réseaux bancaires, qui avaient considérablement augmenté jusqu'au début des années 80, surtout dans les réseaux mutualistes, les banques populaires, les caisses d'épargne et le crédit agricole, paraissent aujourd'hui à peu près stabilisés. D'après l'association française des banques, qui regroupe les autres entreprises dans lesquelles une tendance à la baisse a commencé à se manifester, on peut prévoir une réduction de 1 % à 1,5 % par an des effectifs jusqu'en 1988. Ce qui ne veut pas dire que les banques ne recrutent pas, mais elles embaucheront moins que par le passé : peut-être chaque année 2 à 3 % des effectifs (qui s'élèvent au total à environ 440 000 pour l'ensemble des organismes financiers, dont 253 000 pour le seul réseau AFB).

En effet, les recrutements restent nécessaires pour remplacer les départs, mais aussi pour éviter un vieillissement excessif du personnel et pour faire face à l'évolution des profils d'emploi. Le travail dans la banque est affecté progressivement et de plusieurs manières par les transformations techniques et économiques. Les tâches administratives courantes tendent à diminuer par suite de l'informatisation et de l'automatisation. Dans la mesure où elles persistent, certaines de ces tâches (par exemple la saisie d'informations sur terminal d'ordinateur) sont devenues assurées par des employés polyvalents et beaucoup moins par des opérations spécialisées. Ces dernières sont souvent reconverties.

Primaux du commercial

Devant l'intensification de la concurrence, la fonction commerciale devient primordiale. Plusieurs types d'emploi sont affectés. Pour commencer, mais à un haut niveau, sont ceux qui sont chargés d'analyser les marchés possibles et d'imaginer les nouveaux « produits » ou services proposés à la clientèle, en s'appuyant sur l'outil informatique.

La vente de ces produits incombe notamment au guichetier, à qui on demande de plus en plus d'être un guichetier-vendeur. Cela suppose une connaissance approfondie des produits de la banque et une capacité de les présenter et de les discuter en s'adaptant à la situation de chacun.

Il ne suffit pas d'attendre la clientèle au guichet. Les modes d'approche se différencient : démarchage à domicile, par téléphone, par correspondance. La frontière entre guiche-

tiers, chargés de clientèle, et conseillers plus spécialisés s'estompe.

Aux particuliers, les chargés de clientèle proposent des conseils financiers sur leurs placements et plus généralement sur la gestion de leur patrimoine.

Aux petites entreprises, les démarcheurs-prospecteurs et, à un niveau plus technique, les attachés commerciaux proposent un éventail complet de services et de conseils, sur la réglementation, la gestion, les problèmes fiscaux, l'exportation, etc. Cela suppose des compétences étendues par rapport à la seule évaluation des risques impliqués par l'attribution des crédits, fonction traditionnelle du banquier.

La fonction commerciale exige désormais un personnel à la fois plus commercial et plus technique.

Les structures hiérarchiques doivent évoluer en conséquence.

Technicité et spécialisation

Le secteur bancaire emploie une proportion très élevée de cadres et de gradés (70 % des emplois en 1986) ; cette classification dépend actuellement plus du niveau de salaire, lui-même lié à l'ancienneté, que de l'activité de l'intéressé. Les entreprises cherchent à faire évoluer ce système et à promouvoir davantage l'avancement au mérite individuel.

La catégorie intermédiaire des gradés était chargée de la supervision des opérations courantes. Ses effectifs diminueront, notamment à cause de l'informatisation, mais aussi parce que la hiérarchie tend à s'alléger.

En ce qui concerne les cadres, dans la banque traditionnelle, ils s'élevaient dans la hiérarchie par une expérience acquise dans différents services et surtout en agence, ce qui leur donnait une certaine polyvalence. Cet avancement se fera désormais de façon moins systématique et selon deux voies : celle des cadres de « commandement » et celles des spécialistes. Les premiers devront désormais attacher plus d'importance à leur rôle d'animateur et de formateur, ainsi qu'à la fonction commerciale. Les seconds auront une spécialisation technique de plus en plus poussée, n'impliquant pas forcément une responsabilité hiérarchique.

C'est notamment le cas des opérateurs « traders » sur les nouveaux marchés financiers et sur les marchés des changes, qui doivent être capables de traiter instantanément des opérations portant sur des montants considérables, en anticipant sur de fortes fluctuations des cours liées à la conjoncture mondiale. Leur responsabilité est telle qu'on se les arrache souvent à prix d'or sur les grandes places internationales. Mais la crise boursière provoquerait un retour à l'équilibre après un engouement excessif, le retour du balancier affectant des catégories bien précises de firmes et de spé-

L'emploi dans « le Monde »

- Une filière de travailleurs portugais sans papiers. Sur plusieurs chantiers de la région parisienne, dont celui du TGV - Ouest-Atlantique, de grandes entreprises du bâtiment et des travaux publics ont recours à des entreprises sous-traitantes, lesquelles utilisent une main-d'œuvre clandestine (le Monde du 18 décembre).
- Les universitaires britanniques pourraient-ils être licenciés ? Un projet de loi en ce sens est en discussion au Parlement (le Monde du 19 décembre).
- Les petits bouillots et le flou artistique. Face à une situation aggravée de l'emploi et pour répondre à la menace d'un chômage aggravé, l'OCDE évoque, pour les pays industrialisés, la solution des petits bouillots. En France, l'évolution, de l'année écoulée est difficile à interpréter. Le volume de travail offert n'augmente pas, à défaut de diminuer. Le chômage se résorbe grâce au traitement social (le Monde économie) du 22 décembre).
- Les perspectives de l'INSEE pour 1988 sont réservées mais plutôt optimistes pour ce qui est des répercussions du choc boursier. Le chômage se détériore (le Monde du 23 décembre).
- Les perspectives de l'OCDE pour 1988 sont pessimistes. Seul un sursaut international peut éviter une récession.
- Pour la France, l'avenir est particulièrement sombre et le chômage risque d'augmenter (le Monde du 24 décembre).
- Nouvelle baisse du chômage en novembre. Avec 1 % de diminution en données corrigées, le nombre des chômeurs a encore reculé. Toujours avec l'aide du traitement social (le Monde du 24 décembre).
- Le traitement social du chômage absorbe une part croissante des dépenses. Au total, il en a coûté 182,4 milliards de francs en 1986, soit 4,7 % de plus en francs constants que l'année précédente (le Monde du 26 décembre).
- Le nombre de jeunes ayant un emploi véritable diminue (le Monde du 31 décembre).
- Nouvel accord pour l'assurance-chômage. L'UNEDIC va désormais être associée à la politique de l'emploi, de façon active (le Monde du 1^{er} janvier).
- Le pari d'un syndicaliste devenu PDG. M. Georges Granger a créé une entreprise pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre (le Monde daté 3-4 janvier).
- Des stages à contre-emploi. Le succès ambigu des SIVP : une façon détournée d'embaucher à moindre frais (le Monde du 5 janvier).

هكذا من الاصل

Affaires

Indépendamment du changement de statut

L'Etat s'apprête à désendetter Renault

Le report du changement de statut de Renault (de régie en société anonyme) n'empêche pas l'Etat de faire son devoir d'actionnaire à l'égard du constructeur automobile nationalisé. M. Balladur ayant prévu 3 milliards de francs sur les recettes de privatisation de 1987 pour désendetter Renault, il restait à déterminer comment procéder à l'opération. Plusieurs hypothèses ont été envisagées, mais l'une semble devoir l'emporter, même si l'accord du ministre d'Etat n'a pas été encore formellement donné.

Pour accompagner le changement de statut — mais avec la possibilité de le faire indépendamment de l'Etat — l'Etat a prévu d'abandonner 12 milliards de francs de créances qu'il détient sur Renault, via des prêts bonifiés faits à la Régie par la CFI (Caisse française de développement industriel), filiale à 100 % du Crédit national. Encore faut-il que l'Etat prenne en charge le remboursement de cette créance auprès de la CFI à travers une nouvelle structure ad hoc. L'Etat utilisera une société « dormante » que la Régie lui a

cédée. La dotation de 3 milliards prévue pour 1987 servira à rembourser les prêts du FIM (Fonds industriel de modernisation). Si le montage est entériné rapidement, il pourra améliorer rétroactivement le bilan de Renault à fin 1987. Compte tenu des 3 milliards (au moins) de bénéfices attendus pour 1987 et du milliard dû au retraitement des amortissements, la situation nette négative (-16,4 milliards pour la Régie à fin 1986 et -9 milliards pour le groupe) s'en trouverait réduite d'autant. Ressemblerait-elle à celle de la CFI ?

Le dossier ainsi présenté à Bruxelles pourrait être accepté par les autorités européennes dans la mesure où le gouvernement français l'inscrit dans le cadre du changement de statut de Renault — même après l'élection présidentielle, qui remettrait le groupe automobile français dans le droit commun des sociétés anonymes et, donc, dans un contexte plus « normal » de concurrence.

C.B.

Usinor-Sacilor affiche un bénéfice courant dans les produits plats

Le groupe Usinor-Sacilor n'a pas que la nouvelle année à fêter : sa branche produits plats, qui enregistre pour moitié environ dans son chiffre d'affaires, affiche pour 1987 un bénéfice courant de 630 millions à comparer avec une perte de 420 millions en 1986. Ce résultat n'intègre pas les frais de restructuration, fort lourds dans la sidérurgie, mais traduit une nette amélioration favorisée par une certaine reprise du marché mondial.

Au sein de cette branche, seuls les plaques et tubes sont restés déficitaires (de 200 millions de francs environ). Avec 32 000 personnes environ et un chiffre d'affaires de 32,5 milliards de francs en 1987, la branche produits plats constitue l'un des trois grands métiers du groupe Usinor-Sacilor aux côtés des produits longs (rails, poutrelles...), qui continueront à perdre de l'argent en 1987 dans des proportions non encore précises, et de la branche aciers inoxydables et produits plats spéciaux. Cette dernière activité devrait également dégager un bénéfice courant en 1987.

Fort de ces bons résultats, le responsable de la branche produits plats, M. Edmond Pachura, a assuré qu'aucun des trois trains existant en France (Dunkerque, Florange et Fos) ne serait fermé au cours des trois prochaines années. Selon lui, en réduisant de 14 % entre 1980 et 1986 sa capacité de production, la France a fourni un effort plus important que les autres pays européens (entre 5 % et 7 %).

Cette prise de position ne va pas simplifier la tâche des chiministes européennes qui doivent localiser, d'ici au 30 juin, 7,5 millions de

Assubel en suspens

L'assemblée générale extraordinaire d'Assubel, le numéro trois belge des assurances, n'a pas donné lieu au débat attendu entre les principaux actionnaires à propos de l'OPA lancée sur ce groupe par les Assurances générales (AG), le numéro deux du secteur, pour contraindre la tentative de rapprochement d'Assubel avec les Assurances générales de France (AGF).

Une ordonnance en référé du président du tribunal de commerce de Bruxelles, rendue peu avant l'assemblée, a, en effet, interdit au conseil d'administration d'Assubel et à ses actionnaires de donner leur point de vue avant d'avoir obtenu le feu vert de la Commission bancaire.

Cette dernière, qui est chargée en Belgique du contrôle des opérations en Bourse, doit se prononcer sur la validité de la réponse apportée par le conseil d'administration d'Assubel à l'OPA lancée par AG. Le conseil avait alors demandé à ses actionnaires de rejeter cette offre qui prévoit d'acheter, du 4 au 15 janvier, 51 % du capital d'Assubel au prix unitaire de 6 000 FB, environ 950 F (le Monde du 26 décembre 1987).

La préférence de la direction de ce groupe d'assurances va, en effet, aux AGF. Une lettre d'intention prévoyant des prises de participation minoritaires croisées entre les deux compagnies a été signée à la veille de Noël.

TRANSPORTS

Préavis de grève de cinq jours des navigants d'Air Inter

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), le Syndicat des pilotes de l'aviation civile (SPAC) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) ont déposé, le mardi 5 janvier, un préavis de grève courant du 11 janvier à 0 h 01 jusqu'au 15 janvier à 23 h 59.

Ces syndicats se battent pour obtenir le pilotage à trois du futur Airbus A 320 conçu pour être conduit par un équipage de deux personnes. Ce motif ayant été jugé « illégal » par les tribunaux de Créteil et de Bobigny, le SNPL, le

SPAC et le SNOMAC avancent des revendications « prétextées ». Les réactions à cette grève, la onzième depuis novembre 1986, sont en général hostiles. M. Jacques Douffaignes, ministre des transports, a estimé qu'Air Inter avait le droit d'affréter des avions en cas de grève « pour assurer sa mission de service public ». La section FO de la compagnie condamne l'« utilisation abusive du droit de grève » et la section CFDT « s'élève contre l'égoïsme et l'aveuglement des syndicats de navigants ».

Des centaines de passagers de la compagnie Point Air en souffrance

Les déboires financiers et techniques de la compagnie Point Air valent à ses passagers des tribulations à répétition. En l'espace de quelques semaines, plusieurs centaines de personnes ont été bloquées pendant deux ou trois jours dans les aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle, de Marseille-Provence et de Saint-Denis de la Réunion, en raison d'une panne de moteur du DC-8 de la compagnie charter.

En redressement judiciaire depuis le 3 décembre dernier, Point Air se dispose plus que d'un appareil pour desservir la Réunion. La moindre panne oblige le propriétaire de Point Air, l'association le Point-Mulhouse, à recourir à des affrètements auprès

d'autres compagnies qui rechignent à contracter avec cet organisateur de voyages financièrement mal en point. Air France, pour sa part, a accepté, le 5 janvier, de suppléer à l'aviation du Point en panne.

Cette situation catastrophique risque de se prolonger entre la Réunion et la métropole, car le DC-8 Point Air devra entrer pour un mois en révision technique, et il n'est pas sûr que le Point-Mulhouse trouve les appareils de remplacement même en achetant des places plus cher qu'il ne les vend à ses adhérents.

Il devient urgent pour le Point-Mulhouse de se débarrasser de Point Air, qui dévore les dernières liquidités dont il dispose encore.

NEW-YORK, 6 jan. ↑

Coup de frein à la hausse

Pour la seconde journée consécutive, les cours ont monté mardi à Wall Street. Mais très rapidement, le mouvement de hausse s'est sensiblement ralenti ensuite sur des ventes bénéficiaires. L'indice des industriels, un moment en progrès de 60 points, s'est stabilisé en clôture à 2 031,50 (+16,25 points). Le bilan de la journée est resté très positif. Sur 1 966 valeurs traitées, 1 282 ont monté, 398 ont baissé et 286 n'ont pas varié.

D'une façon générale, les spécialistes se disent assez satisfaits de la bonne tenue du marché, entièrement liée au meilleur état de santé du dollar et, par conséquent, des valeurs à revenu fixe. « Les étrangers vont être tentés d'acheter », disent un « broker ». En outre, comme l'affirment un de ses collègues, les liquidités sont abondantes. Reste que les uns et les autres parviennent mal à masquer une certaine méfiance. Quelque un laugé : « Ça va trop vite. La baisse est pour demain ou après-demain ».

L'annonce de l'OPA lancée par Hoffmann-La Roche sur Sterling à l'initiative du groupe américain de ce laboratoire américain (+29,8 %).

Une activité relativement forte a régné avec 207,74 millions de titres échangés contre 181,81 millions la veille.

| VALEURS | Cours du 5 jan. | Cours du 6 jan. |
|-------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 72 1/8 | 72 1/2 |
| Alcan (Can.) | 28 1/2 | 28 1/2 |
| A.T. | 38 3/4 | 38 3/4 |
| Boeing | 40 3/4 | 40 3/4 |
| Chrysler | 88 1/4 | 88 1/4 |
| Eastman Kodak | 51 1/4 | 51 1/4 |
| Exxon | 40 3/4 | 40 3/4 |
| Ford | 78 3/4 | 78 3/4 |
| General Electric | 48 3/4 | 48 3/4 |
| General Motors | 35 1/4 | 35 1/4 |
| Goodyear | 62 3/4 | 62 3/4 |
| IBM | 120 3/4 | 121 1/8 |
| Johnson & Johnson | 40 3/4 | 41 1/8 |
| McDonald | 48 3/4 | 48 3/4 |
| Merck | 37 1/2 | 37 1/2 |
| Rockwell | 22 3/4 | 22 3/4 |
| Union Carbide | 51 1/4 | 51 1/4 |
| Verizon | 85 1/8 | 85 3/4 |
| Weyerhaeuser | 85 1/8 | 85 3/4 |

LONDRES, 5 janvier ↑

Progression de 2,5 %

Stimulée par les performances de Tokyo et de New-York, la Bourse de Londres a poursuivi son mouvement de hausse mardi. L'indice FT des valeurs industrielles a gagné 35,1 points (2,5 %) à 1 437,3. Le volume des transactions a cependant nettement augmenté par rapport à la veille marquant ainsi l'optimisme prudent des investisseurs à la vue du raffermissement du dollar.

Cette amélioration de la tenue du billet vert a entraîné la hausse des valeurs exportatrices comme Glaxo, ICI et Beecham. Le secteur pétrolier a encore été porté par les deux titres très convoités que sont British et BP. Cette dernière a revu à la baisse les estimations de résultats annuels pour le troisième trimestre de privatisation. Le bénéfice initial de 1,45 milliard de livres est ramené aux alentours de 1,35 milliard de livres.

La compagnie américaine Engelhard (métaux précieux, chimie minérale) a annoncé avoir passé un accord de principe avec Kaiser Tech parant sur le rachat des activités chimie spéciale de la compagnie britannique Harshaw-Filrol.

FAITS ET RÉSULTATS

« Carnaud rachète la SOFREB à Usinor-Sacilor. — Le groupe Carnaud a racheté la totalité du capital de la SOFREB, une entreprise de boîtes pour boisson en acier, détenue à 66,6 % par Usinor-Sacilor et à 33,4 % par Schmalbach, filiale de l'américain Continental Can. La SOFREB a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires de 190 millions de francs et emploie cent trente-deux personnes. Son président, M. Jean Chevreux, reste à la tête de l'entreprise. Carnaud a décidé d'accroître la capacité de production de l'usine lorraine de la SOFREB, installée à Custines (Meurthe-et-Moselle).

« Des parfums français à Wall Street. — Jean-Philippe Fragrances, ou des « petits » de la parfumerie française aux Etats-Unis, va être introduit en Bourse à Wall Street sur le second marché (hors cote), a annoncé son président, M. Jean Madar. Le 18 janvier, 2,5 millions d'actions seront proposées par lot de 4 titres à 1 dollar l'action, représentant au total 34 % du capital évalué à environ 7,5 millions de dollars. A chaque lot sera rattaché un bon de souscription permettant l'achat d'une action à 3 dollars pendant cinq ans, ce qui doit permettre de créer 625 000 actions à terme, soit 2 millions de dollars supplémentaires.

« La Cogenia revient en Australie. — La Cogenia vient d'acheter, par l'intermédiaire de sa filiale australienne, une participation de 1,25 % dans la société Energy Res-

PARIS, 6 janvier ↑

Timoré

La Bourse n'a fait que confirmer son mouvement de hausse mercredi. Sans plus. Affichant un gain de 0,8 % durant les premiers échanges de la matinée, l'indice de tendance évolua pour par la suite. A la clôture, il terminait sur une avance de 1,2 %. Rien à voir donc avec la hausse spectaculaire de Tokyo, qui s'est appréciée de près de 6 % en une seule séance. L'indice Nikkei progressant de plus de 1 000 points. Rien à voir non plus avec le bon tonus du Wall Street et de Londres.

L'effet dollar semble laisser indifférent la place parisienne. Et, pourtant, le billet vert continue de se raffermir grâce au soutien des trois grands que sont les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. Ces pays seraient mis en œuvre un accord secret permettant de maintenir la monnaie américaine entre 125 et 140 yens. Cette stabilisation des fluctuations serait à l'origine des performances de New-York, Tokyo et Londres. « Notre marché manque de visibilité, et cela pourrait durer jusqu'à l'élection présidentielle », murmure un gérant particulièrement pessimiste. « Il faudrait que le gouvernement annonce des mesures favorables », se borne à commenter un autre en attendant les décisions de la semaine prochaine. Pour de nombreux intervenants, la baisse des taux de la Banque de France décidée mardi n'est pas suffisante.

Dans ces conditions, on notait les progressions sensibles de Moulinex, Fichtel-Sachs, Facon, Luchaire, Elf et Raffineries. Avions Dassault menait les baisses, suivi par La Redoute, Laryx Sonnet, De Dietrich et Exor. Le secteur d'assurances GNF-Vie annonçait posséder 6,77 % du holding Saint-Honoré. Quant à la SICAV AGFIMO, elle a porté sa participation dans Lafite-Bail à 5,37 %.

Sur le MATIF, le contrat de mars gagnait 0,20 % à 98,75.

TOKYO, 5 janvier ↑

Plus 5,6 %

Encouragé par la reprise très rapide du dollar et, dans la foulée, de Wall Street, le marché japonais, littéralement explosé mercredi. La séance avait démarré sur les chapeaux de roue avec, déjà, une avance de 330,72 points de l'indice Nikkei. Le mouvement devait s'accroître très rapidement par la suite et, à la clôture, le thermomètre du Kabuto-cho enregistrait un quasi-record en une seule journée de 1 215,22 points (+5,6 %) à la cote 22 797,50.

Toutes les valeurs exportatrices, que la chute du billet vert avait très affecté ces derniers temps, ont été les premières à s'effriter à la hausse. Les traders japonais avaient retrouvé leur sourire, que la baisse du début d'année avait effacé. L'activité a plus que doublé, portant sur plus de 1 milliard de titres échangés contre à peine 500 millions la veille.

| VALEURS | Cours du 5 jan. | Cours du 6 jan. |
|---------------|-----------------|-----------------|
| Alfa | 415 | 445 |
| Briggs | 1 180 | 1 220 |
| Daewoo | 250 | 260 |
| Fujitsu | 2 950 | 3 120 |
| Honda Motor | 1 280 | 1 320 |
| Hitachi | 1 410 | 1 450 |
| Hitachi Heavy | 500 | 545 |
| Sony Corp. | 4 850 | 5 100 |
| Toyota Motor | 1 810 | 1 920 |

FAITS ET RÉSULTATS

sources d'Australie (ERA), une entreprise qui exploite un gisement d'uranium dans le nord du pays. Le montant de cette participation est symbolique mais elle marque un redémarrage des activités du groupe français en Australie, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long terme de concentré d'uranium.

« Session spéciale de l'Organisation internationale du cacao. — L'Organisation internationale du cacao (OICO) organisera, du 13 au 15 janvier, une session spéciale pour tenter de trouver une solution permettant la reprise des achats de cacao de l'OICO, relancé depuis 1983, en raison du contentieux entre les deux pays sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. ERA, qui produit 2 600 tonnes d'uranium par an, compte déjà dans son capital des actionnaires étrangers : japonais (10 %), allemands (12,75 %) et suédois (1 %), aux côtés d'intervenants australiens (75 %).

D'autre part, Electricité de France a conclu avec ERA un contrat d'approvisionnement à long

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاجل

5021 من الاموال

| ÉTRANGER | POLITIQUE | ARTS ET SPECTACLES | SOCIÉTÉ | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|---|--|---|--|---|---|
| 3 La répression dans les territoires occupés et les réactions internationales. 4 Recrudescence des violences en Afrique du Sud. 5 Le conflit afghan. 5-6-7 Les mutations politiques et sociales en Chine. 8 La visite de M. Honecker à Paris. | 9 Les traditionnelles cérémonies des vœux à l'Élysée. - Le financement des partis politiques. 10 Annulation et validation au Conseil constitutionnel. | 11 à 14 Inauguration du Théâtre national de la Colonne : un entretien avec Jorge Lavelli, directeur. | 21 La commission Demain l'Université propose à M. Valade la création de collèges universitaires du premier cycle. - SPORTS : le Rallye Paris-Alger-Dakar ; la Coupe du monde de ski alpin. | 23 La reprise du dollar se poursuit sur les marchés financiers. - La Banque de France abaisse ses taux d'intervention. 24 Affaires. - Social. | Abonnements 2 Annonces classées 22 Carnet 20 Météorologie 20 Mots croisés 19 Radio-télévision 19 | ● Le dollar monte, la Bourse suit. BOURSE ● Sondage : quels enjeux pour la présidentielle ? SG ● L'enseignement des massifs. NEIGE Actualité. Sport. Culture. 36-15 tapez LEMONDE Librairie : 36-16 + LM 16 |

Au conseil des ministres Les droits de la France sur les nœuds polymétalliques du Pacifique

Le conseil des ministres a entendu, le mercredi 6 janvier, une communication de M. Jean-Bernard Raimond sur la situation internationale. Le ministre des affaires étrangères a indiqué que le bureau de la commission préparatoire de l'autorité internationale des fonds marins avait approuvé, le 17 décembre dernier, la demande d'enregistrement en qualité d'investisseur pionnier présentée par la France au nom de l'IFREMER agissant pour le compte de l'Association française d'études et de recherches des nœuds. Depuis cette date, la France dispose donc dans le Pacifique de droits exclusifs sur une superficie de 75 000 kilomètres carrés pour explorer et, le moment venu, exploiter conformément au droit international des gisements de nœuds polymétalliques.

M. Raimond a souligné que ce résultat est l'aboutissement de cinq années de négociations et qu'il consacre, au regard de la communauté internationale, les droits exclusifs de la France dans une zone importante.

M. CHIRAC : « Nous avons fait gagner du temps au pays »

Au terme du conseil des ministres, le gouvernement au grand complet s'est rendu à l'Élysée à Matignon afin de présenter ses vœux au premier ministre.

Répondant à M. Balladur, le chef du gouvernement a souligné qu'il avait voulu en mars 1986 - assumer - le résultat des élections législatives. « Nous avons fait gagner du temps à la France », a-t-il dit, en estimant que les membres du gouvernement peuvent être « fiers » de l'œuvre accomplie. Il les a invités à « assumer jusqu'au bout » leurs responsabilités.

Le dispositif secret d'intervention des banques centrales

La télévision japonaise a relayé l'intérêt sur le dispositif secret qui, de l'aveu même des sept puissances industrielles, accompagne leur déclaration du 23 décembre visant à stopper la baisse du dollar.

Selon la chaîne d'Etat NHK, il s'agit d'un accord à trois, entre les États-Unis, le Japon et le RFA, permettant de dégager au total 15 milliards de dollars pour casser la spéculation à la baisse de la devise américaine. Une analyse démentie en Europe, où l'on rappelle que ce dispositif commun et non public a été élaboré à sept même si les Américains, les Japonais et les Allemands, de part l'importance de leurs devises, sont ceux qui seront appelés à participer le plus largement à l'opération stabilisatrice du dollar.

Il semble, en outre, que Tokyo se soit engagé à surveiller de près l'évolution des monnaies sur des marchés de seconde importance mais très volatiles comme Hongkong, Singapour et Sydney.

● Fellini contre les versions françaises d'« Intervista ». - Federico Fellini, dont le dernier film, *Intervista*, est sorti le 23 décembre dernier avec un grand succès (près de cent mille spectateurs à Paris en deux semaines), a demandé, mardi 5 janvier, au tribunal de Paris la saisie immédiate de toutes les copies en exploitation en France, doublées et sous-titrées, et ce sous astreinte de 100 000 F par jour. « Le doublage a massacré les nuances du film », a déclaré Fellini, qui fait valoir également que la version sous-titrée a été modifiée depuis la présentation au Festival de Cannes. L'affaire sera plaidée jeudi.

dans le monde entier était passé de un million à six millions.

M. Edouard Balladur a présenté une communication sur l'environnement économique international. Soulignant que la croissance mondiale avait été plus soutenue que prévu en 1987, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a indiqué que la correction des déséquilibres commerciaux était engagée et que les exportations américaines semblaient avoir augmenté en volume de plus de 10 %.

Pour les années 1988 et 1989 le taux de croissance des pays de l'OCDE devrait être en moyenne de 2 %, a observé M. Balladur. Il a souligné que, loin de faciliter le processus d'ajustement des déséquilibres extérieurs, une baisse supplémentaire du dollar aggraverait les difficultés de l'économie mondiale.

Négociations entre « le Matin » et « l'Événement » ?

Les projets de M. Jean-François Kahn

Le patron de l'hebdomadaire *l'Événement du Jeudi*, M. Jean-François Kahn, devait rencontrer le personnel du *Matin de Paris* dans la soirée du mercredi 6 janvier. « L'Événement détient 8 % des parts du Matin, explique le directeur de l'hebdomadaire. En ce sens, c'est notre droit d'aller dire comment selon nous ce journal peut s'en tirer et gagner. J'ai des idées là-dessus, et la rédaction de l'Événement me fait confiance pour agir avec circonspection. » A l'Événement, la soirée du mardi 5 janvier a été consacrée à examiner la bonne tenue de l'hebdomadaire et de ses satellites (*Paroles et musique*, dont le numéro 3 vient de paraître, et *Sciences et technologies*, dont la nouvelle formule doit être présentée sous peu), mais aussi à discuter d'hypothétiques négociations avec le *Matin*. M. Jean-François Kahn a indiqué que le quotidien ne représentait pas un nouvel axe de diversification mais un « relais » pour son hebdomadaire, susceptible d'amplifier la notoriété de celui-ci.

Devant une rédaction partagée et quelque peu perplexe, il a présenté les grandes lignes de sa conception du *Matin* : un quotidien à faible pagination (une vingtaine de pages), fondé à la fois sur des informations factuelles et sur des grandes enquêtes et des reportages. Selon lui, une vente de 40 000 exemplaires suffirait à l'équilibre, à condition que l'équipe du quotidien soit réduite. Si M. Jean-François Kahn, dans l'hypothèse où des négociations avec le *Matin* s'engageraient, est prêt à investir, au nom de l'Événement, à nouveau 1 million de francs dans son capital, il se fait fort surtout de rassembler plusieurs actionnaires apportant environ 10 millions de francs. Enfin, il a cité les noms de MM. Jean Schalit, ancien responsable du projet *Omega* d'Alcatel, et Bernard Morrot, qui fut l'un des directeurs de la rédaction du *Matin de Paris*, parmi les journalistes susceptibles d'épanouir son projet.

Un vote à bulletin secret a été proposé en fin de réunion afin

Jeux olympiques

La Bulgarie, la Pologne et la Yougoslavie iront à Séoul

Quinze jours après la Hongrie et la République démocratique allemande (*Le Monde* du 23 décembre), deux autres pays socialistes, la Bulgarie et la Pologne, ainsi que la Yougoslavie, ont annoncé officiellement, mardi 5 janvier, leur participation aux Jeux olympiques d'été qui auront lieu à Séoul du 17 septembre au 2 octobre. Ces annonces portent à 133 le nombre de nations, qui ont répondu favorablement à l'invitation que le Comité international olympique (CIO) avait adressée à ses 167 pays membres.

Le numéro du « Monde » daté 6 janvier 1988 a été tiré à 495 918 exemplaires

A C D E F G H

L'engagement américain dans le Golfe fait l'objet d'un réexamen

Le degré d'engagement de la flotte américaine dans le Golfe fait actuellement l'objet d'un réexamen dont le résultat n'apparaît pas encore clairement, au moment où le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, effectue une tournée dans la région. Si, à Koweït, M. Carlucci a paru écarter l'hypothèse d'une modification des modalités de cet engagement, des officiels ont indiqué, mardi 5 janvier à Washington, que les États-Unis diminueraient prochainement le nombre de leurs navires dans le Golfe. « Il s'agit de réaffecter nos forces en fonction de la mission pour laquelle nous sommes maintenant bien expérimentés », ont déclaré ces officiels, précisant que le premier navire à quitter la région serait le porte-hélicoptères *Okinawa*.

Interrogé sur ces informations, M. Carlucci s'est contenté d'une réponse ambiguë. « Rien n'est officiel tant que le secrétaire à la défense n'a pas apposé sa signature. Je n'ai rien signé pour le

moment concernant tout mouvement de navires », a-t-il dit, pour ajouter : « Je ne dis pas qu'il n'y aura pas de mouvement de navires. »

Quant à l'éventuelle extension de la protection américaine à des navires de commerce ne battant pas pavillon des États-Unis, le secrétaire à la défense a déclaré que Washington « ne prévoit pas de modifier les règles de son engagement, qui consiste à escorter les navires battant pavillon américain ». Il a souligné à cet égard que les États-Unis n'avaient aucune responsabilité concernant les « navires d'autres États qui ont également des intérêts dans le Golfe ».

En tout état de cause, les États-Unis n'ont pas l'intention d'installer de bases militaires dans le Golfe, a encore assuré M. Carlucci, selon qui « le niveau de coopération (entre Washington et les États du Golfe) est suffisant pour parer aux menaces ».

d'autoriser M. Jean-François Kahn à aller présenter son projet au personnel du *Matin*. Mais le principe de ce vote semble ensuite avoir été abandonné.

Au *Matin*, on attend maintenant de connaître la position exacte du patron de l'Événement et ses projets. Un conseil de surveillance a eu lieu le mardi 5 janvier, qui a entériné la récente augmentation de capital de 6 millions de francs. Celle-ci permettra de verser les salaires de décembre et le treizième mois encore impayés. Une assemblée générale doit se réunir sur ce thème dans la matinée du 6 janvier. Et le Syndicat national des journalistes CGT a menacé la direction d'un référendum si ces sommes n'étaient versées au compte des salariés du journal le 15 janvier au plus tard.

YVES-MARIE LABÉ

Renvoyé de juridiction en juridiction Un nationaliste corse attend d'être jugé depuis cinq ans

Félix Tomasi a reçu, pendant les fêtes de fin d'année, le soutien discret d'une poignée d'autonomistes bretons. Les derniers nostalgiques de la Bretagne libre au secours d'un nationaliste corse de l'ex-FLNC ? La solidarité des minorités régionales est pour peu dans la création de cet éphémère comité.

Il se trouve simplement que Félix Tomasi est actuellement incarcéré à la maison d'arrêt de Fleurance, près de Lorient, et qu'il a cherché à toucher ceux qu'il a pu pour exprimer sa colère. Il attend en effet son procès depuis bientôt cinq ans et risque de devoir encore patienter, pour des raisons de difficultés de procédure.

Dans la lutte qui oppose l'ex-FLNC à l'État, cet ancien porte-parole des « vitrines » légales du mouvement clandestin appartient à

un autre âge : celui d'avant le durcissement de ces dernières années en Corse, marqué par l'assassinat en juin du docteur Laly et celui, en août, du gendarme Guy Aznar.

Tomasi avait été impliqué dans la première « bavure » de l'ex-FLNC, le meurtre de deux légionnaires à Sorbo-Occagnano, qui avait marqué un peu par erreur la rupture de la trêve, patiemment négociée, avec le gouvernement socialiste.

L'un de ses avocats, M. Henri Leclerc, affirme que les charges retenues contre Félix Tomasi sont minces. L'un des suspects, un dénommé Marachini, aurait reconnu avoir prêté une camionnette et une arme à Charles Pieri, considéré comme l'un des chefs militaires du FLNC et soupçonné d'avoir dirigé le commando dans le camp

aurait un mort que ça m'étonnerait pas !

Pourquoi je vous parle de ça ? Parce que les Allemands de l'Ouest, ils sont vraiment trop migrants, trop naïfs, viennent de trouver le moyen d'obliger les automobilistes à venir en aide aux victimes de la route. Un truc infatigable ! A partir d'octobre, plus d'excuse. Ils devront tous se munir d'une paire de gants en plastique. Non, c'est vrai, c'est indispensable. Qu'est-ce qu'on attend, nous, pour faire pareil ? On peut pas obliger d'honnêtes citoyens à freiner dans un crissement de pneus, à s'approcher d'un blessé, à lui taper les joues, à le ramasser, tout ça ! Des fois qu'il signifierait ! Et qu'il aurait le SIDA ! La personne en danger, c'est qui, là ? Lui ou moi ? Faudrait savoir. Ben, justement, dans le doute, on va pouvoir se risquer à lui porter assistance. Gentiment. Doucement. Avec des gants.

CLAUDE SARRAUTE.

Un des enfants franco-algériens reste avec sa mère

La détermination de Sélim

« Je préfère mourir ici plutôt que retourner en Algérie. » Ces mots, Sélim, dix-sept ans et demi, les prononce avec force comme pour mieux persuader. Seul enfant de couples franco-algériens séparés à ne pas avoir regagné l'Algérie à l'issue des vacances de Noël, il a quitté quel que temps sa cachette, dans la région de Poitiers, où habitent ses grands parents, afin d'expliquer les raisons de sa décision : « Je ne peux plus vivre là-bas... Je n'ai pas eu de jeunesse. Je veux à présent avoir un avenir et je n'ai pas l'habitude de la dureté, même si je choisis certains... » Cet avenir, Sélim le voit d'abord dans l'armée française pour faire son service militaire, puis dans un centre de formation pour apprendre l'ébénisterie.

Il a, bien sûr, pensé aux conséquences possibles de son attitude sur les accords tacites de droit de visite entre la France et l'Algérie, « mais j'en ai assez », dit-il, « je n'en peux plus ». De toute façon, un autre l'aurait fait plus tard. « N'aurait-il pas pu attendre le jour de sa majorité, le 14 juin 1988 ? En guise de réponse, Sélim parle avec émotion de son frère aîné. Celui-ci est mort accidentellement en septembre, à l'âge de dix-neuf ans. « Lui aussi voulait venir en

France et y faire son service militaire. Il a tout essayé. Il n'a jamais pu sortir d'Algérie car il ne pouvait pas obtenir ses papiers. Mon père ne voulait pas. »

Les grands-parents de Sélim soulignent que celui-ci a le droit de rester en France. Il est français, et sa garde a été confiée lors du divorce, en 1979, à la mère. Le père l'a emmené illégalement, il y a huit ans, en Algérie, malgré une interdiction de sortie du territoire décidée par le juge. La mère, M^{me} Dupont, actuellement détentive privée à Issy-les-Moulineaux, déclare : « Il n'est pas question d'obliger Sélim à partir. J'ai déjà perdu un fils. Je ne veux pas perdre le second qui est farouchement déterminé. »

Embarrassé, le médiateur français, le juge Claude Allaer, demande au jeune homme de venir discuter avec lui pour trouver une solution. M. Allaer, qui, depuis de nombreux mois, travaille avec le médiateur algérien, M^{me} Taïeb Belloula, pour permettre aux enfants de maintenir des liens avec leurs deux parents au-delà des frontières, craint que ce châtiment de cartes ne s'écroule.

A l'annonce de la disparition de Sélim, le Collectif de solidarité

aux frères des enfants enlevés, qui réclame depuis des années la signature d'une convention entre les deux pays et qui a largement contribué à l'organisation de ces visites en attendant un règlement juridique, a fait savoir qu'il « se désolidarise totalement de la mère du jeune Sélim ». Il rappelle que « toutes les mères étaient volontaires pour participer à l'opération et se sont engagées sur l'honneur. Toutes connaissent des situations également dramatiques mais ont tenu parole, sauf la maman de Sélim. »

M^{me} France Lave, représentante d'une autre organisation, Défense des enfants enlevés, dont les positions sont plus extrêmes, a déclaré mardi qu'elle comprenait la décision de M^{me} Dupont : « Aucune mère ne peut accepter de voir son enfant quelques jours par an. »

Interrogé mardi soir sur la cinquième chaîne de télévision, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a déclaré pour sa part que « ce problème humain » ne peut être réglé qu'avec une convention judiciaire. « Celle-ci est difficile à mettre au point, mais nous négocions activement. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

militaire. Félix Tomasi, toujours selon Morachini, aurait proposé à celui-ci de participer à une « nuit bleue », puis, après la mort des deux légionnaires, le 11 février 1982, il lui aurait ordonné de se tuer.

Félix Tomasi aurait été arrêté, inculpé, puis incarcéré sur ces charges. Après quoi, ce fut un long silence, de nouvelles interpellations, d'autres affaires corse, une violence de plus en plus débridée dans l'île, faisant oublier son cas. Il est d'abord détenu à la maison d'arrêt de Bastia, d'où son compagnon, Charles Pieri, s'évade en 1984 ; puis la juridiction de Bastia est déclassée par la Cour de cassation : Félix Tomasi doit être jugé sur le continent.

Le dossier est transmis à Bordeaux. Félix Tomasi est transféré aux Baumettes à Marseille, puis à la maison d'arrêt de Grénoblet (Gironde). En un an, il ne sera entendu qu'une seule fois par le magistrat instructeur, sur un point de détail. Les demandes de mise en liberté déposées par ses défenseurs, sont toutes rejetées. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux renvoie alors l'affaire à Poitiers en 1986. Après bien des attentats et des complications, Félix Tomasi est ensuite renvoyé devant la cour d'assises de la Gironde.

Les défenseurs du militant corse soulignent qu'il soit enfin jugé. Devant la mineur des charges retenues contre lui, ils espèrent même obtenir un acquiescement. Mais les premiers procès d'Action directe, en 1986, terrorisent les jurés populaires des cours d'assises, et Félix Tomasi tombe maintenant sous le coup de la loi antiterroriste de septembre 1986. Il doit désormais être jugé par la cour d'assises spéciale composée de magistrats professionnels. Bordeaux et Poitiers se renvoient alors mutuellement le soin de saisir cette cour. Les mois passent encore. Les vœux de Félix Tomasi déposent un pouvoir en cassation et un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme. Nouvelle attente.

Puis, Charles Pieri, en cavale depuis 1984, est repris l'été dernier. Lui aussi a décidé de se pourvoir en cassation. Le dossier des légionnaires de Sorbo-Occagnano, en dossier de 1982, doit donc repartir vers de nouvelles procédures.

Félix Tomasi, un peu oublié en Corse, voulant, à la fin de 1987, attirer l'attention sur son sort. Il n'a trouvé pour lui servir de porte-voix que quelques autonomistes bretons.

Ph. Bg.

| | |
|--|--|
| QUELLES SONT LES STARS VRAIMENT COUILLONNÉES DANS L'HISTOIRE ? | HYON 'X P. A. MINKOVSKI F. LEOTARD C. LACROIX G. DUBY W. GALLO M. BARZACH CESAR |
| GLOBE | |

Le Monde
sur minitel

TOUT SUR TOKYO

36.15 TAPEZ LEMONDE